

2004-05

Ajustements du Programme
de travail
et budget



Table des matières

INTRODUCTION	1
APPROCHE	1
PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES DE PRIORITÉ (Activités techniques et économiques)	2
BASE CRZ	3
VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES TOTALES DISPONIBLES ET RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS RÉVISÉES	5
RÉCAPITULATION PAR CHAPITRE ET GRAND PROGRAMME	8
INCIDENCES SUR LA DOTATION EN PERSONNEL	10
ÉVALUATION DES RISQUES	12
GAINS D'EFFICACITÉ	13
MESURES SUGGÉRÉES AU COMITÉ DU PROGRAMME ET AU COMITÉ FINANCIER	16
BUDGET-PROGRAMME REVISE	18
CHAPITRE 1: POLITIQUE ET DIRECTION GÉNÉRALES	19
Grand Programme 1.1: Organes directeurs	19
Programme 1.1.1: Conférence et Conseil	19
Programme 1.1.2: Services de conférence	20
Programme 1.1.3: Services de protocole	20
Grand Programme 1.2: Politique, direction et planification	20
Programme 1.2.1: Direction générale	21
Programme 1.2.2: Planification, budget et évaluation du Programme	21
Programme 1.2.3: Vérification des comptes et inspection	22
Programme 1.2.4: Services juridiques	22
Programme 1.2.5: Coordination du programme et des opérations	22
Grand Programme 1.3: Coordination extérieure et liaison	23
Programme 1.3.1: Relations extérieures et coordination	23
Programme 1.3.2: Bureaux de liaison	23
CHAPITRE 2: PROGRAMMES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES	24
Grand Programme 2.1: Production agricole et systèmes de soutien	24
Programme 2.1.0: Entités intradépartementales	26
Programme 2.1.1: Ressources naturelles	29
Programme 2.1.2: Cultures	32
Programme 2.1.3: Élevage	41
Programme 2.1.4: Systèmes de soutien à l'agriculture	46
Programme 2.1.5: Applications agricoles des isotopes et des biotechnologies	50
Grand Programme 2.2: Politiques et développement alimentaires et agricoles	53
Programme 2.2.0: Entités intradépartementales	55
Programme 2.2.1: Nutrition, qualité et sécurité sanitaire des aliments	58
Programme 2.2.2: Information en matière d'alimentation et d'agriculture	63

Programme 2.2.3: Suivi, évaluation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture	70
Programme 2.2.4: Politiques relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au commerce	74
Grand Programme 2.3: Pêches	78
Programme 2.3.1: Information sur les pêches	79
Programme 2.3.2: Ressources halieutiques et aquaculture	82
Programme 2.3.3: Exploitation et utilisation des ressources halieutiques	86
Programme 2.3.4: Politiques halieutiques	89
Grand Programme 2.4: Forêts	92
Programme 2.4.1: Ressources forestières	93
Programme 2.4.2: Produits forestiers et aspects économiques des forêts	96
Programme 2.4.3: Politiques et institutions forestières	99
Programme 2.4.4: Liaison et information relatives aux questions forestières	101
Grand Programme 2.5: Contributions au développement durable et programmes spéciaux	103
Programme 2.5.1: Recherche, gestion des ressources naturelles et transfert des technologies	104
Programme 2.5.2: Questions de parité et population	108
Programme 2.5.3: Développement rural	110
Programme 2.5.6: Production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier	113
CHAPITRE 3: COOPERATION ET PARTENARIATS	115
Grand Programme 3.1: Assistance aux politiques	115
Programme 3.1.1: Coordination de l'assistance aux politiques et élaboration du Programme de terrain	116
Programme 3.1.2: Assistance aux politiques dans les régions	119
Programme 3.1.3: Assistance juridique aux États Membres	120
Grand Programme 3.2: Soutien à l'investissement	121
Grand Programme 3.3: Opérations de terrain	122
Grand Programme 3.4: Représentants de la FAO	122
Grand Programme 3.5: Coopération avec des partenaires extérieurs	123
CHAPITRE 4: PROGRAMME DE COOPERATION TECHNIQUE	126
CHAPITRE 5: SERVICES DE SOUTIEN	127
Grand Programme 5.1: Soutien à l'information et aux publications	127
Grand Programme 5.2: Administration	128
Programme 5.2.1: Services financiers	128
Programme 5.2.2: Services relatifs aux systèmes et technologies d'information	128
Programme 5.2.3: Services de gestion des ressources humaines	129
Programme 5.2.9: Gestion du programme	130
CHAPITRE 6: CHARGES COMMUNES	131
CHAPITRE 7: IMPREVUS	133
Annexe I: Résolution 7/2003 de la Conférence sur les ouvertures de crédits 2004-05	132
Annexe II: Nouveaux postes financés au titre du Programme Ordinaire et postes supprimés	136
Annexe III: Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05	139

INTRODUCTION

1. Le présent document est soumis au Comité du Programme et au Comité financier en application du paragraphe 2 du dispositif de la Résolution 7/2003 de la Conférence intitulé *Ouverture de crédits 2004-05* (dont le texte intégral est reproduit à l'Annexe I).
2. Le niveau de 749,1 millions de dollars EU approuvé dans cette Résolution ne reflète qu'en partie l'ajustement du taux de change (au taux budgétaire de 1 euro = 1,19 dollar EU fixé par la Conférence) et la provision pour augmentation des coûts prévus qui auraient été nécessaires pour atteindre un budget de 800,3 millions de dollars EU correspondant au scénario de croissance réelle zéro (CRZ). On se souviendra que ce niveau approuvé de 749,1 millions de dollars EU résultait d'un compromis auquel les Membres étaient parvenus après de longues négociations pendant la Conférence. La différence de 51,2 millions de dollars EU par rapport au niveau CRZ a été répartie au prorata entre les divers chapitres budgétaires pour aboutir aux chiffres globaux indiqués dans la Résolution. Il a donc fallu identifier, après avoir dûment analysé les priorités sous-jacentes, des réductions nettes d'un montant total de 51,2 millions de dollars EU par rapport au scénario CRZ présenté dans le Programme de travail et budget (PTB) 2004-05 (soit 6,4 pour cent).
3. Le présent document a donc pour objet:
 - de décrire l'approche générale et les mesures prises pour identifier les réductions requises;
 - de présenter des crédits budgétaires révisés par grand programme;
 - d'expliquer l'impact de ces révisions sur les activités de fond ainsi que sur les services d'appui – par rapport aux propositions CRZ du document PTB; et
 - de présenter l'impact de ces révisions sur les effectifs.
4. Par souci d'économie et pour éviter des répétitions inutiles, les renseignements figurant dans le PTB ne sont repris dans le présent document que dans la mesure où cela pourrait faciliter la tâche des Comités (principaux tableaux et listes de produits). Tout ce qui n'a pas été jugé indispensable pour expliquer la réduction budgétaire en est exclu. Ceci vaut, notamment, pour la section relative aux dimensions régionales et pour les plans provisoires concernant les Domaines prioritaires pour une action interdisciplinaire (DPAI) qui demeurent dans l'ensemble valides, même si les limites financières affecteront nécessairement la capacité de soutien à ces stratégies. Des renseignements supplémentaires sont disponibles sur le site web de la FAO à l'adresse www.fao.org/pwb, où figure notamment la distribution des ressources par région.

APPROCHE

5. Pour élaborer les présentes propositions, la direction a procédé comme suit:
 - Premières activités lancées sur la base d'allocations de crédits « modérées », accompagnées de mesures visant à ralentir la dotation des postes vacants. Des indications plus fermes concernant l'exécution des programmes de travail révisés seront publiées après examen par les Comités de la répartition des ressources proposée.
 - Des directives ont été données à tous les Sous-Directeurs généraux et à d'autres responsables concernant les « objectifs de réduction » généraux indicatifs par rapport au scénario CRZ. Conformément au paragraphe 2 de la Résolution portant ouverture de crédits, ces objectifs tenaient déjà compte des priorités fixées par les organes directeurs, quoique de manière générale. Il était prévu, notamment, que quelques domaines privilégiés bénéficieraient d'une protection

absolue, notamment lorsqu'il s'agissait d'engagement auprès de tiers, tandis que d'autres étaient considérés à titre provisoire comme devant bénéficier d'une protection « élevée » ou « moyenne ». Les Sous-Directeurs généraux et responsables concernés disposaient d'une certaine marge de manoeuvre pour moduler l'impact de ces objectifs de réduction généraux au niveau des entités et des produits, tout en gardant présentes à l'esprit les conséquences de l'application de critères de priorité aux activités de fond, comme recommandé par le Conseil à sa cent dixième session (voir les paragraphes ci-après).

- Les bureaux régionaux et sous-régionaux ont été invités à formuler des observations sur les propositions des départements du Siège concernant certaines questions prioritaires pour telle ou telle région.
- Un nouvel appel a été lancé à toutes les unités pour qu'elles identifient de nouveaux gains d'efficacité possibles. Certaines économies citées dans le document peuvent être attribuées à cet effort. De nouvelles possibilités sont explorées, dont la faisabilité n'a pas encore été démontrée de sorte que les économies potentielles qui en découleraient n'ont pas pu être prises en compte (voir la section relative aux gains d'efficacité).
- Les mesures prises par les unités en réponse à ces directives ont été analysées par la direction et les principaux problèmes ont été portés à l'attention de la direction de haut niveau pour arbitrage et décision finale.
- Cet exercice a été facilité par le système d'appui à la planification et à l'évaluation du programme ainsi qu'à la présentation de rapports sur son exécution (PIRES). Les soumissions ont été établies sur la base du scénario CRZ détaillé stocké dans le système. Toutefois, on notera que certains ajustements ont dû être apportés à la « base » avant que les unités puissent formuler leurs propositions révisées pour 2004-05. Ces ajustements sont indiqués dans les tableaux, tout au long du présent document, chaque fois qu'il est question des ouvertures de crédits CRZ (explications supplémentaires ci-après).
- Des consultations ont été dûment organisées avec les organes représentant le personnel à propos de l'impact des propositions sur les effectifs et sur les titulaires actuels.

PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES DE PRIORITÉ (Activités techniques et économiques)

6. Les critères généraux approuvés par le Conseil à sa cent dixième session en novembre 1995 – qui sont mentionnés dans la Résolution 7/2003 – puis passés en revue sous leur forme révisée par le Comité du Programme à sa quatre-vingt-neuvième session sont les suivants:

- pertinence compte tenu du mandat de l'Organisation et de ses objectifs stratégiques tels que décrits dans le Cadre stratégique;
- priorité et utilité confirmées pour un pourcentage important des Membres de l'Organisation ou pour des groupes spéciaux identifiés par les organes directeurs, comme les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, etc.;
- avantage comparatif de la FAO du fait: des possibilités de synergie grâce à sa collaboration avec des partenaires, des réalisations à son actif, du risque réduit de double emploi avec le travail d'autres institutions et de ses capacités internes;
- qualité de la conception des programmes, notamment évidence du lien de cause à effet entre les apports et les produits et objectifs prévus;
- mesure dans laquelle la réalisation de l'objectif peut être évaluée grâce aux critères et indicateurs proposés;

- coût-efficacité probable de l'entité de programme en phase opératoire grâce notamment au recours à des partenariats internes et externes;
- probabilité de la réalisation de l'objectif souhaité (résultat) et de l'obtention d'un impact profond et durable.

7. Dès la formulation des propositions pour le PMT 2004-09, les unités FAO ont été invitées à classer les entités sous leur responsabilité en appliquant les critères susmentionnés.

8. Dans le cadre du présent exercice de révision du PTB 2004-05, l'analyse des critères susmentionnés a facilité le processus de réduction ou de réallocation des ressources au niveau départemental. Cette contribution analytique a été corrélée à l'autre contribution clé, à savoir les priorités exprimées par les Membres concernant certains domaines d'activité spécifiques qui, comme on l'a déjà dit, avaient inspiré le classement des activités pour déterminer les objectifs généraux de réduction. Des graphiques ont été inclus au niveau des grands programmes pour illustrer le degré de corrélation entre les pourcentages nets de réduction effectivement appliqués à des entités spécifiques et la fourchette des réductions en pourcentage possibles d'après l'analyse précédente.

BASE CRZ

9. On se souviendra que le PTB 2004-05 incluait deux scénarios correspondant à des niveaux de ressources en croissance réelle (CR) ou en croissance réelle zéro (CRZ), respectivement. Dans la plupart des tableaux, les données étaient présentées en coûts constants 2002-03, l'impact des augmentations de coûts anticipées étant, le cas échéant, identifié séparément. En outre, bien que dans les principaux tableaux l'impact des taux de change ne soit pas indiqué, puisque le taux budgétaire final n'était pas encore connu, les paragraphes 250 à 256 fournissaient des renseignements d'ordre général sur le niveau et sur le financement du budget selon la méthode de mise en recouvrement fractionnée pour divers taux de change.

10. Pour faciliter la comparaison avec les tableaux figurant dans le PTB, le tableau récapitulatif ci-après présente en parallèle le scénario CRZ ajusté pour tenir compte des augmentations de coûts, mais sans l'impact des taux de change, et le scénario CRZ ajusté tant pour tenir compte des augmentations de coûts que de l'impact des taux de change au taux budgétaire approuvé. C'est le second de ces scénarios, avec un budget de 800,3 millions de dollars EU, qui sert de base aux autres tableaux inclus dans le présent document.

PTB 2004-05 – Scénario CRZ (en milliers de dollars EU)			
	PTB 2004-05 CRZ avec augmentations de coûts (figurant dans le tableau 6 du PTB 2004-05)	Impact d'un taux de change à 1,19 et d'autres ajustements	PTB 2004-05 CRZ (avec augmentations de coûts et impact du taux de change)
11 – Organes directeurs	17 390	4 260	21 650
12 – Politique, direction et planification	21 560	5 125	26 685
13 – Coordination extérieure et liaison	17 878	1 137	19 015
1. Politique et direction générales	56 828	10 522	67 350
21 – Production agricole et systèmes de soutien	94 007	14 761	108 768
22 – Politiques et développement alimentaires et agricoles	88 501	18 591	107 092
23 – Pêches	39 978	8 034	48 012
24 – Forêts	31 205	5 829	37 034
25 – Contributions au développement durable et programmes spéciaux	47 404	8 624	56 028
2. Programmes techniques et économiques	301 095	55 839	356 934
31 – Assistance aux politiques	29 233	2 959	32 192
32 – Soutien à l'investissement	20 127	7 063	27 190
33 – Opérations de terrain	3 771	3 958	7 729
34 – Représentants de la FAO	73 114	3 134	76 248
35 – Coopération avec les partenaires extérieurs	8 678	2 230	10 908
39 – Gestion du programme	1 659	502	2 161
3. Coopération et partenariats	136 582	19 846	156 428
41 – Programme de coopération technique	93 787	4 858	98 645
42 – Unité chargée du PCT	3 614	789	4 403
4. Programme de coopération technique	97 401	5 647	103 048
51 – Soutien à l'information et aux publications	16 480	3 485	19 965
52 – Administration	35 317	9 101	44 418
5. Services de soutien	51 797	12 586	64 383
60 – Charges communes	40 502	11 039	51 541
70 – Imprévus	600	0	600
Total	684 805	115 479	800 284

11. Les « autres ajustements » figurant dans la colonne « *Impact d'un taux de change à 1,19 et d'autres ajustements* » correspondent à des crédits spéciaux alloués en fonction des augmentations de coûts et d'une répartition équitable de l'impact du taux de change. Ainsi, les Chapitres 1 et 3 ont bénéficié de crédits spécifiques pour la sécurité. Qui plus est, afin de répartir correctement l'impact du taux de change selon les chapitres, les dépenses en euros et dans d'autres monnaies ont été analysées chapitre par chapitre. De ce fait, le Chapitre 6 qui couvre des dépenses essentiellement en euros a bénéficié d'une plus large part de l'ajustement dû au taux de change que le Chapitre 4, par exemple, où le pourcentage de dépenses en euros est bien inférieur.

VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES TOTALES DISPONIBLES ET RÉCAPITULATIF DES PROPOSITIONS RÉVISÉES

12. En ce qui concerne le montant total estimatif des ressources disponibles, on trouvera ci-après un tableau analogue à celui figurant dans le PTB (paragraphe 156). Il fait apparaître clairement les mouvements de ressources entre le scénario CRZ modifié pour tenir compte des augmentations de coûts et de l'impact du taux de change au taux budgétaire approuvé et le budget révisé proposé dans le présent document, complété par des chiffres à jour le cas échéant.

Vue d'ensemble des ressources totales disponibles (compte tenu des augmentations de coûts au taux de change 1 euro = 1,19 dollar EU)

Source de financement	2004-05 CRZ		Budget 2004-05 révisé	
	en milliers de \$ EU	en milliers de \$ EU	en milliers de \$ EU	en milliers de \$ EU
Contributions nettes des États Membres		791 089		739 905
Recettes accessoires				
Location d'installations et services de Conférence et de bureaux	100		100	
Investissements	4 500		4 500	
À déduire: remises	(600)		(600)	
Caducité d'obligations de dépense	5 000		5 000	
Contribution de nouveaux membres/Membres associés	100		100	
Excédent du Fonds spécial des produits d'information	0		0	
Divers	95		95	
Total des Recettes accessoires		9 195		9 195
Crédits nets votés par la Conférence		800 284		749 100
Contributions volontaires, au titre de l'Article 6.7 du Règlement financier versées aux Autres Recettes				
'Autres Recettes' imputées au Fonds général dans les comptes financiers				
Banque mondiale	21 587		22 264	
Autres institutions financières	8 085		7 492	
Services d'appui technique	5 262		5 542	
Coûts des services aux projets et services d'appui administratif et opérationnel	31 897		31 897	
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements	1 670		1 820	
Rapports finals	1 065		1 244	
Autres (ex. Remboursements des services administratifs fournis au PAM & CODEX)	4 088		3 976	
Total des 'Autres Recettes' imputées au Fonds général dans les comptes financiers		73 654		74 235
'Autres Recettes' non imputées au Fonds général dans les comptes financiers				
Organismes de coparrainage du CCT	3 000		3 735	
Coûts directs de fonctionnement imputés aux projets d'aide d'urgence	10 004		12 834	
Autres (ex. détachements divers)	1 137		1 107	
Total des 'Autres Recettes' non imputé au Fonds général dans les comptes financiers		14 141		17 676
Total des 'Autres Recettes'		87 795		91 911
Ressources disponibles pour le Programme de travail		888 079		841 011
Contributions volontaires, au titre de l'Article 6.7 du Règlement financier versées aux recettes des fonds fiduciaires				
Projets du PNUD- total	13 370		13 370	
À déduire: coûts des services aux projets	(1 200)		(1 200)	
Projets d'urgence- total	231 671		214 680	
À déduire: coûts directs de fonctionnement imputés aux projets d'aide d'urgence	(10 004)		(12 834)	
À déduire: coûts des services aux projets	(667)		(667)	
Autres projets de fonds fiduciaires	316 779		316 779	
À déduire: coûts des services aux projets	(30 030)		(30 030)	
À déduire: services d'appui technique	(5 262)		(5 542)	
Projets SAT/SST/SDPP du PNUD	0		0	
Total estimatif des recettes des Fonds fiduciaires		514 657		494 556
TOTAL ESTIMATIF DES RESSOURCES DISPONIBLES		1 402 736		1 335 567

13. On constate de légères variations à la rubrique Total des « Autres recettes », dont une augmentation de 2,8 millions de dollars EU des Coûts directs de fonctionnement imputés sur le budget des projets d'aide d'urgence liée à l'augmentation des taux.

14. Le niveau des Contributions volontaires au titre de l'Article 6.7 du Règlement financier versées aux recettes des Fonds fiduciaires a été révisé sous la rubrique *Projets d'urgence* pour tenir compte de l'évolution de la situation en Iraq, avec la clôture du programme pétrole contre nourriture et le début des activités de redressement.

RÉCAPITULATION PAR CHAPITRE ET GRAND PROGRAMME

Grand Programme et Chapitre	Description	2004-05 CRZ			Variation de programme			Budget 2004-05 révisé		
		Programme de travail	À déduire: recettes	Ouverture de crédits	Programme de travail	À déduire: recettes	Ouverture de crédits	Programme de travail	À déduire: recettes	Ouverture de crédits
1.1	Organes directeurs	21 650	0	21 650	(2 053)	0	(2 053)	19 598	0	19 598
1.2	Politique, direction et planification	28 785	2 100	26 685	(549)	0	(549)	28 236	2 100	26 136
1.3	Coordination extérieure et liaison	19 522	507	19 015	2 869	262	2 607	22 390	769	21 621
1.9	Gestion du programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1	Politique et direction générales	69 957	2 607	67 350	267	262	5	70 224	2 869	67 355
2.1	Production agricole et systèmes de soutien	111 587	2 819	108 768	(8 660)	161	(8 821)	102 927	2 980	99 946
2.2	Politiques et développement alimentaires et agricoles	109 341	2 250	107 091	(8 794)	28	(8 822)	100 547	2 278	98 269
2.3	Pêches	50 067	2 054	48 012	(2 844)	119	(2 963)	47 223	2 173	45 049
2.4	Forêts	37 714	680	37 034	(2 341)	17	(2 358)	35 374	697	34 677
2.5	Contributions au développement durable et programmes spéciaux	60 365	4 337	56 028	(3 989)	845	(4 834)	56 376	5 182	51 194
2	Programmes techniques et économiques	369 075	12 141	356 934	(26 628)	1 170	(27 798)	342 446	13 311	329 136
3.1	Assistance aux politiques	33 042	851	32 192	(3 389)	11	(3 400)	29 653	862	28 792
3.2	Soutien à l'investissement	57 860	30 670	27 190	(2 731)	(1 016)	(1 715)	55 128	29 654	25 474
3.3	Opérations de terrain	25 956	18 227	7 729	(1 309)	2 313	(3 622)	24 646	20 540	4 106
3.4	Représentants de la FAO	87 430	11 182	76 248	(5 184)	650	(5 834)	82 247	11 832	70 414
3.5	Coopération avec les partenaires extérieurs	12 833	1 925	10 908	(1 034)	30	(1 064)	11 800	1 955	9 845
3.9	Gestion du programme	2 308	147	2 161	(20)	0	(20)	2 288	147	2 141
3	Coopération et partenariats	219 429	63 001	156 428	(13 668)	1 988	(15 656)	205 762	64 989	140 772
4.1	Programme de coopération technique	98 645	0	98 645	0	0	0	98 645	0	98 645
4.2	Unité chargée du PCT	4 403	0	4 403	(20)	0	(20)	4 382	0	4 382
4	Programme de coopération technique	103 048	0	103 048	(20)	0	(20)	103 027	0	103 027
5.1	Soutien à l'information et aux publications	19 965	0	19 965	(1 901)	0	(1 901)	18 064	0	18 064
5.2	Administration	50 773	6 355	44 418	(2 371)	696	(3 067)	48 402	7 051	41 351
5	Services de soutien	70 738	6 355	64 383	(4 272)	696	(4 968)	66 466	7 051	59 415
6.0	Charges communes	55 233	3 692	51 541	(2 747)	0	(2 747)	52 486	3 692	48 794
6	Charges communes	55 233	3 692	51 541	(2 747)	0	(2 747)	52 486	3 692	48 794
7.0	Imprévus	600	0	600	0	0	0	600	0	600
7	Imprévus	600	0	600	0	0	0	600	0	600
Total		888 079	87 795	800 284	(47 068)	4 116	(51 184)	841 011	91 911	749 100

15. Le tableau récapitulatif précédent indique les réductions budgétaires différenciées selon les chapitres et grands programmes nécessaires pour atteindre le niveau approuvé de 749,1 millions de dollars EU fixé dans la Résolution portant ouverture de crédits (par rapport au scénario CRZ du PTB réévalué au taux de change de 1 euro = 1,19 dollar EU, soit un total de 800,3 millions de dollars EU).

16. On notera que pour élaborer le budget révisé, on n'a pas modifié la base de calcul des coûts standard de personnel autrement que pour tenir compte du taux de change budgétaire approuvé. Toutefois, l'attention du Comité financier est appelée sur deux facteurs compensateurs des coûts sous-jacents.

17. Le coefficient linguistique applicable aux salaires des agents des services généraux du Siège, évalué à 3,7 millions de dollars EU pour l'exercice biennal, avait été inclus dans les taux standard pour 2004-05, dans l'attente du résultat de l'appel interjeté au nom du personnel des services généraux pour obtenir la réintégration du coefficient linguistique. Puisque l'appel a été rejeté par le Tribunal administratif du BIT en février 2004, la provision intégrée dans les taux standard n'est plus nécessaire. En revanche, il convient de revoir à la hausse le coût estimatif pour l'exercice en cours des prestations après cessation de service, compte tenu des évaluations actuarielles révisées qui ont été publiées début mars 2004. Comme le coût différentiel qui devait être inclus dans les taux standard est actuellement évalué à un minimum de 3,7 millions de dollars EU pour l'exercice, les taux standard par lieu d'affectation et classe utilisés pour l'établissement du budget révisé n'ont pas été modifiés. Comme de coutume, tout écart qui pourrait survenir pendant l'exercice entre les coûts budgétisés et les dépenses effectives de personnel sera relevé et signalé au Comité financier.

18. Dans la dernière section du présent document intitulée *Budget programme révisé*, des tableaux détaillés indiquent les montants des *variations de programme* à divers niveaux de la structure du PTB. Ils sont accompagnés d'un texte décrivant l'impact de ces variations sur les produits prévus tels qu'ils sont décrits au titre du scénario CRZ dans le PTB. On trouvera ci-après une brève synthèse de ces changements.

19. Au Chapitre 1 *Politique et direction générales*, le chiffre correspondant au Grand Programme 1.1 *Organes directeurs* tient compte de toutes les réductions de ressources possibles pour les réunions principales. Les réductions modérées, voire les augmentations, aux lignes 1.2 et 1.3 découlent respectivement i) d'une augmentation substantielle des ressources allouées à l'évaluation et ii) de la hausse des coûts des arrangements destinés à assurer la sécurité sur le terrain, conformément aux accords interinstitutions les plus récents. Au Grand Programme 1.2, un changement structurel concernant l'unité administrative qui desservait jusqu'à présent un certain nombre de bureaux de la direction générale, ainsi que des réductions dans d'autres unités, compensent partiellement l'augmentation nette délibérée des ressources allouées aux activités d'évaluation par rapport aux crédits prévus au titre de CRZ.

20. Au Chapitre 2, il semble à première vue que la situation des Grands Programmes 2.3 *Pêches* et 2.4 *Forêts* soit plus favorable. On soulignera néanmoins que dans chaque grand programme les réductions en pourcentage indiquées au niveau des programmes et entités de programme individuels (figurant dans tous les tableaux standard à la section *Budget du programme révisé*) ne sont pas uniformes. Elles sont dues au contraire à l'application délibérée par les chefs des départements concernés des critères décrits ci-dessus et tiennent compte des priorités officiellement exprimées au sein des organes directeurs (CIPV, Codex, PSSA, etc.). À ce propos, on notera qu'une telle politique peut entraîner des discriminations inévitables, et souvent regrettables, en faveur des domaines expressément mentionnés par les Membres dans leurs interventions ou officiellement cités dans des rapports approuvés comme correspondant à un avis collectif. Il est clair que le Secrétariat doit respecter ces orientations qui constituent l'essence

de la gouvernance d'une organisation internationale. Il est regrettable, toutefois, que des domaines comme le SMIAR ou les statistiques aient tendance depuis quelque temps à être moins souvent mentionnés que, pour ne citer que quelques exemples, le PCT, les forêts ou les pêches, alors même qu'il ne fait aucun doute que les Membres de l'Organisation y tiennent beaucoup. Cet aspect est traité dans un document sur la fixation des priorités soumis au Comité du Programme à cette même session.

21. Au Chapitre 3, on distingue trois domaines parmi ceux qui ont le plus souffert des réductions, à savoir les équipes décentralisées de conseillers de la Division de l'assistance en matière de politiques (Programme 3.1.2 du Grand Programme 3.1), le programme de soutien à l'investissement de la Division du Centre d'investissement (TCI) qui couvre la coopération avec les institutions financières autres que la Banque mondiale (Programme 3.2.2 du Grand Programme 3.2) et les représentants de la FAO (Grand Programme 3.4). Dans ce dernier cas, comme expliqué dans le texte d'accompagnement, les réductions résultent d'une combinaison de mesures, qui toutefois n'affectent pas la couverture actuelle du réseau de représentants de la FAO (mais qui auront de toute évidence un impact négatif sur la qualité et la quantité des services fournis par ces bureaux). Des réductions sélectives pour les diverses unités budgétisées au titre du Grand Programme 3.5 complètent le tableau global des variations de ressources du Chapitre 3.

22. En ce qui concerne le Chapitre 4, le Programme de coopération technique (PCT) est indemne de toute réduction, conformément aux directives des organes directeurs, aux attentes des pays bénéficiaires et au rôle central de ce programme qui est au coeur de toutes les activités de terrain de la FAO.

23. Les Chapitres 5 et 6, quant à eux, n'ont pas pu être entièrement protégés de réductions parfois importantes: elles touchent les activités de la Division de l'information (GII) (GP 5.1) malgré leur utilité intrinsèque pour la diffusion des messages de la FAO, ainsi que celles du Département de l'administration et des finances (AF) (GP 5.2 et Chapitre 6), malgré les recommandations de consultants éminents en matière de gestion et les préoccupations exprimées par le Commissaire aux comptes, notamment en ce qui concerne les Divisions des finances (AFF) et des systèmes et techniques d'information (AFI).

INCIDENCES SUR LA DOTATION EN PERSONNEL

24. Le tableau ci-après donne un aperçu des ajustements concernant les postes.

Vue d'ensemble des changements concernant les postes

Catégorie	Proposition de CRZ	Réductions nettes	Budget révisé
Programme ordinaire (PO):			
Siège			
Cadre organique	1 031	(59)	972
Services généraux	1 012	(80)	932
Total	2 043	(139)	1 904
Bureaux régionaux/sous-régionaux et de liaison			
Cadre organique*	266	(25)	241
Services généraux	318	(19)	299
Total	584	(44)	540
Bureaux des représentants de la FAO			
Cadres recrutés sur le plan international	92	-	92
Cadres recrutés sur le plan national	108	(2)	106
Services généraux	561	(41)	520
Total	761	(43)	718
Total Programme ordinaire			
Cadres recrutés sur le plan international	1 389	(84)	1 305
Cadres recrutés sur le plan national	108	(2)	106
Services généraux	1 891	(140)	1 751
Total	3 388	(226)	3 162
Compte commun et autres fonds:			
Cadre organique	41	(3)	38
Services généraux	97	(3)	94
Total	138	(6)	132
Total général ensemble des fonds			
Cadres recrutés sur le plan international	1 430	(87)	1 343
Cadres recrutés sur le plan national	108	(2)	106
Services généraux	1 988	(143)	1 845
TOTAL	3 526	(232)	3 294

* La proposition prévoit 10 fonctionnaires du cadre organique détachés du Siège: 4 du Bureau de l'Inspecteur général, 2 de la Division du Centre d'investissement et 4 de différents départements techniques du Siège. Le Programme de travail et budget CRZ prévoyait 16 fonctionnaires détachés.

25. Un total net de 232 postes, dont 89 postes du cadre organique et 143 postes des services généraux, doivent être supprimés compte tenu des réductions de ressources nécessaires par rapport au scénario CRZ. Les effectifs de la FAO doivent donc être réduits de 6,6 pour cent, soit de 7,2 pour cent pour les agents des services généraux et de 5,9 pour cent pour les fonctionnaires du cadre organique.

26. Les unités de la FAO tireront tout le parti possible des postes vacants, des départs à la retraite et des possibilités de redéploiement, tout en tenant dûment compte des priorités des Membres. Avec une réduction budgétaire de cette ampleur, il faudra néanmoins supprimer un nombre limité de postes pourvus.

27. Bien que la plupart des suppressions de postes prennent effet au début de l'exercice biennal, 62 devraient normalement être supprimés après le départ à la retraite des titulaires ou d'autres mouvements de personnel pendant l'exercice 2004-05.

28. Pour les autres suppressions de poste, la cessation de service ou le redéploiement des titulaires de huit postes du cadre organique et de 40 postes des services généraux sera nécessaire. À cet égard, des équipes spéciales chargées du redéploiement des fonctionnaires du cadre

organique et des agents des services généraux seront créées pour résoudre ces cas. Tout sera fait pour limiter autant que possible le coût de ces redéploiements et cessations de service, grâce notamment à l'utilisation des arriérés qui ont déjà été affectés à des fins spécifiques. Les coûts supplémentaires liés au redéploiement devraient atteindre quelque 3,5 millions de dollars EU.

29. L'ampleur de la décentralisation parmi les postes financés par le Programme ordinaire n'est pas modifiée: le pourcentage est de 6,8 pour cent au Siège et de 6,5 pour cent dans les autres lieux d'affectation. Bien qu'aucun poste de cadre recruté sur le plan international ne soit supprimé dans les bureaux des représentants de la FAO, en ce qui concerne les agents des services généraux et les cadres recrutés sur le plan national, 43 postes au total devront être supprimés dans les bureaux des représentants de la FAO.

30. La moyenne des classes des postes du cadre organique augmente légèrement dans le budget révisé (de 4,00 à 4,04), du fait que de nombreux postes de classe inférieure qui devaient être créés dans le scénario CRZ devront être supprimés.

31. La proportion de postes des services généraux par rapport aux postes du cadre organique passe de 1,29 dans le scénario CRZ à 1,27 dans le budget révisé. Dans les lieux d'affectation autres que les bureaux des représentants de la FAO, les services généraux perdent 102 postes, dont 41 pour cent dans les groupes professionnels liés à l'administration générale et à l'administration des archives et de la documentation.

32. L'examen général de la catégorie des services généraux devrait orienter les changements apportés à l'organisation du travail et aux fonctions du personnel d'appui. Dans la mesure où il sera nécessaire de former le personnel à ces nouvelles tâches afin d'obtenir un plus large éventail de compétences, le montant total des ressources budgétisées au titre de la formation du personnel dans le scénario CRZ sera maintenu en tant que montant minimum tant pour les services généraux que pour les fonctionnaires du cadre organique.

33. Aucun changement important dans la structure organisationnelle des départements n'est prévu à ce jour. Des propositions supplémentaires pourront être examinées en cours d'exercice de façon à mieux aligner la structure sur les priorités du programme ou à obtenir des gains d'efficacité supplémentaires.

34. On trouvera à l'Annexe II la liste de tous les postes financés par le Programme ordinaire créés ou supprimés, à l'exclusion des postes de cadre recruté sur le plan national et des postes des services généraux des bureaux des représentants de la FAO dans les pays.

ÉVALUATION DES RISQUES

35. On trouve dans le PTB 2004-05 une liste des principaux risques qui pourraient peser sur la réalisation du programme de travail (C 2003/3, paragraphes 159 à 168), liste dont le Comité financier s'est félicité (CL 125/4, paragraphe 54). Le risque lié au recouvrement fractionné a fait l'objet d'une proposition qui a été approuvée par la Conférence. Le risque lié à la sécurité et à la sûreté du personnel de terrain et à la sécurité en général a suscité l'allocation de 3,7 millions de dollars EU supplémentaires au Grand Programme 1.3 *Coordination extérieure et liaison* et au Chapitre 6 *Charges communes*. Les risques relatifs à la *Gestion de l'élaboration des systèmes*, aux *Problèmes de gestion interdisciplinaire* et à l'*Évolution de la demande et à la nécessité de s'y adapter* demeurent.

36. Le risque identifié que le *Niveau de financement* recherché dans le PTB initial ne soit pas accepté par les Membres est en fait à l'origine du présent programme de travail révisé. En présentant cette proposition, le Secrétariat tient à signaler quelques risques supplémentaires découlant du niveau réduit du budget, à savoir:

37. *Rationalisation* – probabilité que les mesures d'économie visant à rationaliser les services soient approuvées au niveau approprié (organes directeurs ou direction, selon le cas). Certaines économies découlant de ces propositions ont déjà été intégrées dans le budget avant même qu'elles ne soient approuvées et appliquées pendant l'exercice, notamment une réduction de la durée et de la documentation des sessions des organes directeurs, une rationalisation de la distribution des publications et le regroupement des services des dossiers courants. Si les mesures nécessaires ne sont pas prises en temps opportun, les économies non réalisées devront être compensées par des réductions d'activité dans d'autres domaines.

38. Services de soutien et charges communes – risque de diminution inacceptable des services. Comme expliqué à propos du Grand Programme 5.2 et du Chapitre 6, le risque concerne essentiellement la gestion et les contrôles financiers internes, la sécurité du système d'information et l'entretien de l'infrastructure de base, bien que le budget garantisse un niveau minimal d'assurance dans ces domaines.

39. Approbation et exécution du programme de terrain – impact d'une capacité technique et opérationnelle réduite sur le taux d'approbation et la qualité d'exécution du programme de terrain. La réduction des crédits alloués aux unités décentralisées d'assistance en matière de politiques et aux services d'appui technique compromet la capacité de l'Organisation à élaborer et à conserver un programme de terrain répondant aux besoins et aux demandes de ses Membres. Un programme de terrain réduit compromettrait également l'obtention des résultats visés dans les programmes techniques fondés sur les résultats.

40. Objectifs en matière de recettes – risque que la hausse des coûts standard de personnel rende certains services d'appui technique non compétitifs. Du fait de la bonne tenue de l'euro, les coûts standard du personnel du cadre organique ont sensiblement augmenté au cours du précédent exercice. Les unités techniques ont budgétisé une partie du temps de travail de leurs cadres au titre des services d'appui. Compte tenu de la hausse des coûts, les directeurs de projet et d'autres clients pourraient rechercher d'autres sources moins coûteuses d'appui technique. Ceci compromettrait également la contribution indispensable des services d'appui technique à la création de synergies entre les activités normatives et opérationnelles. Une réduction des recettes entraînerait une diminution des ressources disponibles pour mettre en oeuvre le programme de travail dans les unités techniques.

GAINS D'EFFICIENCE

41. Comme indiqué dans les documents précédents, les efforts de la FAO dans ce domaine ont été jusqu'à présent axés sur les économies les plus évidentes liées au coût des intrants. Mais il faudrait désormais voir plus loin et chercher à réduire les coûts en modifiant les structures et/ou les processus. Ces réformes demandent bien évidemment du temps, d'où le caractère progressif des activités mentionnées dans cette section.

Économies proposées pour la période correspondant au PTB 2004-05 révisé

- Réduction sensible de l'Unité administrative de soutien de la Direction générale (ODGX)
Le service d'appui à la gestion du Département de l'administration et des finances (AF) est désormais en mesure d'absorber l'essentiel du traitement transactionnel effectué par ODGX sans personnel supplémentaire. Ceci permettra d'appliquer le modèle utilisé dans d'autres départements du Siège, en vertu duquel les responsables du budget sont directement responsables de l'ouverture et de l'approbation des transactions. Quatre postes pourront être supprimés, ce qui représente une économie de 535 000 dollars EU par exercice biennal.

- Facturation interne pour la distribution des publications
Les progrès des technologies permettent désormais de facturer les coûts d'expédition et d'emballage des publications aux unités concernées grâce au système du code à barres. On prévoit qu'en transférant le budget des listes de distribution d'exemplaires gratuits à ces unités et en leur facturant les coûts effectifs, ces unités prendront conscience de la nécessité de réduire les coûts de distribution. Ceci permettrait d'économiser 700 000 dollars EU par exercice biennal, bien qu'une partie seulement de cette somme ait été incluse dans les propositions, dans l'attente de la soumission de cette proposition et de son approbation par le Comité de la communication de l'Organisation.
- Rationalisation de la gouvernance
Les propositions visent à réaliser des économies de 1,3 million de dollars EU grâce aux initiatives ci-après:
 - La durée de la Conférence pourrait être ramenée de neuf à sept jours.
 - Les séances de la Conférence ne se prolongeraient au-delà de 18 heures, afin d'éviter les séances nocturnes.
 - Le nombre de messagers disponibles pendant les sessions des organes directeurs serait réduit.
 - Le volume total de la documentation de toutes les réunions des organes directeurs pourrait être réduit de 10 pour cent en nombre de mots.

Ces propositions et d'autres feront l'objet d'un document qui sera établi par la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier à leur session de septembre, en vue de son examen par le Conseil en novembre 2004.

- Restructuration des dossiers courants et regroupement au niveau départemental
Le Système de gestion des archives numériques (DRMS) ayant atteint le stade de la maturité, il devrait être possible d'apporter certaines améliorations à la structure physique des dossiers courants – en particulier grâce à leur regroupement au niveau départemental. Les propositions incluent les avantages de l'application pilote de cette approche au Département économique et social (ES), ainsi que des réductions relatives aux fonctions d'administration des archives et de la documentation à l'échelle de l'Organisation aboutissant à des économies nettes de 537 000 dollars EU par exercice biennal). Si l'expérience est couronnée de succès, on peut s'attendre à d'autres économies résultant de l'application progressive de l'approche dans d'autres départements.
- Réductions de postes dans les services d'appui à la gestion
Il sera possible de réduire le nombre des postes dans les services d'appui à la gestion du fait de l'amélioration des pratiques et procédures. Les économies proposées s'élèveront à 1 million de dollars EU bien que la totalité de cette somme ne puisse être attribuée à des gains d'efficacité, puisqu'il y aura aussi une réduction des services ou des transferts d'activité à d'autres unités.
- Amélioration du flux des travaux
De nombreux postes pourraient être supprimés pour diverses raisons, comme l'amélioration de la productivité, l'évolution des besoins des programmes, l'externalisation, etc. Il est difficile, toutefois, sans analyse détaillée et approfondie d'attribuer des économies spécifiques à des gains d'efficacité. Toutefois, on estime que les gains d'efficacité pourraient atteindre 3 millions de dollars EU par exercice biennal.

Domaines où des gains d'efficacité supplémentaires pourraient sans doute être obtenus

42. Les propositions ci-après découlent d'une réflexion sur les moyens d'obtenir des gains d'efficacité supplémentaires et il n'y sera pas forcément donné suite. D'autres dépendront de la

disponibilité de ressources pour financer l'investissement préalable en temps nécessaire à leur réalisation.

- Coût des intrants
 - Achats hors de la zone euro.
 - Remboursement forfaitaire pour les frais de déménagement – comme cela se fait déjà dans plusieurs organisations du système des Nations Unies.
 - Voyages – bien que dans ce domaine des économies importantes aient déjà été réalisées à l'occasion de l'exercice de réduction de 1996-97, il vaudrait la peine de réexaminer la question en étudiant deux possibilités: la première serait d'émettre un nouvel appel d'offres et la seconde de coordonner les efforts avec ceux d'autres organes du système des Nations Unies, afin de tirer tout le parti possible du pouvoir de négociation du système des Nations Unies avec les compagnies aériennes.
 - Suppression ou réduction des coûts de manutention et d'entreposage – en ayant davantage recours à l'impression sur demande, il ne serait plus nécessaire de stocker un nombre excessif de publications.
- Changements structurels
 - Externalisation des services de l'Unité centrale de traitement au CIC – l'externalisation n'a permis à ce jour aucune économie mais pourrait, avec quelques investissements, réduire les coûts du fait du transfert des systèmes de la FAO à un centre plus vaste commun à plusieurs organisations du système des Nations Unies.
 - Externalisation et/ou décentralisation du traitement transactionnel administratif ou financier – des économies considérables pourraient en principe découler de l'externalisation des tâches relatives aux technologies de l'information et des tâches administratives qui seraient effectuées dans des pays en développement ou bien en renforçant les capacités d'un bureau régional, où le coût des postes des services généraux est bien inférieur à ce qu'il est au Siège.
 - Dans le cadre du budget révisé de 1996-97, des postes de spécialiste des technologies de l'information ont été créés dans chaque département du Siège afin d'accélérer l'intégration des technologies de l'information au niveau des départements. Dix ans plus tard, l'Organisation a fait d'immenses progrès dans ce domaine de sorte que ces postes ne sont plus aussi indispensables. En réalité, plusieurs départements les ont déjà supprimés et il conviendra d'examiner leur utilité dans les autres départements et bureaux régionaux.
- Changements dans les procédures
 - Système de gestion des ressources humaines – cet événement majeur qui inclut l'intégration de nombreux systèmes et leur interaction ne peut qu'améliorer l'efficacité dans toute l'Organisation. Les avantages ne peuvent pas encore être quantifiés et ne se feront guère sentir avant 2006.
 - Rationalisation des activités administratives au niveau des régions et des pays – depuis l'examen interne de l'unité administrative de soutien et de la sous-division régionale des opérations du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, plusieurs mesures concernant, notamment, les délégations de pouvoirs et la décentralisation des opérations relatives aux voyages ont été prises pour réaliser des économies et devraient pouvoir être appliquées dans d'autres régions.
 - Gouvernance des systèmes d'information – le rapport de KPMG sur les effectifs de la Division des systèmes et des techniques d'information a relevé des faiblesses dans la gouvernance, notamment du fait que des plateformes TI multiples sont maintenues simultanément plus longtemps que nécessaire (N.B. l'introduction de la budgétisation des investissements devrait également résoudre en partie ce problème). Une meilleure

gouvernance des technologies de l'information permettrait de réduire le niveau des effectifs de la division. Dans le scénario CRZ, des postes supplémentaires avaient été proposés pour renforcer la fonction de gouvernance. Malheureusement, ces nouveaux postes ont dû être supprimés dans le budget révisé, ce qui ralentira les progrès dans ce domaine.

- Rationalisation des procédures du Service d'appui à la gestion – bien que des progrès aient été réalisés, un groupe de travail a été créé pour étudier d'autres améliorations possibles.
- Gouvernance
 - Réduction de la longueur maximale des documents de réunion – la longueur maximale des documents pourrait être ramenée de 6 400 mots à 5 000 mots (soit une réduction de 22 pour cent).
 - Application des meilleures pratiques à l'échelle du système des Nations Unies aux réunions des organes directeurs – il faudrait pour cela examiner l'expérience de l'ONU et vérifier qu'elle est applicable dans l'environnement FAO.
 - Suppression des comptes rendus in extenso – il faudrait examiner les conséquences du remplacement des comptes rendus in extenso par des enregistrements numériques indexés disponibles sur CD.
- Autres suggestions
 - Amélioration de la gestion des Recettes accessoires et des Fonds de réserve grâce à une meilleure gestion des placements de la FAO.
 - Rechercher les moyens d'améliorer le recouvrement des dépenses d'appui tant pour les services d'appui technique (SAT) que pour les services de soutien administratif et opérationnel (SAO).

43. Le Secrétariat prêtera à ces questions la plus grande attention et fera rapport au Comité financier en temps opportun. Il est demandé toutefois au Comité financier d'appuyer la mise en place d'un ensemble d'incitations à la réalisation de gains d'efficacité: autrement dit, les unités réalisant des gains d'efficacité devraient pouvoir d'une façon ou d'une autre en tirer quelque avantage. Sans ces incitations, il sera difficile d'obtenir des gestionnaires qu'ils consacrent le peu de temps et de ressources dont ils disposent à ces efforts.

MESURES SUGGÉRÉES AU COMITÉ DU PROGRAMME ET AU COMITÉ FINANCIER

44. Les Comités sont invités à examiner, selon leurs domaines de compétence respectifs, la présente version révisée du budget approuvé proposée par le Directeur général de façon à éclairer la Réunion conjointe.

45. La Réunion conjointe est invitée à approuver le budget révisé.

46. Le Comité financier est invité à approuver les transferts budgétaires entre chapitres indiqués ci-après, conformément à l'Article 4.5b) du Règlement financier.

Budget approuvé			
Chapitre	Résolution de la Conférence	Budget révisé	Transferts proposés
1. Politique et direction générales	60 521	67 355	6 834
2. Programmes techniques et économiques	332 762	329 137	(3 625)
3. Coopération et partenariats	147 155	140 772	(6 383)
4. Programme de coopération technique	101 310	103 027	1 717
5. Services de soutien	60 465	59 415	(1 050)
6. Charges communes	46 287	48 794	2 507
7. Imprévus	600	600	0
Total	749 100	749 100	0

BUDGET-PROGRAMME RÉVISÉ

47. Cette partie du document est largement inspirée de la section du PTB 2004-05 (C 2003/3) intitulée Budget-programme. La partie explicative ne répète pas toutefois la description de la portée des activités ou des grandes orientations de fond, ni celle des objectifs des diverses entités, qui demeurent généralement valides. Elle est axée, en revanche, sur l'impact des réductions de ressources sur le scénario CRZ décrit dans le document C 2003/3. Pour les programmes économiques et techniques, les listes de produits CRZ ont été reproduites avec des changements indiqués par des signes spécifiques. Ainsi, les produits affectés sont indiqués comme « éliminés » (barrés dans le texte) ou réduits (avec le signe ▼). Dans de très rares cas, le processus de réallocation des ressources aboutit à la formulation de « nouveaux produits ». Les tableaux insérés au niveau des grands programmes reflètent l'application des critères de priorité. Une liste révisée des sessions prévues figure à l'Annexe 3.

48. On notera que sur un total initial de plus de 1 200 produits, 9 pour cent ont été supprimés et 29 pour cent revus à la baisse, tandis que quelques nouveaux produits seulement ont été ajoutés.

Chapitre 1: Politique et direction générales

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.1 Organes directeurs	21 650	(2 053)	(9,5%)	19 598
1.2 Politique, direction et planification	28 785	(549)	(1,9%)	28 236
1.3 Coordination extérieure et liaison	19 522	2 869	14,7%	22 390
Total	69 957	267	0,4%	70 224

Grand Programme 1.1: Organes directeurs

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.1.1 Conférence et Conseil	8 325	(1 421)	(17,1%)	6 904
1.1.2 Services de Conférence	9 234	(560)	(6,1%)	8 674
1.1.3 Services de Protocole	2 306	(36)	(1,6%)	2 270
1.1.9 Gestion du programme	1 785	(35)	(2,0%)	1 750
Total	21 650	(2 053)	(9,5%)	19 598

Programme 1.1.1: Conférence et Conseil

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.1.1.1 Conférence	2 077	(752)	(36,2%)	1 325
1.1.1.2 Conseil	2 395	(364)	(15,2%)	2 031
1.1.1.3 Comité financier	836	(3)	(0,4%)	833
1.1.1.4 Comité du programme	669	0	0,0%	669
1.1.1.5 Comité des questions constitutionnelles et juridiques	144	(34)	(23,6%)	110
1.1.1.6 Autres comités du Conseil	288	(155)	(53,8%)	133
1.1.1.7 Conférences régionales	1 299	(111)	(8,5%)	1 188
1.1.1.8 Réunions des représentants permanents	525	0	0,0%	525
1.1.1.9 Conférence McDougall et remise des prix	92	(2)	(2,2%)	90
Total	8 325	(1 421)	(17,1%)	6 904

49. L'ouverture de crédits tient compte de la réduction de la durée de la Conférence de neuf à sept jours et part du principe qu'il n'y aura pas de session nocturne. Il est sous-entendu également que tous les coûts associés à la tenue de tables rondes seront assumés par les Départements techniques concernés. Les autres crédits ont été ramenés au minimum indispensable.

Programme 1.1.2: Services de conférence

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.1.2.1	Appui aux organes directeurs et relations avec les gouvernements	4 873	(230)	(4,7%)	4 643
1.1.2.2	Services de programmation et de documentation des réunions	4 361	(331)	(7,6%)	4 030
Total		9 234	(560)	(6,1%)	8 674

50. Les postes supprimés dans la division GIC incluraient deux postes des services généraux (Adjoint à la correspondance G-6, Commis dactylographe G-3) dans le Groupe de la correspondance et le poste d'interprète en chef (P-5). Le Groupe de la correspondance devra de ce fait faire face à des retards importants et le coût des services d'interprétation pourrait devoir être relevé si ces services doivent être externalisés.

Programme 1.1.3: Services de protocole

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.1.3.0	Services de Protocole	2 306	(36)	(1,6%)	2 270
Total		2 306	(36)	(1,6%)	2 270

51. Ce programme ne subit que des pertes marginales.

Grand Programme 1.2: Politique, direction et planification

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.1	Direction générale	8 040	(161)	(2,0%)	7 879
1.2.2	Planification, budget et évaluation du programme	8 964	203	2,3%	9 167
1.2.3	Vérification des comptes et inspection	6 770	(298)	(4,4%)	6 472
1.2.4	Services juridiques	3 132	(277)	(8,8%)	2 855
1.2.5	Coordination du programme et des opérations	1 880	(17)	(0,9%)	1 863
Total		28 785	(549)	(1,9%)	28 236

52. Le principal changement est la transformation de l'Unité administrative de soutien desservant un certain nombre de bureaux relevant du Bureau rapproché du Directeur général au sens large (ODGX), conformément aux dispositions concernant l'appui à la gestion en vigueur pour les départements du Siège depuis 2000, ces dispositions ayant elles-mêmes été adaptées aux caractéristiques de ce groupe de bureaux. D'où le maintien d'une unité considérablement réduite

au sein d'ODG chargée de fournir un soutien à la planification du budget et des ressources humaines de ces bureaux. Le service d'appui à la gestion du bureau du Sous-Directeur général du Département de l'administration et des finances (AFD) absorberait d'autres tâches administratives, dont les services liés au personnel, comme il le fait pour les autres départements du Siège. Ceci suppose que la responsabilité du budget soit confiée directement aux divers bureaux de la direction générale.

53. Ce changement entraînerait la suppression de quatre postes des services généraux, ce qui contribuerait à atténuer l'impact de coupures effectuées ailleurs. On se souviendra que le coût de l'ancienne unité administrative de soutien OGD_X (la même approche resterait valable pour l'unité réduite) était imputé sur les crédits budgétaires des divers bureaux qu'elle appuyait (entités dont le code se termine par S9).

Programme 1.2.1: Direction générale

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.1.0	Bureau du Directeur général	7 765	(30)	(0,4%)	7 735
1.2.1.S9	Services d'appui à la gestion	274	(130)	(47,5%)	144
Total		8 040	(161)	(2,0%)	7 879

54. La réduction découle de la transformation d'ODG_X susmentionnée.

Programme 1.2.2: Planification, budget et évaluation du Programme

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.2.2	Évaluation	3 259	867	26,6%	4 127
1.2.2.A1	Projet de Système d'appui à la planification et à l'évaluation du programme, ainsi qu'à la présentation de rapports sur son exécution (PIRES)	987	(60)	(6,1%)	927
1.2.2.P1	Planification, programmation et budgétisation	2 024	(179)	(8,9%)	1 845
1.2.2.P2	Soutien et suivi de l'exécution du programme	1 596	(189)	(11,8%)	1 407
1.2.2.S2	Liaison extérieure	453	(48)	(10,5%)	405
1.2.2.S3	Définition des politiques	314	(32)	(10,1%)	282
1.2.2.S9	Services d'appui à la gestion	331	(157)	(47,4%)	174
Total		8 964	203	2,3%	9 167

55. Comme il ressort du tableau ci-dessus, les ressources allouées à l'évaluation n'ont pas seulement été totalement épargnées, mais on constate une augmentation importante par rapport au scénario CRZ, compte tenu de la priorité élevée attachée à cette question par les organes directeurs. Le restant du budget du Bureau du programme, du budget et de l'évaluation (PBE) a dû être réduit (suppression de deux postes du cadre organique), sans compter l'impact sur l'entité 122S9 de la transformation de ODG_X.

Programme 1.2.3: Vérification des comptes et inspection

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.3.1	Vérification intérieure des comptes	5 665	(200)	(3,5%)	5 465
1.2.3.2	Vérification extérieure des comptes	900	0	0,0%	900
1.2.3.S9	Services d'appui à la gestion	205	(98)	(48,0%)	106
Total		6 770	(298)	(4,4%)	6 472

56. La vérification extérieure des comptes (1.2.3.2) était dès le départ l'un des domaines à préserver absolument. Toutefois, outre la réduction des crédits pour 123S9, le programme 1.2.3.1 a dû lui aussi être entamé, quoiqu'à un taux bien inférieur à la réduction moyenne requise de 6,4 pour cent. La perte d'un poste des services généraux réduira sans aucun doute la capacité du Bureau de l'Inspecteur général dans plusieurs domaines.

Programme 1.2.4: Services juridiques

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.4.0	Services juridiques	2 915	(175)	(6,0%)	2 741
1.2.4.S9	Services d'appui à la gestion	216	(102)	(47,2%)	114
Total		3 132	(277)	(8,8%)	2 855

57. L'appui fourni par les agents des services généraux au Bureau juridique souffrira d'un certain nombre de déclassements de postes et de l'abolition pure et simple d'un poste G-4. Les activités entreprises au titre de ce programme étant essentiellement orientées sur la demande, la qualité des services s'en ressentira. Pour l'entité 124S9, la réduction correspond à la transformation d'ODGX.

Programme 1.2.5: Coordination du programme et des opérations

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.2.5.0	Coordination du programme et des opérations	1 880	(17)	(0,9%)	1 863
Total		1 880	(17)	(0,9%)	1 863

58. Dans le contexte des restrictions budgétaires, il convient tout particulièrement de suivre et d'améliorer de manière continue les relations des bureaux décentralisés avec le Siège, ainsi que les relations horizontales de travail entre ces bureaux. Dans la mesure où le rôle du Bureau de coordination des activités normatives, opérationnelles et décentralisées (OCD) demeure critique pour assurer la cohésion de l'action d'un réseau de bureaux décentralisés couvrant 129 pays, aucune réduction majeure n'est proposée.

Grand Programme 1.3: Coordination extérieure et liaison

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.3.1	Relations extérieures et coordination	8 449	2 914	34,5%	11 363
1.3.2	Bureaux de liaison	11 073	(45)	(0,4%)	11 027
Total		19 522	2 869	14,7%	22 390

Programme 1.3.1: Relations extérieures et coordination

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.3.1.1	Organisations du système des Nations Unies	2 827	(15)	(0,5%)	2 812
1.3.1.3	Contributions aux mécanismes de coordination interinstitutions	5 508	2 983	54,2%	8 491
1.3.1.S9	Services d'appui à la gestion	114	(54)	(47,0%)	61
Total		8 449	2 914	34,5%	11 363

59. L'augmentation prévue pour 1.3.1.3 correspond à l'augmentation sensible du coût des dispositions de sécurité interinstitutions (avec impact au niveau du terrain). Compte tenu de la taille réduite de l'unité (SADN) chargée de 1.3.1.1, il n'a pas été possible d'imposer de réduction substantielle. L'entité 131S9 correspond à la transformation d'ODGX, comme pour tous les bureaux de la direction générale desservis jusqu'ici par cette unité.

Programme 1.3.2: Bureaux de liaison

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
1.3.2.1	Organisation des Nations Unies	5 141	(25)	(0,5%)	5 116
1.3.2.2	Amérique du Nord	3 143	(13)	(0,4%)	3 130
1.3.2.3	Autres bureaux de liaison	2 788	(7)	(0,3%)	2 781
Total		11 073	(45)	(0,4%)	11 027

60. Là encore, la dimension réduite des bureaux relevant de ce programme, le caractère incompressible de leurs fonctions et leur implantation dans des lieux éloignés (qui exclut que l'on puisse envisager des transferts interbureaux ou des économies d'échelle) font que ces bureaux ont été épargnés par les mesures prévues pour atteindre les objectifs globaux d'abaissement des coûts, sauf pour de petites économies qui ont pu être identifiées.

Chapitre 2: Programmes techniques et économiques

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.1 Production agricole et systèmes de soutien	111 587	(8 660)	(7,8%)	102 927
2.2 Politiques et développement alimentaires et agricoles	109 341	(8 794)	(8,0%)	100 547
2.3 Pêches	50 067	(2 844)	(5,7%)	47 223
2.4 Forêts	37 714	(2 341)	(6,2%)	35 374
2.5 Contributions au développement durable et programmes spéciaux	60 365	(3 989)	(6,6%)	56 376
Total	369 075	(26 628)	(7,2%)	342 446

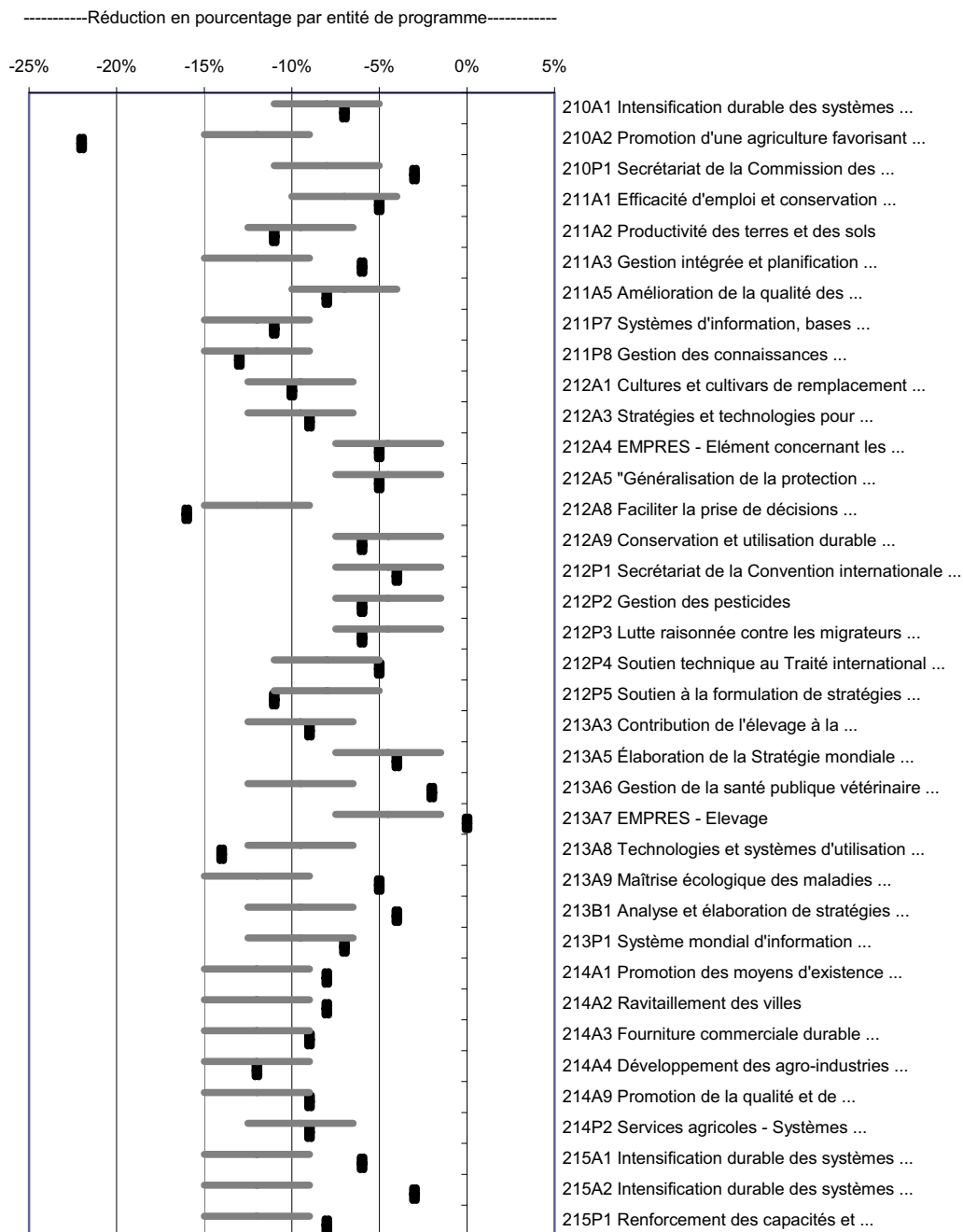
61. Pour tous les grands programmes de ce chapitre, les ouvertures de crédits au titre de la *Gestion du programme* (entité dont le code se termine par 9) ont été réduites, comme indiqué dans les tableaux suivants plus détaillés.

Grand Programme 2.1: Production agricole et systèmes de soutien

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.1.0 Entités de programme intradépartementales pour la production agricole et les systèmes de soutien	6 056	(661)	(10,9%)	5 395
2.1.1 Ressources naturelles	19 102	(1 710)	(9,0%)	17 392
2.1.2 Cultures	29 798	(2 053)	(6,9%)	27 745
2.1.3 Élevage	20 349	(1 490)	(7,3%)	18 859
2.1.4 Systèmes de soutien à l'agriculture	17 761	(1 856)	(10,4%)	15 905
2.1.5 Applications agricoles des isotopes et des biotechnologies	6 036	(354)	(5,9%)	5 682
2.1.9 Gestion du programme	12 485	(536)	(4,3%)	11 949
Total	111 587	(8 660)	(7,8%)	102 927

**PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS
GRAND PROGRAMME 2.1: PRODUCTION AGRICOLE ET SYSTÈMES DE SOUTIEN**



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 2.1.0: Entités intradépartementales

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.1.0.A1	Intensification durable des systèmes intégrés de production	680	(49)	(7,3%)	630
2.1.0.A2	Promotion de l'agriculture de conservation	1 168	(252)	(21,5%)	916
2.1.0.P1	Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA)	2 171	(56)	(2,6%)	2 115
2.1.0.S1	Comité de l'agriculture (COAG)	578	(2)	(0,4%)	576
2.1.0.S2	Services techniques pour le développement des partenariats et la promotion de l'information	598	(31)	(5,3%)	567
2.1.0.S5	Appui central aux DPAI	862	(270)	(31,3%)	592
Total		6 056	(661)	(10,9%)	5 395

62. Le soutien à la *Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture* (CRGAA, 210P1) et au DPAI Éthique en matière d'alimentation et d'agriculture sera légèrement réduit, la priorité étant donnée aux activités du Comité intérimaire pour le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Les activités relatives à ce Traité dépendront aussi, dans une large mesure, des ressources extrabudgétaires qui seront disponibles pendant l'exercice. Si l'entité 210S1, qui appuie les sessions biennales du Comité de l'agriculture, n'est pas affectée, l'entité 210S2 *Services techniques pour le développement des partenariats et la promotion de l'information* devra renoncer à certains travaux relatifs à la planification et à la gestion des publications et des communications du Département et réduire sa contribution aux études prospectives mondiales. Les réductions devraient affecter également la mise en oeuvre, au niveau du département et des divisions, de l'entité 210A1 *Intensification durable des systèmes intégrés de production*, ainsi que les activités de terrain sur des sites PSSA pilotes et la coordination de l'évaluation transversale des stratégies et bonnes pratiques de production intégrée. Le travail sur les composantes normatives et opérationnelles de l'entité 210A2 *Promotion de l'agriculture de conservation* sera également affecté. Toutefois, la Division mixte FAO/AIEA pourra consacrer des ressources accrues à cette question, notamment à des travaux sur des modèles validés de dynamique des nutriments et de l'eau, le piégeage du carbone et l'érosion des sols. Malheureusement, les crédits alloués à l'exécution en général des DPAI ont dû être réduits d'un tiers (210S5).

210A1 - Intensification durable des systèmes intégrés de production

Produits biennaux

- Forum électronique d'information et centre d'échange pour les parties prenantes, dans le but de rassembler et de partager des informations relatives aux systèmes intégrés de production et aux bonnes pratiques agricoles.
- Site pilote participatif, établi par le biais du PSSA, pour l'étude et la démonstration de l'intégration horizontale et verticale des systèmes de production et après récolte (Asie)

- Diffusion des résultats de l'intégration horizontale et verticale des systèmes de production et après récolte grâce à des réunions et ateliers locaux et nationaux organisés avec les partenaires (Afrique de l'Ouest)
- Site pilote participatif, établi par le biais du PSSA, pour l'étude et la démonstration de l'intégration horizontale et verticale des systèmes de production et après récolte (Ouest du Kenya)
- ~~Site pilote participatif, établi par le biais du PSSA, pour l'étude et la démonstration de l'intégration horizontale et verticale des systèmes de production et après récolte (P.-O.)~~
- ~~Site pilote participatif, établi par le biais du PSSA, pour l'étude et la démonstration de l'intégration horizontale et verticale des systèmes de production et après récolte (Am. lat. et Caraïbes)~~
- Évaluation des systèmes d'exploitation, de la gestion des ressources, de la productivité et de la rentabilité dans des sites pilotes PRODS
- Analyses des modèles d'intensification et de la dynamique d'importants systèmes d'exploitation pour l'identification de mécanismes et stratégies différenciés de développement
- Synthèse et diffusion de l'information sur l'économie de systèmes de production intensifiée
- Portail mondial d'information sur les bonnes pratiques agricoles
- Directives relatives aux bonnes pratiques agricoles pour des cultures choisies et le bétail dans différents agroécosystèmes
- Renforcement des capacités nationales et régionales pour l'application de bonnes pratiques agricoles dans différents agroécosystèmes en collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé et des organisations de la société civile

210A2 - Promotion de l'agriculture de conservation

Produits biennaux

- Documents d'orientation, stratégies et information sur les aspects pertinents des apports de la mécanisation à l'appui de l'agriculture de conservation, dans le cadre du PAB/ADRD ↓
- Soutien à la formation régionale et aux réseaux, ateliers et sites pilotes relatifs à l'agriculture favorisant la conservation
- Ateliers régionaux/cours de formation en Afrique de l'Ouest et Asie centrale sur le développement de systèmes de culture favorisant la conservation
- Étude de cas nationale concernant l'Asie et/ou l'Afrique sur l'adoption réussie de systèmes de culture adaptés favorisant la conservation
- Appui aux Réseaux eurasiatique et sud-asiatique sur l'agriculture favorisant la conservation
- Publication et manuel de formation sur les progrès réalisés en agriculture favorisant la conservation en Asie centrale ↓
- Directives, matériels pédagogiques, ateliers et appui aux réseaux sur la conservation des sols et de l'humidité dans les systèmes de production
- Guider, adapter et évaluer l'effet d'une meilleure gestion des sols et de l'eau au niveau de l'exploitation (2 pays en Afrique du Nord et au Proche-Orient)
- Base de connaissances en ligne (page web) sur la conservation de l'humidité du sol dans les systèmes de production ↓

- Cadre pour le suivi du régime hydrique des sols et l'évaluation des effets des pratiques agricoles favorisant la conservation sur la dynamique de l'eau et de la structure du sol
- Conférence par courrier électronique sur l'évaluation de l'humidité du sol ↓
- Information et conseils sur l'importance du bétail dans les pratiques agricoles favorisant la conservation
- Modèles validés et perfectionnés de la dynamique des éléments nutritifs et de l'eau dans l'agriculture favorisant la conservation
- Modèles validés et perfectionnés de piégeage du carbone et d'érosion du sol en agriculture favorisant la conservation ↓

210P1 - Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA)

Produits biennaux

- Une session ordinaire de la Commission et appui à ses groupes de travail techniques intergouvernementaux sur les ressources zoogénétiques et phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- En attendant l'entrée en vigueur du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, appui à la CRGAA comme Comité intérimaire dont les activités sont financées par des fonds extrabudgétaires, et réunions le cas échéant.
- Coordination avec des processus internationaux pertinents ↓
- Réunion du Groupe d'experts éminents en matière d'éthique alimentaire et agricole, et deux publications, d'autres étant sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires ↓

210S1 - Comité de l'agriculture (COAG)

Produits biennaux

- Planification et organisation de la dix-huitième session du COAG

210S2 - Services techniques pour le développement des partenariats et la promotion de l'information

Produits biennaux

- Contributions coordonnées aux travaux sur l'ADRD conformément au programme Action 21 de la CNUED, et au volet agriculture de l'EESAB (eau, énergie, santé, agriculture, biodiversité) dans le suivi du SMDD. ↓
- Contributions coordonnées aux études prospectives mondiales ↓
- Services de planification et gestion des publications et communications fournis aux divisions pour améliorer la qualité éditoriale, la présentation et le ciblage des publications et messages apparentés
- Site web " Agriculture 21 " du Département AG et matériel de promotion connexe produit et coordonné avec les pages web des divisions ↓
- Liaison avec les groupes des bureaux régionaux, organisation de la réunion biennale des chefs de groupe des services techniques AG et établissement des rapports s'y rapportant

*210S5 - Appui central aux DPAI**Produits biennaux*

- Contributions catalytiques à l'appui de la mise en oeuvre des DPAI ↓
- Appui interdisciplinaire à l'organisation d'une conférence sur le développement durable dans les petits États insulaires en développement

Programme 2.1.1: Ressources naturelles*(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)*

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.1.1.A1	Efficacité d'emploi et conservation de l'eau en agriculture	3 079	(163)	(5,3%)	2 916
2.1.1.A2	Productivité des terres et des sols	2 946	(324)	(11,0%)	2 622
2.1.1.A3	Gestion intégrée et planification des terres, des eaux et des éléments nutritifs des plantes et formulation des politiques	1 592	(103)	(6,4%)	1 489
2.1.1.A5	Amélioration de la qualité des terres et des eaux	906	(72)	(7,9%)	835
2.1.1.P7	Systèmes d'information, bases de données et statistiques sur les terres et les eaux	2 017	(229)	(11,3%)	1 789
2.1.1.P8	Gestion des connaissances et partenariats	1 524	(192)	(12,6%)	1 332
2.1.1.S1	Soutien direct aux États Membres et au Programme de terrain	6 362	(584)	(9,2%)	5 778
2.1.1.S2	Programme international pour la recherche et la technologie en irrigation et drainage	676	(45)	(6,6%)	631
Total		19 102	(1 710)	(9,0%)	17 392

63. Les organes directeurs ayant insisté pour que la gestion et la conservation des ressources en eau soient prioritaires, les activités relatives à l'*Efficacité d'emploi et la conservation de l'eau en agriculture* (211A1), la *Gestion intégrée et la planification des terres, des eaux et des éléments nutritifs des plantes et la formulation des politiques* (211A3) et l'*Amélioration de la qualité des terres et des eaux* (211A5) ont été autant que possible protégées. Toutefois, certains produits spécifiques pourront être affectés par la réduction globale des ressources en personnel et autres. En particulier, des suppressions de poste au niveau régional affaibliraient la capacité d'appui et d'assistance techniques en matière de gestion des terres et des eaux dans les régions concernées. En outre, avec la suppression de certains postes au Siège, le soutien au programme de terrain, notamment la formulation et le soutien du PCT, du PSSA et des projets de secours d'urgence, et les services consultatifs offerts directement aux Membres ne pourraient plus être assurés dans les mêmes proportions. Comme il ressort du tableau précédent et des listes de produits ci-après, les activités relatives à la *Productivité des terres et des sols* (211A2), aux *Systèmes d'information, bases de données et statistiques sur les terres et les eaux* (211P7), à la *Gestion des connaissances et des partenariats* (211P8) et au *Soutien direct aux États Membres et au programme de terrain* (211S1) subiraient un ralentissement sensible. Le soutien au *Programme international pour la recherche et la technologie en irrigation et drainage* (IPTRID, 211S2) serait maintenu, mais à un niveau réduit.

211A1 - Efficacité d'emploi et conservation de l'eau en agriculture

Produits biennaux

- Directives actualisées, matériel pédagogique, séminaires régionaux et appui aux réseaux sur les techniques de maîtrise de l'eau et la gestion intégrée des ressources hydriques au niveau de l'exploitation ↓
- Directives sur la productivité de l'eau des cultures, y compris l'irrigation d'appoint et les applications biotechnologiques, outre des services consultatifs pour une participation accrue du secteur privé à la gestion de l'irrigation
- Mise en valeur des ressources en eau et développement des techniques d'irrigation, y compris la collecte des eaux de pluie et la gestion de l'eau souterraine
- ~~Directives et manuel pour la modernisation du réseau d'irrigation, sa gestion et son calendrier~~
- Évaluation du secteur de l'irrigation et des réseaux comme base de la restructuration et du renforcement des capacités
- Promotion de politiques d'irrigation adaptées, y compris la gestion de la demande et l'analyse du marché en agriculture irriguée

211A2 - Productivité des terres et des sols

Produits biennaux

- Appui aux programmes nationaux d'amélioration de la fertilité/productivité du sol, y compris les méthodes, études de cas, conférences et cours de formation en gestion intégrée des éléments nutritifs des plantes ↓
- Modèle mondial relatif à la demande d'engrais (Nouveau)
- Étude de cas sur les engrais au Nigeria et dans les pays de la CDAA (Nouveau)
- Méthodes d'évaluation et d'atténuation de la dégradation des terres, et de conservation et remise en état des sols dégradés et fragiles, liées à l'Évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides, au PSSA et à l'Initiative pour la fertilité des sols ↓
- Outils et méthodes spécifiques pour l'utilisation et la planification des ressources en terre (y compris le piégeage du carbone) ↓
- ~~Appui aux programmes d'action nationaux sur les stratégies et techniques d'agriculture favorisant la conservation~~

211A3 - Gestion intégrée et planification des terres, des eaux et des éléments nutritifs des plantes et formulation des politiques

Produits biennaux

- Directives, inventaires et établissement de réseaux sur la mise en valeur et la gestion intégrées des terres humides ↓
- Mise en valeur des terres et de l'eau dans le cadre des bassins versants, et plus particulièrement des services visant les écosystèmes
- Formulation d'un programme de réduction de la sécheresse en Afrique australe
- ~~Élaboration d'indicateurs mondiaux de mise en valeur durable des terres~~
- Gestion de l'humidité du sol en agriculture pluviale axée sur l'atténuation des effets des sécheresses ↓
- Planification et gestion intégrées des terres, des eaux et des éléments nutritifs

211A5 - Amélioration de la qualité des terres et des eaux

Produits biennaux

- Directives et études de cas sur le drainage, l'usage sans danger des eaux usées traitées et les aspects sanitaires de l'irrigation
- Formulation de propositions pour une gestion améliorée de l'eau des cultures et pour limiter et remettre en état les zones touchées ↓
- Directives sur la gestion des calamités naturelles, notamment la sécheresse et les inondations

211P7 - Systèmes d'information, bases de données et statistiques sur les terres et les eaux

Produits biennaux

- Appui au renforcement des capacités nationales de création de systèmes d'information sur les terres et l'eau, y compris un site web sur les ZAE ↓
- Bases de données pour les ressources en terre et leur utilisation (SOTER, Terrastat, WOCAT et ZAE mondiales) ↓
- Conception, mise à jour et entretien du Système mondial d'information sur les eaux - AQUASTAT ↓
- ~~Section sur l'eau du rapport sur l'État des ressources en terres et en eau dans le monde~~
- Rapport sur l'état des ressources en terres et en eau dans le monde ↓

211P8 - Gestion des connaissances et partenariats

Produits biennaux

- Centre d'information sur internet et études prospectives régionales et mondiales sur des questions relatives aux terres et à l'eau ↓
- Mise à jour régulière de la base des connaissances ↓

211S1 - Soutien direct aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Appui direct aux États membres
- Aide sur demande pour les activités d'urgence et de secours ↓
- Appui permanent au développement et au soutien technique du Programme de terrain, y compris le PSSA

211S2 - Programme international pour la recherche et la technologie en irrigation et drainage

Produits biennaux

- Soutien à l'élaboration de stratégies et de programmes à l'appui du renforcement des capacités en faveur d'une gestion durable des eaux agricoles dans les pays en développement ↓
- ~~Contributions à l'identification, la formulation et l'exécution de projets~~

- Préparation de matériel, y compris un site web promotionnel, des dépliants, des affiches, des brochures et des données qui alimenteront le système d'information intégré du Programme international pour la recherche technologique en irrigation et drainage ↓
- Rapports semestriel et annuel sur les activités du Programme international pour la recherche et la technologie en irrigation et drainage (IPTRID) et présentation des produits au Comité de gestion et au Groupe consultatif du programme. Organisation de consultations et de réunions de gestion à l'appui des activités du programme (Nouveau)

Programme 2.1.2: Cultures

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.1.2.A1	Cultures et cultivars de remplacement pour des perspectives nouvelles	1 523	(159)	(10,5%)	1 364
2.1.2.A3	Stratégies et technologies pour des systèmes durables de cultures et d'herbages	3 818	(352)	(9,2%)	3 466
2.1.2.A4	EMPRES - Élément concernant les ravageurs des plantes	2 053	(100)	(4,9%)	1 953
2.1.2.A5	"Généralisation de la protection intégrée" en renforçant les processus écologiques essentiels	2 492	(123)	(4,9%)	2 369
2.1.2.A8	Faciliter la prise de décisions concernant les productions végétales et la protection des plantes	501	(78)	(15,5%)	423
2.1.2.A9	Conservation et utilisation durable des ressources phylogénétiques, y compris au moyen des biotechnologies et développement du secteur semencier	2 627	(151)	(5,8%)	2 475
2.1.2.P1	Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)	4 561	(205)	(4,5%)	4 356
2.1.2.P2	Gestion des pesticides	3 550	(230)	(6,5%)	3 321
2.1.2.P3	Lutte raisonnée contre les migrants nuisibles	2 131	(121)	(5,7%)	2 010
2.1.2.P4	Soutien technique au Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture	3 128	(167)	(5,3%)	2 961
2.1.2.P5	Soutien à la formulation de stratégies et promotion de mesures spécifiques pour le développement de la riziculture dans les États Membres de la Commission internationale du riz (CIR)	755	(81)	(10,8%)	674
2.1.2.S1	Conseils aux pays et soutien du Programme de terrain	2 659	(286)	(10,8%)	2 373
Total		29 798	(2 053)	(6,9%)	27 745

64. Un certain nombre de domaines clés continueront à bénéficier d'une priorité relative. Il s'agit des entités suivantes: *EMPRES – élément concernant les ravageurs des plantes* (212A4); *Généralisation de la protection intégrée en renforçant les processus écologiques essentiels* (212A5); *Conservation et utilisation durable des ressources phylogénétiques* (212A9); *Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux* (CIPV, 212P1); *Gestion des pesticides*, notamment PIC et la Convention de Rotterdam (212P2); *Lutte raisonnée contre les migrants nuisibles* (212P3); et *Soutien technique au Traité international sur les RPGAA* (212P4). Certaines activités seraient toutefois menées au ralenti. Si le soutien aux systèmes nationaux d'alerte rapide sur les criquets pèlerins doit être maintenu dans le

cadre d'EMPRES, la coordination des programmes nationaux, les opérations d'urgence en cas d'infestation de criquets et d'autres migrants nuisibles et les travaux relatifs à la prévention des situations d'urgence devront être réduits. En matière de protection intégrée, la priorité sera donnée à l'exécution sur le terrain, tandis que la production de matériel d'information fondé sur les leçons tirées des activités de terrain sera ralentie. Le système régional d'information phytosanitaire de la Commission Asie-Pacifique pour la protection des végétaux sera notamment tronqué. Le financement de la participation des pays en développement aux activités normatives et au système d'information de la CIPV imputé sur le Programme ordinaire a été réduit, mais cette mesure sera compensée pendant le présent exercice par un financement lié au versement d'arriérés. Les réductions visant le matériel d'information pourront retarder la mise en oeuvre du Code de conduite international pour la distribution et l'utilisation des pesticides. Il ne sera pas non plus possible d'accélérer comme prévu la formulation de recommandations concernant les limites maximales de résidus de pesticides (LMR) à l'intention de la Commission du Codex Alimentarius. La préparation de la deuxième édition du rapport sur l'État des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la mise en oeuvre tant du Système d'information mondial que des réseaux d'appui prévus dans le Traité international subiront sans doute des retards. Les informations d'ordre général ou technique sur l'utilisation durable des RPGAA, notamment sur la sélection des plantes et les biotechnologies, seront plus limitées que prévu. Les activités prévues au titre de l'entité 212A9, soit l'élaboration de politiques semencières et le renforcement des capacités d'application du Plan d'action mondial pour la production de semences, ne seront guère affectées. L'impact des réductions budgétaires se fera surtout sentir sur les activités de production agricole et de gestion des pâturages (212A1, 212A3 et 212P5), tandis que certains des ajustements visent à donner suite aux recommandations de l'évaluation des activités de la FAO en matière de production agricole approuvées par le Comité du Programme à sa quatre-vingt-dixième session, en septembre 2003. En ce qui concerne la production agricole, le soutien au développement durable des systèmes rizicoles sera considérablement réduit, notamment en Afrique, de même que le soutien à la Commission internationale du riz et aux systèmes de production agricole intégrée visant à assurer la sécurité alimentaire et des revenus en milieu rural. Il y aura moins de ressources disponibles pour le soutien technique aux Membres sur divers aspects de la production végétale et de la protection des plantes, bien que cette baisse des ressources soit partiellement compensée par une hausse des recettes générées par des projets.

212A1 - Cultures et cultivars de remplacement pour des perspectives nouvelles

Produits biennaux

- Bulletins visant à combler les lacunes dans les connaissances sur les cultures sous-utilisées ↓
- Base de données sur les besoins écologiques des cultures mise à jour par l'introduction de nouvelles espèces et de nouveaux domaines à explorer et produite sur CD-ROM ↓
- Rapports de réunions sur les espèces sous-utilisées comme le mécanisme mondiale de facilitation du GFAR pour les espèces sous-utilisées ↓
- Publication de descriptions de bonnes pratiques de commercialisation comme la production biologique de plantes médicinales
- Système Hortivar étendu à d'autres espèces, cultivars et information sur la protection intégrée
- Renforcement des capacités et directives pour la création de systèmes efficaces de propagation de matériel végétal sain de cultivars horticoles améliorés ↓
- Développement technologique continu concernant le palmier à huile résistant au froid en Afrique et le nouveau sorgho à sucre résistant à la sécheresse et au sel dans le monde ↓

- Diffusion électronique d'informations sur de nouveaux cultivars ↓
- Services consultatifs et renforcement des capacités pour promouvoir diverses cultures horticoles et fruitières ayant un avantage comparatif compatible avec le milieu agroécologique et socioéconomique, y compris la formulation de plans de développement nationaux ↓
- Directives techniques sur les normes pour la mise au point de techniques rentables de production en serre compatibles avec les besoins écologiques des cultures
- Échange d'informations et renforcement des capacités en matière de gestion de la protection intégrée visant la production horticole de haute qualité et sans danger, conformément aux règlements internationaux ↓
- Évaluation des possibilités de diversification des cultures pour établir des avantages comparatifs adaptés à de nouveaux débouchés ↓
- ~~Renforcement des capacités des producteurs pour qu'ils se familiarisent avec les protocoles des cultures et les procédures de suivi du produit comme élément essentiel d'une stratégie commerciale réussie~~

212A3 - *Stratégies et technologies pour des systèmes durables de cultures et d'herbages*

Produits biennaux

- Directives pour la préparation de programmes d'études sur les jardins familiaux dans l'enseignement agricole supérieur
- Appui à la constitution de réseaux et au renforcement des capacités en matière de cultures horticoles familiales pour améliorer les moyens de subsistance ↓
- Service/manuels techniques de soutien au programme sur les jardins scolaires
- Appui au réseau tropical asiatique sur le maïs (TAMNET) et aux systèmes riz-blé en Asie du sud ↓
- Renforcement des capacités de mise en oeuvre de programmes de sélection dans des milieux problématiques, et de sélection végétale participative pour compléter et renforcer les programmes nationaux
- ~~Publications sur la production céréalière durable et les systèmes de production mixtes pérenne/annuelle/animale~~
- Modèles pour l'amélioration des connaissances des agriculteurs sur la gestion intégrée des cultures par l'établissement d'écoles pratiques et de démonstrations sur l'exploitation liées au PSSA et aux DPAI relatifs ↓
- ~~Études et ateliers de formation sur l'association symbiotique d'espèces de champignons (mycorhizes) pour l'amélioration de la productivité du système horticole~~
- Renforcement participatif des capacités en matière de pratiques rationnelles de gestion des cultures fruitières
- Études de cas et publications sur différents écosystèmes comprenant des herbages et la dynamique de leur biodiversité ↓
- Directives sur la gestion des herbages dans des milieux dégradés, y compris la formulation de politiques et projets nationaux et régionaux ↓
- Promotion de systèmes traditionnels d'entretien et d'utilisation des ressources génétiques locales des herbages et mise en place de réseaux ↓
- Mise en place de réseaux sur les systèmes intégrés de cultures fourragères
- Base de connaissances sur la conservation du fourrage et diffusion d'informations en divers formats ↓

- Études de cas et publications sur les systèmes pâturage/agriculture/élevage et les questions relatives aux herbages
- Appui à la gestion durable, y compris à faible énergie, des pâturages et des cultures fourragères dans les zones à potentiel élevé, y compris les rizicultures irriguées
- Informations statistiques améliorées sur les herbages à l'échelle mondiale et nationale et sur les ressources fourragères ↓
- Base des connaissances sur la mise en valeur intégrée et l'utilisation du manioc et publications sur le manioc comme secrétariat de la Stratégie mondiale pour le manioc
- Services consultatifs pour la formulation de projets nationaux, sous-régionaux et régionaux à l'appui de la stratégie de mise en valeur du manioc, y compris le ravitaillement des villes
- Coopération avec l'IITA pour aider les États membres à identifier et à diffuser rapidement du matériel végétal de manioc résistant aux ravageurs et aux maladies ↓
- Directives et renforcement des capacités professionnelles pour la mise en oeuvre de la protection intégrée des cultures horticoles de plein champ et de serre ↓
- Ateliers et projets visant à promouvoir les pratiques rationnelles de culture d'espèces utiles de champignons saprophytes ↓
- Études, directives et notes d'information sur la viabilité des systèmes de gestion de l'agriculture/horticulture biologiques
- Consultations de parties prenantes pour établir des protocoles de BPA pour des produits horticoles de base
- Intégration de l'agriculture urbaine et périurbaine dans les plans de mise en valeur agricole comme volet de la stratégie globale d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de renforcement des capacités connexes
- Identification et démonstration de techniques adaptées de production agricole, y compris les systèmes de microjardins convenant aux milieux urbains et périurbains

212A4 - EMPRES - Élément concernant les ravageurs des plantes

Produits biennaux

- Assistance aux programmes EMPRES (criquet pèlerin) dans les régions du centre et de l'Ouest et lancement d'un programme dans la région de l'Est, y compris des réunions de coordination avec les parties prenantes concernées, des documents annuels de planification et des formations ↓
- Appui aux systèmes d'alerte rapide dans les pays touchés par le criquet pèlerin, y compris les nouvelles technologies améliorées comportant la télédétection, la transmission électronique des données, les systèmes de positionnement géographique et les bonnes pratiques de surveillance ↓
- Appui aux capacités nationales de lutte contre le criquet pèlerin grâce à l'amélioration des plans d'urgence, la formation et l'apport de matériel et de ressources d'exploitation, et à la mise à l'essai sur le terrain de nouvelles techniques de lutte plus respectueuses de l'environnement, en particulier les biopesticides ↓
- Amélioration des stratégies de prévention des infestations de criquet pèlerin, appui à la coopération entre les pays et assistance technique en matière d'alerte rapide et de lutte contre d'autres espèces de criquets et d'autres organismes nuisibles transfrontières ↓

212A5 - "Généralisation de la protection intégrée" en renforçant les processus écologiques essentiels

Produits biennaux

- Études de cas sur la mise en oeuvre de la protection intégrée qui réduit les risques pour les agriculteurs et consommateurs, et renforce la formulation des politiques locales et nationales, y compris les possibilités d'exportation au titre de la CIPV, l'OMC et d'accords commerciaux interrégionaux ↓
- Directives techniques et formation du personnel national en matière d'analyse des risques et gestion de la résistance aux herbicides et études sur l'impact de cette résistance ↓
- Directives techniques pour l'adoption de principes écologiques dans les cours de formation des programmes nationaux de protection intégrée ↓
- Études de cas sur les applications réussies de la protection intégrée par les collectivités locales, et communication des résultats aux décideurs nationaux ↓
- Réseau opérationnel entre les programmes de terrain nationaux appliquant la protection intégrée
- Orientation des activités des projets d'urgence, du PSSA et d'autres pour assurer la restauration durable
- Appui à l'extension des programmes de protection intégrée nationaux/locaux, notamment dans les pays concernés par le PSSA qui plus durablement identifient, analysent et renforcent les processus écologiques essentiels par la prise de décision locale facilitant les changements institutionnels favorables
- Apports techniques à l'analyse écologique de nouvelles méthodes de protection des végétaux, y compris celles biotechnologiques

212A8 - Faciliter la prise de décisions concernant les productions végétales et la protection des plantes

Produits biennaux

- Création de nouveaux partenariats stratégiques avec des fournisseurs de données (institutions et scientifiques individuels) ↓
- ~~Collaboration entre les départements du siège et interface avec les systèmes de la FAO~~
- Informations techniques relatives à des questions phytosanitaires et à EcoPort ↓
- Bases de données et informations sur les cultures et les herbages
- Publications utilisant les bases de données et les informations sur les cultures et les herbages
- Sites internet interactifs sur les programmes et projets relatifs aux cultures et herbages
- Évaluation d'applications biotechnologiques visant à répondre aux besoins de développement ↓
- Conseils pour améliorer l'efficacité des programmes de sélection végétale dans des pays en développement désignés ↓

212A9 - Conservation et utilisation durable des ressources phytogénétiques, y compris au moyen des biotechnologies et développement du secteur semencier

Produits biennaux

- Évaluation par questionnaire et consultations de la capacité nationale (points forts et besoins) en matière de sélection végétale et de biotechnologies
- Publications sur l'utilisation durables des RPGAA, y compris des directives sur l'affectation des ressources et la formulation des politiques
- Une " carte routière " commentée (" boîte à outils " pour l'aide à la décision) sur des questions biotechnologiques ↓
- Conseils et assistance technique sur l'emploi des RPGAA, notamment en matière de sélection végétale et de biotechnologie ↓
- Études de cas sur la conservation et l'utilisation de cultures et de leur biodiversité pour renforcer la production agricole et améliorer les moyens de subsistance
- Élaboration d'indicateurs pour la gestion des RPGAA et d'éléments connexes de la biodiversité agricole à l'appui de la CDB ↓
- Formation et directives visant à promouvoir la complémentarité des secteurs semenciers privé, public et non structuré
- Conseils pertinents aux pays sur l'accès et le partage des avantages ; l'homologation des variétés et la certification des semences, ainsi que d'autres aspects connexes
- Appui à la mise en oeuvre du programme de travail sur la biodiversité agricole de la CDB
- Méthodes, avis techniques et études de cas représentatives sur des activités comme les foires semencières, les écoles pratiques d'agriculture, les programmes de bons, les méthodes participatives en matière de technologies semencières et les entreprises communautaires
- Analyses des systèmes semenciers, de leur résistance et de leur rôle en période de crise, y compris les mesures d'intervention rapide compatibles avec la sécurité semencière à long terme et les inventaires de variétés agricoles adaptées localement et cultivées communément dans les zones à risques ↓
- Études de cas sur l'accès aux technologies et sur leur rôle, y compris les biotechnologies, pour la conservation et l'utilisation des RPGAA, et questions socioéconomiques, régime de propriété, débouchés et autres mesures à prendre

212P1 - Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

Produits biennaux

- Fixation de normes (au moins 8 tous les deux ans) par des groupes de travail d'experts pour élaborer des projets de normes, et par l'organisation de 2 réunions de la Commission intérimaire sur les mesures phytosanitaires et 4 réunions du Comité des normes
- Services de secrétariat pour la CIPV
- Appui aux organisations régionales de protection des végétaux (Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique et Commission de la protection des plantes dans la zone des Caraïbes), y compris à l'élaboration de normes phytosanitaires régionales, et tenue de réunions de ces organisations ↓

- Coopération avec l'OMC, la CDB, l'OMS, la Banque mondiale, le Codex Alimentarius et l'OIE pour la formulation de politiques, l'harmonisation de l'échange d'informations et le renforcement des capacités
- Coopération avec les organisations régionales de protection des végétaux ↓
- Portail phytosanitaire sur internet pour l'échange d'informations officielles identifiées par la CIPV, comme élément d'un portail sur la sécurité sanitaire des aliments et la santé des animaux et végétaux, y compris des cours de formation nationaux et régionaux pour encourager la participation
- Aide à l'accès des points de contacts nationaux au portail phytosanitaire sur internet ↓
- Lancement d'un système d'information phytosanitaire régional pour l'accord sur la protection des plantes de l'Asie et du Pacifique ↓
- Aide aux pays pour renforcer leurs services phytosanitaires nationaux par l'adoption, dans la mesure du possible, d'une démarche intégrée convenue avec les services de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments

212P2 - Gestion des pesticides

Produits biennaux

- Directives appuyant la version révisée du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ↓
- Renforcement de l'harmonisation régionale des systèmes d'homologation des pesticides dans deux sous-régions ↓
- Normes sur la qualité des pesticides (avec l'OMS)
- Accroissement marqué du nombre de recommandations sur les limites maximales de résidus à présenter au Comité du Codex sur les résidus de pesticides (avec l'OMS). Réunion conjointe sur les résidus de pesticides (JMPR) ↓
- Système novateur de la JMPR pouvant accroître considérablement le nombre de LMR recommandées au Codex ↓
- Réunions de la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam et de ses organes subsidiaires
- En assurant le Secrétariat de la Convention de Rotterdam (avec le PNUE) : adjonction de produits chimiques à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause et échange des informations nécessaires pour la mettre en oeuvre
- Ateliers de formation sur la mise en oeuvre de la Convention
- Réunions de parties prenantes pour faciliter l'élimination des pesticides
- Conseils techniques aux pays sur les pesticides, notamment les pesticides périmés, y compris le suivi des opérations d'élimination
- Ateliers de formation pour le remplacement des pesticides responsables de l'épuisement de l'ozone
- Promotion de l'emploi de pesticides remplaçant les pesticides POP dans deux régions
- Aide à l'identification des lacunes dans les programmes nationaux de contrôle des pesticides, parallèlement à une assistance technique aux pays pour leur gestion
- Généralisation des bonnes pratiques d'achat de pesticides dans les programmes de développement

212P3 - Lutte raisonnée contre les migrants nuisibles

Produits biennaux

- Bulletins mensuels, y compris prévisions, alertes spéciales et comptes rendus succincts sur la situation en matière de criquet pèlerin et d'autres infestations acridiennes, à partir des rapports fournis par les pays touchés et d'informations satellitaires concernant les précipitations et la végétation
- Directives et méthodes de lutte contre le criquet pèlerin ↓
- Base de données sur le criquet pèlerin et notamment la mise en place dans les pays touchés du système RAMSES (système de reconnaissance et de surveillance de l'environnement de *Schistocerca*) comme outil visant à améliorer l'analyse de la situation acridienne et à aider à la prise de décisions
- Mise en place du système de transmission rapide de données sur le criquet pèlerin (eLocust) dans les régions occidentale et centrale
- Décisions générales et techniques concernant la normalisation des méthodologies de gestion du criquet pèlerin, d'établissement de priorités pour la recherche et de programmation inter pays
- Secrétariat du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, y compris réunions du Comité et de son groupe technique, et du Groupe consultatif sur les pesticides
- Secrétariat pour les trois commissions régionales de lutte contre le criquet pèlerin, y compris leurs réunions
- Appui technique aux projets nationaux relatifs aux migrants nuisibles et supervision des opérations d'urgence coordonnées ou assistées par la FAO en cas d'infestation de ces migrants ↓

212P4 - Soutien technique au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Produits biennaux

- Incorporation d'études thématiques et d'indicateurs relatifs à l'érosion de la diversité génétique et/ou à la vulnérabilité dans la préparation du deuxième rapport sur l'état des RPGAA dans le monde ↓
- Mécanisme visant à aider les pays à mettre en oeuvre le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des RPGAA
- Appui technique et opérationnel au Réseau international sur les collections ex situ sous l'égide de la FAO, y compris la négociation de nouveaux accords avec les institutions et pays ↓
- Mise à jour d'évaluations nationales de l'état des ressources phytogénétiques ↓
- Système mondial d'information et d'alerte rapide comprenant un système intégré d'information sur les semences et un système d'information interactif en ligne pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action mondial et de l'évaluation de l'État des RPGAA dans le monde
- Appui technique et opérationnel aux réseaux de sécurité semencière
- Préparation des documents et études demandées par la Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA) et son groupe de travail intergouvernemental sur les RPGAA

212P5 - Soutien à la formulation de stratégies et promotion de mesures spécifiques pour le développement de la riziculture dans les États Membres de la Commission internationale du riz (CIR)

Produits biennaux

- Préparatifs pour la vingt et unième session de la Commission internationale du riz qui se tiendra au Pérou en mars 2006
- Coordination des activités rizicoles entre les unités techniques de la FAO et appui aux réseaux interrégionaux sur les systèmes de production rizicole ↓
- Mise en oeuvre des recommandations des Commissions sur le riz hybride, la gestion intégrée des cultures de riz et NERICA ↓
- Diffusion d'informations sur les innovations technologiques, les contraintes et les possibilités de différents agroécosystèmes de production rizicole, et renforcement des capacités ↓
- Harmonisation et facilitation de la mise en oeuvre de l'Année internationale du riz à tous les niveaux
- Appui technique à la formulation de stratégies et programmes nationaux pour la production rizicole durable dans les États membres ↓
- Renforcement des connaissances et fourniture d'informations sur les questions de base concernant la production rizicole durable

212S1 - Conseils aux pays et soutien du Programme de terrain

Produits biennaux

- Appui aux programmes de développement nationaux, y compris les projets réalisés au titre du PSSA et les autres projets de terrain, dans le cadre des nombreuses disciplines, y compris les semences, régissant le programme des cultures ↓
- Appui aux activités d'urgence et de secours

Programme 2.1.3: Élevage

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.1.3.A3	Contribution de l'élevage à la lutte contre la pauvreté	2 406	(208)	(8,6%)	2 198
2.1.3.A5	Élaboration de la Stratégie mondiale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage	2 179	(97)	(4,5%)	2 082
2.1.3.A6	Gestion de la santé publique vétérinaire et sécurité des produits d'alimentation humaine et animale	1 539	(33)	(2,2%)	1 506
2.1.3.A7	EMPRES - Élevage	3 120	(13)	(0,4%)	3 107
2.1.3.A8	Technologies et systèmes d'utilisation efficace des ressources naturelles pour les productions animales	2 816	(397)	(14,1%)	2 418
2.1.3.A9	Maîtrise écologique des maladies transmises par des insectes	1 109	(52)	(4,7%)	1 057
2.1.3.B1	Analyse et élaboration de stratégies pour le secteur de l'élevage	1 240	(45)	(3,6%)	1 195
2.1.3.P1	Système mondial d'information sur l'élevage et cadre pour les connaissances	2 204	(154)	(7,0%)	2 050
2.1.3.S1	Conseils aux États Membres et soutien du Programme de terrain	3 736	(490)	(13,1%)	3 246
Total		20 349	(1 490)	(7,3%)	18 859

65. Le Grand Programme Élevage cherchera à conserver l'élan acquis dans plusieurs domaines d'actualité, à savoir la lutte contre les maladies animales transfrontières (213A7 – *EMPRES – Élevage*); la *Gestion de la santé publique vétérinaire et la sécurité des produits d'alimentation humaine et animale* (213A6); et la *Maîtrise écologique des maladies transmises par des insectes* (213A9), pour lesquels les réductions sont minimales. Il en ira de même de deux entités intersectorielles, à savoir l'*Analyse et l'élaboration de stratégies pour le secteur de l'élevage* (213B1) et le *Système mondial d'information et le cadre de connaissances sur l'élevage* (213P1). Toutefois, comme le montre la liste ci-après, l'exécution d'une série de produits biennaux sera reportée ou limitée. Malgré des ressources réduites, les activités concernant les *Technologies et systèmes d'utilisation efficace des ressources naturelles pour les productions animales* (213A8) devraient aboutir à de bonnes pratiques pour l'utilisation durable des ressources dans le cadre de l'intensification et de l'expansion des systèmes de production animale. Le programme *EMPRES – Élevage* devra tenir compte des événements récents (grippe aviaire, etc.) notamment en Asie où le secteur de l'élevage est le plus important et le plus dynamique du monde. Un soutien extrabudgétaire au titre d'accords de partenariat stratégiques avec les donateurs devrait compléter ou remplacer les ressources du Programme ordinaire, notamment pour les activités normatives relevant des entités 213A3 *Contribution de l'élevage à la lutte contre la pauvreté* et 213A5 *Élaboration de la stratégie mondiale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage*, ainsi que des autres entités citées ci-dessus. En revanche, l'entité 213S1 devra être considérablement réduite.

213A3 - Contribution de l'élevage à la lutte contre la pauvreté

Produits biennaux

- Rapport sur l'élevage - une série actualisée d'analyses, d'études de cas et de bonnes pratiques de gestion ↓
- Directives pour aider les pays à faire face aux catastrophes naturelles et d'origine humaine frappant les animaux d'élevage, et pour réduire l'impact de la pandémie de VIH/SIDA ↓
- Forum interactif, y compris des réseaux internationaux, s'occupant d'élevage et de lutte contre la pauvreté ↓
- Contributions techniques et appui au projet GCP/INT/804/UK (Initiative concernant l'élevage en faveur des pauvres)
- Examen et évaluation de techniques novatrices de traitement à valeur ajoutée du lait et de réduction des pertes après collecte à l'intention des petits producteurs laitiers du secteur structuré et non structuré
- Directives et stratégies permettant d'intégrer le traitement et la distribution à valeur ajoutée du lait et des produits laitiers dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire
- Réseaux sur le traitement et la commercialisation à petite échelle du lait et des produits laitiers pour les groupes de producteurs et le petit secteur laitier
- Directives et études de cas pour responsabiliser les collectivités afin de leur permettre d'exploiter les biens et services de l'élevage
- Directives, études de cas et bonnes pratiques de gestion pour promouvoir l'élevage dans les écoles pratiques d'agriculture

213A5 - Élaboration de la Stratégie mondiale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage

Produits biennaux

- Formation et soutien des points focaux et des réseaux nationaux pour la préparation du premier rapport sur l'état des ressources zoogénétiques dans le monde
- Identification de questions et d'actions prioritaires pour l'utilisation et la conservation améliorée des ressources zoogénétiques
- Analyse de rapports de pays sur l'État des ressources zoogénétiques dans le monde
- Synthèses régionales et préparation d'actions prioritaires régionales concernant les ressources zoogénétiques
- Accords pour une synthèse mondiale des rapports régionaux
- Diffusion d'outils de suivi et de gestion des situations d'urgence en matière zoogénétique, et appui à la formulation des politiques ↓
- Données de pays complétées par des études techniques sur les ressources zoogénétiques et les interactions avec l'environnement, l'évaluation de ces ressources et la gestion des situations d'urgence ↓
- Analyse interrégionale des impacts de la migration et des échanges de gènes sur les ressources zoogénétiques
- Outils d'aide à la décision pour la conservation et l'utilisation durable des ressources zoogénétiques ↓
- Présentation de documents et rapports de situation à la troisième session du Groupe de travail intergouvernemental sur les ressources zoogénétiques de la CRGAA

- Présentation à la dixième session de la CRGAA de rapports de situation sur les progrès de la stratégie mondiale de gestion des ressources zoogénétiques

213A6 - Gestion de la santé publique vétérinaire et sécurité des produits d'alimentation humaine et animale

Produits biennaux

- Portail mondial d'information sur la santé publique vétérinaire et l'enseignement vétérinaire
- Réseaux mondiaux et régionaux pour la prévention, la planification d'urgence et l'évaluation des risques de zoonoses et de maladies transmises par les aliments
- Directives sur les mesures de lutte appropriées et les stratégies rationnelles de prévention des zoonoses
- Renforcement des capacités nationales et régionales de surveillance, diagnostic et maîtrise des zoonoses ↓
- Directives pour l'usage prudent de produits antimicrobiens et antiparasitaires
- Portail mondial d'information sur la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et des aliments destinés à la consommation humaine et animale
- Directives sur la sécurité de la filière alimentaire et les mécanismes de contrôle de la qualité pour la production primaire, les aliments pour animaux et les industries du lait et de la viande ↓
- Renforcement des capacités nationales et régionales d'application des directives sur la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, le lait et l'hygiène de la viande ↓
- Mise en place d'outils et de mécanismes d'analyse des risques pour assurer la biosécurité au regard de la santé et de la vie des animaux, de la santé publique et de l'environnement

213A7 - EMPRES - Élevage

Produits biennaux

- Système d'information sur les maladies transfrontières des animaux (TADinfo) à utiliser aux échelons régional, national et sous-national
- Jeu complet de manuels pour la reconnaissance des principales maladies transfrontières des animaux disponible en version papier et électronique, et mise à jour du guide sur la bonne gestion des situations d'urgence
- Système mondial d'alerte rapide pour les maladies transfrontières des animaux en collaboration avec l'OIE et l'OMS
- Analyse de données épidémiologiques provenant d'urgences épizootiques et transmission des informations sur leur évolution aux États membres, y compris la publication du bulletin EMPRES
- Outils informatiques pour une intervention rapide en cas d'épizooties et leur gestion
- Directives spécifiques pour organiser les interventions d'urgence en cas d'épizooties
- Aide aux États membres pour l'analyse des urgences et avis sur la formulation de méthodes de lutte
- Établissement de procédures de planification préalable des catastrophes naturelles et transmission de ces procédures aux instances internationales
- Appui aux laboratoires mondiaux de référence pour les morbillivirus, la fièvre aphteuse et la péripneumonie contagieuse des bovins
- Directives pour le diagnostic des maladies animales transfrontières

- Transfert aux pays de techniques dont la qualité est assurée pour le diagnostic précoce et la surveillance
- Mécanisme de suivi pour les épisodes épidémiologiques graves, afin de détecter la réapparition éventuelle et/ou la propagation de la peste bovine à partir de réservoirs d'infection connus ou non détectés
- Consultations techniques du Programme mondial d'éradication de la peste bovine (PMEPB) pour faciliter les progrès vers la libération mondiale
- Matériel promotionnel et technique relatif au PEMEPB
- Mécanisme pour la coordination technique des activités nationales et régionales du PEMEPB
- Établissement d'un cadre mondial de maîtrise progressive de la fièvre aphteuse et d'autres maladies transfrontières des animaux en liaison étroite avec l'OIE
- Consultations internationales pour l'évaluation et l'orientation d'EMPRES dans la maîtrise et l'éradication des maladies transfrontières des animaux
- Stratégie de lutte contre la péripneumonie contagieuse des bovins en Afrique par le biais de consultations internationales régulières
- Appui aux programmes régionaux de lutte contre les épizooties
- Communication aux parties prenantes des résultats des sessions ordinaires de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, de son Comité exécutif et du Groupe de recherche

213A8 - Technologies et systèmes d'utilisation efficace des ressources naturelles pour les productions animales

Produits biennaux

- Outils d'aide à la décision pour l'évaluation de politiques et techniques concernant le rôle du bétail dans le processus de déboisement
- Outils d'appui à la décision pour l'évaluation de politiques et techniques concernant le rôle des animaux brouteurs dans la dégradation des ressources communautaires
- Outils d'aide à la décision pour l'évaluation de politiques et techniques concernant le rôle de l'élevage industriel dans la pollution des terres et de l'eau
- Outils d'aide à la décision pour l'évaluation de politiques et règlements concernant le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la maîtrise des épizooties
- Portail mondial d'information sur les bonnes pratiques agricoles en matière d'élevage ↓
- Directives sur les bonnes pratiques agricoles d'élevage intensif et semi-intensif, y compris l'alimentation, la sélection, la production, la santé et la lutte intégrée contre les parasites, et le traitement et la distribution des produits ↓
- Renforcement des capacités nationales et régionales de mise en oeuvre de bonnes pratiques agricoles pour la production animale intensive et semi-intensive et le traitement de la viande et du lait ↓
- Renforcement des capacités nationales et régionales de mise en oeuvre des bonnes pratiques agricoles pour la prévention et la gestion de la résistance des parasites aux pesticides et de la contamination de l'environnement ↓
- Stratégies et techniques d'aide à la décision pour renforcer la vulgarisation en matière d'élevage des secteurs public et privé et les services vétérinaires ↓
- Stratégies et techniques d'aide à la décision testées sur le terrain et validées dans le cadre de la vulgarisation dispensée par le secteur privé en matière d'élevage et de services vétérinaires ↓

213A9 - Maîtrise écologique des maladies transmises par des insectes

Produits biennaux

- Appui à la gestion de la mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase dans les zones prioritaires convenues du Programme de lutte contre la trypanosomiase et de la Campagne panafricaine d'éradication de la mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase en Afrique de l'Est et de l'Ouest ↓
- Secrétariat du Programme de lutte contre la trypanosomiase (y compris les organes statutaires et les outils d'information) ↓
- Évaluation de la propagation des maladies dans le couloir eurasiatique de passage des ruminants et renforcement des capacités régionales connexes
- Analyse du rapport entre l'évolution du climat, l'agroécologie, l'élevage et les maladies en Afrique, en Asie et dans le bassin méditerranéen, et stratégies de gestion des maladies en fonction de l'environnement

213B1 - Analyse et élaboration de stratégies pour le secteur de l'élevage

Produits biennaux

- Études prospectives régionales du secteur de l'élevage
- Outils et méthodes d'aide à la décision pour l'évaluation des conséquences sociales et environnementales de différentes politiques d'élevage
- Mise à l'essai de mesures d'élevage spécifiques en faveur des pauvres dans différents milieux agroécologiques et socioéconomiques
- Directives sur les mécanismes de mise en oeuvre des politiques ↓
- Appui à la concertation visant l'intégration de questions environnementales et de santé animale et d'aspects relatifs à l'équité et la distribution dans la formulation des politiques nationales et leur harmonisation internationale

213P1 - Système mondial d'information sur l'élevage et cadre pour les connaissances

Produits biennaux

- Cadre des connaissances en matière d'élevage comme jeu complet d'informations techniques et de directives sur la production et la santé animales
- Journal électronique AGRIPPA, et introduction d'études, d'articles scientifiques et de vulgarisation dans les archives de la FAO
- Appui aux réseaux, aux systèmes d'information et aux sites web
- Bases de données et de connaissances, outils de diffusion, SIG et outils de diffusion de l'information sur la production animale, les épizooties et les ressources zoogénétiques, et l'élevage - rapport pauvreté- élevage - et les interactions avec l'environnement ↓
- Aide à la décision et outils de modélisation pour la planification du développement de l'élevage ↓
- Contribution à la création d'une nouvelle base de données pour les statistiques sur l'alimentation et l'agriculture (STAT 2000) (volet élevage)

213S1 - Conseils aux États Membres et soutien du Programme de terrain

Produits biennaux

- Conseils aux États membres et soutien du programme de terrain ↓
- Appui technique aux projets sur la santé animale et le renforcement des services vétérinaires
- Appui technique au PSSA concernant tous les aspects du développement de l'élevage et de la production animale ↓
- Appui technique aux projets d'urgence et de secours en matière de production animale et de développement de l'élevage ↓

Programme 2.1.4: Systèmes de soutien à l'agriculture

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.1.4.A1	Promotion des moyens d'existence des petits agriculteurs	3 025	(240)	(7,9%)	2 785
2.1.4.A2	Ravitaillement des villes	1 542	(119)	(7,7%)	1 423
2.1.4.A3	Fourniture commerciale durable de services de livraison d'intrants, de mécanisation, de soutien à l'investissement et de commercialisation	2 308	(203)	(8,8%)	2 105
2.1.4.A4	Développement des agro-industries axé sur les petites et moyennes entreprises en aval de la production	2 507	(299)	(11,9%)	2 208
2.1.4.A9	Promotion de la qualité et de la sécurité des aliments par le renforcement de la manutention, transformation et commercialisation, dans la filière alimentaire	1 482	(131)	(8,8%)	1 351
2.1.4.P2	Services agricoles - Systèmes de données et d'information	1 356	(116)	(8,5%)	1 240
2.1.4.S1	Soutien du Programme de terrain et services consultatifs aux pays	5 540	(748)	(13,5%)	4 792
Total		17 761	(1 856)	(10,4%)	15 905

66. L'impact des réductions budgétaires est relativement équilibré à l'échelle du programme. L'entité 214A9 *Promotion de la qualité et de la sécurité des aliments par le renforcement de la manutention, de la transformation et de la commercialisation dans la filière alimentaire* continuera à bénéficier de toute l'attention voulue. Un examen des postes régionaux, qui avait été reporté depuis la restructuration précédente de la Division AGS, aboutira à une réduction des ressources en personnel allouées à ce programme. À l'échelon régional, une masse d'expertise critique sera maintenue en Afrique et en Asie, tandis que l'essentiel du soutien technique et de l'appui aux projets dans d'autres régions où les capacités locales sont plus étoffées sera assuré par le Siège. Toutefois, la capacité globale de l'Organisation en matière de services d'appui technique aux Membres sera réduite d'environ 14 pour cent. Les effectifs s'occupant de la gestion des exploitations agricoles et des entreprises agroalimentaires étant insuffisants, les matériels pédagogiques destinés à la formation à la gestion des entreprises seront limités, notamment pour l'entité 214A1 *Promotion des moyens de subsistance des petits agriculteurs* et 214A4 *Développement des agro-industries axé sur les petites et moyennes entreprises en aval de la production*. De même, le soutien aux services de commercialisation, notamment au titre de

L'entité 214A3 *Fourriture commerciale durable de services de livraison d'intrants, de mécanisation, de soutien à l'investissement et de commercialisation*, souffrira de la réduction de l'expertise en économie commerciale. Les réductions de personnel spécialisé dans l'agro-industrie auront aussi un impact négatif sur les initiatives prises dans ce domaine. Les activités au titre de l'entité 214A2 *Ravitaillement des villes* seront poursuivies, grâce notamment aux services du fonctionnaire détaché auprès du Bureau du Représentant de la FAO à Alger et aux ressources hors personnel, mais à un niveau réduit. Les activités au titre de l'entité 214P2 *Services agricoles – systèmes de données et d'informations* ne seront pas davantage épargnées.

214A1 - Promotion des moyens d'existence des petits agriculteurs

Produits biennaux

- Matériels sur les stratégies et les politiques de soutien visant à accroître la compétitivité et les occasions de revenu des petits agriculteurs au regard de la mondialisation et de la libération des marchés
- Orientation concernant les programmes sur les revenus des petites exploitations et la diversification des moyens d'existence ↓
- Documents d'orientation sur la petite production rurale pour l'exportation ↓
- Évaluations techniques, économiques et environnementales de nouvelles activités rémunératrices et valorisantes au niveau de l'exploitation et de la communauté
- Brochures de promotion sur les possibilités d'accroître les revenus ruraux et non ruraux
- Manuels de terrain destinés aux vulgarisateurs ↓
- Manuels de formation à l'échelon régional dans les domaines de la planification et de la gestion des exploitations ↓
- ~~Modules pour la planification de l'exploitation, la gestion financière, le partage des ressources, l'analyse des marchés et l'évaluation de la rentabilité pour les groupes d'agriculteurs et les écoles pratiques d'agriculture~~
- Directives sur les stratégies de mécanisation agricole de terrain qui incorporent des considérations sur le génie agricole et l'économie
- ~~Information et guides sur les techniques après récolte adaptées aux ménages qui incorporent des considérations sur le génie agricole et l'économie~~
- Matériel d'information sur le transport rural en Asie, notamment les liens exploitation-marché
- Évaluation des services de développement des entreprises rurales ↓
- Guides de terrain visant à renforcer l'offre de services proposée par les organisations d'agriculteurs et les organisations non gouvernementales

214A2 - Ravitaillement des villes

Produits biennaux

- Directives pour la planification visant à renforcer les liaisons rurales-urbaines
- Directives concernant les effets des systèmes modernes de distribution d'aliments frais
- ~~Matériel d'information et de formation pour sensibiliser les autorités locales et accroître leurs capacités de résoudre des questions relatives à la sécurité alimentaire urbaine~~
- Ateliers pour promouvoir l'action et aider à identifier les politiques et programmes visant à améliorer l'accès aux aliments des ménages urbains à faible revenu
- ~~Directives pour l'amélioration des petites opérations de transformation alimentaire à faible coût dans des milieux urbains et périurbains~~

- Publication sur les aspects économiques de l'élevage périurbain en Afrique
- Publication d'un manuel d'économie agricole sur l'agriculture périurbaine

214A3 - Fourniture commerciale durable de services de livraison d'intrants, de mécanisation, de soutien à l'investissement et de commercialisation

Produits biennaux

- ~~Directives pour améliorer l'accès des producteurs et transformateurs aux marchés intérieurs et internationaux~~
- Stratégies et politiques d'appui à l'offre de services commerciaux de la part du secteur privé
- Stratégies pour promouvoir les services financiers décentralisés adaptés destinés aux petits exploitants et ménages ruraux
- ~~Publication sur l'impact de la libéralisation des marchés des intrants agricoles en Afrique~~
- Directives sur les politiques et stratégies visant la fourniture et l'utilisation de services de mécanisation et d'intrants agricoles adaptés
- ~~Information et directives sur la filière des approvisionnements (manufacture, distribution et vente au détail) en machines, outils et équipement agricoles~~
- Normalisation et promotion du système MicroBanking et formation s'y rapportant
- Système de gestion des connaissances pour le renforcement des capacités en matière de finance rurale
- Directives et matériel de formation pour les institutions financières sur l'évaluation des propositions de financement à terme
- Appui aux réseaux régionaux de finance rurale et aux ateliers traitant de questions financières rurales
- Directives pour l'amélioration des services de commercialisation
- ~~Guides de terrain relatifs aux services de soutien du gouvernement en matière de commercialisation agricole~~
- Appui aux réseaux régionaux de commercialisation des produits agricoles et aux ateliers portant sur des questions connexes

214A4 - Développement des agro-industries axé sur les petites et moyennes entreprises en aval de la production

Produits biennaux

- Manuel sur la bonne gestion de l'entreprise à l'intention des transformateurs de produits agricoles
- Formation et matériel d'aide à la décision sur la gestion des petites et moyennes entreprises
- ~~Stratégies et directives pour la vulgarisation au service de l'agro-industrie et des entreprises de postproduction~~
- Manuels pratiques et guides de formation sur des techniques adaptées et rentables et leur application dans les petites et moyennes entreprises
- Études techniques et de marché sur les technologies après production pour des produits non traditionnels, y compris les aliments biologiques et les produits d'insectes utiles
- Matériel de formation pour aider les associations d'agriculteurs à devenir des intermédiaires pour le secteur agroindustriel

- Ateliers visant à promouvoir et formuler des programmes sur les liaisons ferme-agro-industrie
- Étude sur les facteurs influençant la rentabilité et la compétitivité des petites et moyennes entreprises
- ~~Directives sur les accords logistiques après production pour faciliter le développement de l'exportation nationale~~
- Orientations destinées à améliorer l'appui aux entreprises en aval de la production

214A9 - Promotion de la qualité et de la sécurité des aliments par le renforcement de la manutention, transformation et commercialisation, dans la filière alimentaire

Produits biennaux

- Études sur les priorités permettant d'assurer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments au cours des opérations de manipulation, transformation et commercialisation
- Examen et analyse des méthodologies d'évaluation des problèmes et d'amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire dans les pays en développement
- Directives et stratégies à l'intention des gouvernements et organisations sur des systèmes de gestion réalistes et à faible coût susceptibles d'améliorer la qualité, la sécurité sanitaire et la compétitivité des denrées alimentaires produites dans les pays en développement ↓
- Évaluation et promotion de techniques à faible coût et de bonnes pratiques pour améliorer la qualité et la sécurité des opérations de manipulation, transformation, emballage, stockage, transport et commercialisation des produits ↓

214P2 - Services agricoles - Systèmes de données et d'information

Produits biennaux

- Normes et codes de conduite pour les machines et outils agricoles
- Informations et données mondiales sur l'énergie et la mécanisation rurales ↓
- Nouveaux modules pour le site web du Réseau d'information sur les opérations après récolte concernant la qualité et la sécurité sanitaire de nouveaux produits alimentaires et la commercialisation
- Couverture de nouveaux produits dans le Réseau d'information sur les opérations après récolte (aliments biologiques et normes, cultures vivrières orphelines, créneaux, etc.)
- Développement et entretien ultérieurs de la base de données (AgriBank-Stat) sur le financement agricole et rural
- Plateforme d'information sur internet pour l'économie de l'exploitation et des systèmes de culture (InFarm) ↓
- Données budgétaires pour des entreprises et produits agricoles désignés ↓

214S1 - Soutien du Programme de terrain et services consultatifs aux pays

Produits biennaux

- Soutien au programme de terrain en matière de gestion agricole, de commercialisation et de financement rural ↓
- Soutien au programme de terrain en matière de mécanisation agricole et d'industries agroalimentaires ↓

- Services consultatifs directs aux pays sur la gestion agricole, la commercialisation des produits agricoles et les finances rurales ↓
- Services consultatifs directs aux pays sur la mécanisation agricole, l'alimentation et les agro-industries
- Appui technique et formation en matière de planification, suivi et évaluation dans le cadre du PSSA
- Appui technique à la fourniture de services dans les programmes d'urgence, notamment en Iraq et Afghanistan

Programme 2.1.5: Applications agricoles des isotopes et des biotechnologies

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.1.5.A1 Intensification durable des systèmes de productions végétales grâce aux technologies et au renforcement des capacités	2 286	(144)	(6,3%)	2 142
2.1.5.A2 Intensification durable des systèmes de productions animales grâce aux technologies et au renforcement des capacités	1 806	(62)	(3,4%)	1 744
2.1.5.P1 Renforcement des capacités et méthodologies d'analyse des risques pour le respect des normes de sécurité des aliments et le contrôle des pesticides et intensification des mesures sanitaires et phytosanitaires grâce à l'irradiation des produits alimentaire	1 945	(148)	(7,6%)	1 796
Total	6 036	(354)	(5,9%)	5 682

67. Si la contribution de la FAO au programme conjoint avec l'AIEA doit être dans la mesure possible maintenue, certaines activités devront toutefois être réduites. Ainsi, au titre de l'entité 215A1, les activités relatives à la compréhension de la dynamique des nutriments et de l'eau dans l'agriculture de conservation et à l'élaboration de protocoles pour la caractérisation moléculaire et la sélection de matériel génétique contenant des gènes mutés seront amputées, ce qui conduira à un ralentissement de l'exécution. Au titre de l'entité 215A2, les travaux relatifs à la lucilie bouchère se résumeront à la fourniture de conseils techniques et généraux. Au titre de l'entité 215P1, les modules de formation et les ateliers destinés aux responsables politiques et techniques dans le cadre des bonnes pratiques agricoles ne porteront que sur les résidus d'engrais, de pesticides et de médicaments vétérinaires. Les travaux analogues sur les mycotoxines seront supprimés et l'information diffusée par l'intermédiaire du Système international d'information sur les contaminants et les résidus sera réduite.

215A1 - Intensification durable des systèmes de productions végétales grâce aux technologies et au renforcement des capacités

Produits biennaux

- Directives pour déterminer les stocks et l'équilibre de C dans les systèmes agricoles et de pâturage ↓

- Directives pour déterminer l'efficacité des engrais azotés et bilan azoté dans les systèmes de culture
- Méthodes pour déterminer la productivité de l'eau en agriculture
- Amélioration des capacités nationales de tester et démontrer sur une base pilote des pratiques intégrées de gestion des sols, de l'eau et des éléments nutritifs ↓
- Protocoles pour la caractérisation moléculaire de matériel génétique mutant et de ressources phylogénétiques pour l'amélioration du matériel génétique ↓
- Biologie cellulaire et moléculaire, et méthodes de mutation induite pour l'amélioration de la banane
- Base de données sur les variétés de plantes mutantes mises officiellement en circulation
- Analyse de l'impact mondial des variétés obtenues par mutation
- Formation et renforcement des infrastructures en vue de l'intégration des biotechnologies modernes dans les programmes nationaux de sélection végétale ↓
- Directives pour la production, la manipulation et l'expédition d'ennemis naturels
- Directives pour garantir la qualité de la production en masse et le lâcher des mouches des fruits dans les programmes d'intervention à grande échelle
- Projets de normes sur l'expédition transfrontière d'insectes stériles
- Manuel pour l'évaluation des résultats économiques des programmes sur la mouche des fruits intégrant la technique de l'insecte stérile
- Procédures nouvelles et améliorées pour l'application de la méthode de l'insecte stérile contre les insectes nuisibles ↓
- Renforcement des capacités nationales et régionales pour la planification et la mise en oeuvre d'intervention TIS sur l'échelle de la zone

215A2 - Intensification durable des systèmes de productions animales grâce aux technologies et au renforcement des capacités

Produits biennaux

- Actes d'un Colloque international sur les techniques faisant appel à la génétique pour améliorer la production et la santé animales ↓
- Manuel sur l'application de techniques basées sur les gènes en matière de nutrition et génétique animales
- Directives pour améliorer l'insémination artificielle des bovins en Afrique
- Formation en matière d'évaluation et de gestion améliorées des ressources en aliments destinés aux animaux, de la sélection et des génotypes locaux ↓
- Résultats des enquêtes sérologiques à l'appui du PMEPB et informations sur les méthodes diagnostiques et les réactifs pour les maladies visées par le programme EMPRES, y compris ADN de référence et banques sérologiques
- Méthodes validées pour séparer les animaux vaccinés de ceux infectés naturellement par le fièvre aphteuse, et pour évaluer l'efficacité des stratégies de vaccination contre la maladie de Newcastle dans les basses-cours villageoises
- Manuel pour échantillonnage et l'analyse des produits vétérinaires dans la viande et le lait
- Conseils à la Commission des normes de l'OIE sur les critères de validation des méthodes diagnostiques et d'accréditation des laboratoires
- Formation et renforcement des capacités pour la gestion des maladies transfrontières du bétail

- Technologies et directives pour la prise de décisions à grande échelle concernant les interventions contre la mouche tsé-tsé en Afrique
- Validation des méthodes visant à déterminer la compatibilité d'accouplement et pour définir les populations de mouches tsé-tsé sur le plan génétique
- Résultats du réseau international sur la génétique des populations de lucilies bouchères ↓
- Appui au Programme de lutte contre la trypanosomiase et à la Campagne panafricaine d'éradication de la mouche tsé-tsé et de la trypanosomiase
- Renforcement des capacités institutionnelles de planifier et mettre en oeuvre les interventions

215P1 - Renforcement des capacités et méthodologies d'analyse des risques pour le respect des normes de sécurité des aliments et le contrôle des pesticides et intensification des mesures sanitaires et phytosanitaires grâce à l'irradiation des produits alimentaire

Produits biennaux

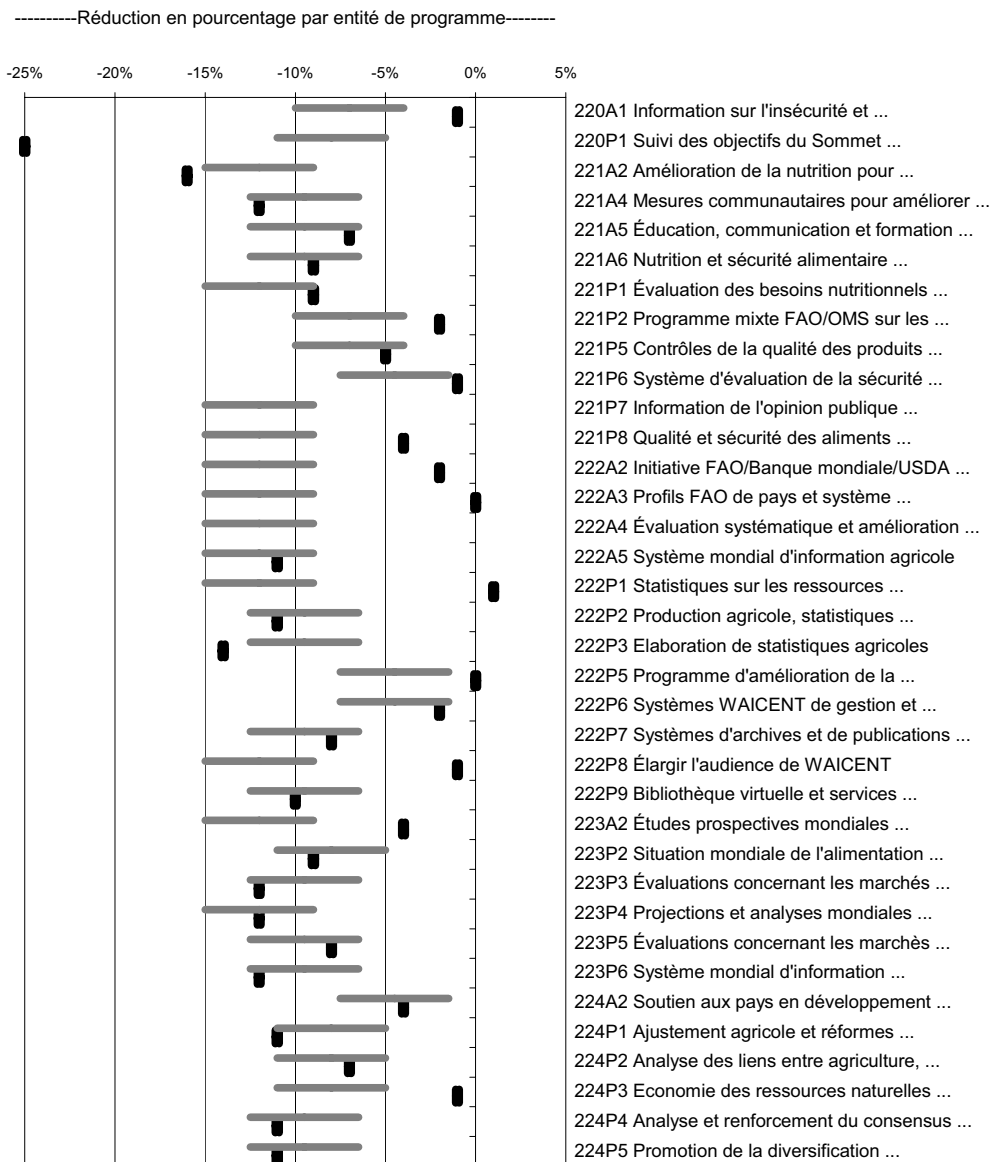
- Modules de formation et cours dans les domaines des résidus de pesticides et du contrôle de la formulation de pesticides ↓
- Documents d'orientation sur les plans d'échantillonnage pour les enquêtes de terrain, l'estimation de l'incertitude de l'échantillonnage et des résultats de l'analyse des résidus de pesticides et des mycotoxines et les tests de stabilité des résidus de pesticides
- Mise à jour régulière du Système international d'information sur les résidus et les contaminants alimentaires en ligne, disponible aussi sur CD-ROM ↓
- Formation d'analystes et de décideurs par le biais d'ateliers, de réseaux et de projets de terrain sur les principes de gestion rationnelle et les bonnes pratiques analytiques et agricoles, et sur les procédures d'homologation des laboratoires pour l'analyse des contaminants alimentaires ↓
- Formation au plan conjoint FAO/AIEA de préparation et de réponse aux situations d'urgence radiologique liées à l'alimentation et à l'agriculture
- Publication sur l'efficacité de l'irradiation des aliments pour assurer la qualité hygiénique d'aliments d'origine végétale, frais et ayant fait l'objet d'une transformation minimale
- Publication sur l'efficacité de l'irradiation pour assurer la sécurité de la quarantaine vis-à-vis d'insectes nuisibles dans les produits alimentaires et agricoles
- Formation du personnel chargé du contrôle des aliments et de la quarantaine végétale et fourniture d'informations scientifiques régulièrement mises à jour sur l'irradiation des aliments ↓

Grand Programme 2.2: Politiques et développement alimentaires et agricoles

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.2.0 Entités de programme intradépartementales pour les politiques et le développement alimentaires et agricoles	7 147	(544)	(7,6%)	6 603
2.2.1 Nutrition, qualité et sécurité sanitaire des aliments	22 056	(1 430)	(6,5%)	20 626
2.2.2 Information en matière d'alimentation et d'agriculture	36 994	(3 077)	(8,3%)	33 917
2.2.3 Suivi, évaluations et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture	16 944	(1 826)	(10,8%)	15 119
2.2.4 Politiques relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au commerce	14 364	(1 341)	(9,3%)	13 024
2.2.9 Gestion du programme	11 836	(578)	(4,9%)	11 258
Total	109 341	(8 794)	(8,0%)	100 547

**PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS
GRAND PROGRAMME 2.2: POLITIQUES ET DÉVELOPPEMENT ALIMENTAIRES ET AGRICOLES**



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 2.2.0: Entités intradépartementales

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.2.0.A1	Information sur l'insécurité et la vulnérabilité par un meilleur ciblage des politiques (SICIAV)	4 433	(50)	(1,1%)	4 383
2.2.0.P1	Suivi des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des objectifs de développement du Millénaire et action	2 030	(505)	(24,9%)	1 524
2.2.0.S1	Fourniture de services au Comité de la sécurité alimentaire mondiale	684	12	1,8%	696
Total		7 147	(544)	(7,6%)	6 603

68. L'entité 220A1 *Information sur l'insécurité et la vulnérabilité pour un meilleur ciblage des politiques (SICIAV)* bénéficie d'une priorité maximale puisqu'elle vise à renforcer l'efficacité du SICIAV tant sur le plan national qu'au niveau international. La publication annuelle sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) demeurera l'un des principaux produits, bien que les estimations du nombre de personnes sous-alimentées ne soient plus désormais publiées que tous les deux ans. Le maintien de deux éditions du SOFI par exercice biennal suppose l'engagement de ressources hors personnel considérables, d'où la réduction de plusieurs produits indiqués dans la liste ci-après. Ainsi, la couverture des analyses nécessaires au suivi du SMA et des objectifs de développement du Millénaire par le biais de l'entité 220P1 *Suivi des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des objectifs de développement du Millénaire et action* devra en fait être ramenée à l'essentiel. La durée des sessions du CSA (220S1) sera réduite à quatre jours, avec une réduction correspondante des points de l'ordre du jour et des activités annexes telles que les événements parallèles. Ceci permettra d'allouer des crédits appropriés au soutien au personnel, en conservant le même budget.

220A1 - Information sur l'insécurité et la vulnérabilité par un meilleur ciblage des politiques (SICIAV)

Produits biennaux

- Appui aux bureaux nationaux des statistiques à l'aide d'outils méthodologiques servant à analyser les données sur la consommation alimentaire tirées d'enquêtes sur les budgets des ménages ↓
- Mise au point de la base de données internationale SICIAV (Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité)
- Méthode d'utilisation de données cartographiques pour les évaluations de la vulnérabilité
- Base de données numérique et collecte/conversion des données pour la diffusion d'informations nationales relatives aux SICIAV
- Mise au point de méthodes pour la collecte et l'analyse rapides de données sur les régimes alimentaires et anthropométriques
- Base de données anthropométriques concernant les adolescents, adultes et personnes âgées ↓
- Coordination de l'équipe spéciale sur les applications nationales des SICIAV
- Renforcement des capacités en matière d'évaluation des régimes alimentaires et des méthodes d'enquêtes sur la nutrition ↓

- Création d'outils pour l'évaluation des régimes alimentaires et les enquêtes sur la nutrition ↓
- Directives méthodologiques pour la conception de SICIAV nationaux, l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité et les questions institutionnelles ↓
- Directives méthodologiques pour l'utilisation des informations à des fins d'évaluation, de suivi et de planification ↓
- Analyse, documentation et diffusion des leçons tirées de l'évaluation de l'efficacité des SICIAV nationaux ↓
- Directives pour l'utilisation de données SICIAV en matière de planification nationale, y compris dans le cadre des PNUAD/ECP et DSRP ↓
- Aperçus de groupes vulnérables et rapports sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité au niveau du pays ↓
- Capacités techniques et méthodologiques dans des pays désignés en matière de gestion et d'utilisation de l'information ↓
- Plan stratégique pour l'Initiative SICIAV sur la base d'une évaluation approfondie de ses résultats passés et présents
- Communication efficace avec les partenaires SICIAV nationaux et internationaux pour renforcer les capacités techniques par la diffusion et l'échange de méthodologies et d'expériences nationales (publications, ateliers, consultations techniques) ↓
- Mise à jour régulière des estimations de la prévalence de la malnutrition aux niveaux mondial, régional et national ↓
- ~~Analyse des tendances des statistiques de consommation alimentaire provenant d'enquêtes revenu-dépenses auprès des ménages~~
- ~~Publication sur les statistiques de consommation alimentaire provenant d'enquêtes revenu-dépenses~~
- Session de formation pour estimer le degré de malnutrition au niveau sous-national sur la base des données sur la consommation alimentaire tirées d'enquêtes revenu-dépenses ↓
- Directives et outils méthodologiques pour le traitement et l'analyse des données sur la consommation alimentaire tirées d'enquêtes auprès des ménages ↓
- Rapports analytiques sur la malnutrition et des questions connexes pour l'évaluation et le suivi de l'objectif du SMA et des ODM ↓
- Production annuelle de l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde
- Contribution au suivi et aux analyses de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité mondiales dans le cadre des ODM

220P1 - Suivi des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des objectifs de développement du Millénaire et action

Produits biennaux

- Publication d'études de cas de pays sur les facteurs qui déterminent l'insécurité alimentaire à long terme
- Appui aux travaux de l'équipe spéciale de lutte contre la faim du Projet du Millénaire
- Suite donnée au Programme de lutte contre la faim et appui à la mise à jour des stratégies nationales de sécurité alimentaire dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement

- ~~Documents de travail et rapports visant à fournir une évaluation des impacts des politiques économiques et sociales qui influencent l'accès aux aliments et aux ressources des groupes vulnérables et défavorisés~~
- Rapports de situation annuels sur la mise en oeuvre du plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation
- Aide à l'échange d'information entre toutes les parties prenantes ↓
- Documentation technique sur des questions de base relatives à l'objectif du SMA
- ~~Consultations régionales sur des questions de base concernant les progrès vers la concrétisation des objectifs du SMA~~
- ~~Document : Que reste-t-il encore à faire pour concrétiser les objectifs du SMA ?~~
- Études et rapports sur des thèmes choisis par les CSA ↓
- Rapports FAO sur les progrès vers les ODS concernant la faim, en liaison avec d'autres institutions de l'ONU ↓
- Intégration d'indicateurs révisés et mis à jour de la privation alimentaire au niveau national dans la base de données des ODS ↓
- Appui à la participation de la FAO au suivi des ODS dans le système de l'ONU ↓
- Mise à jour de l'estimation de la répartition par habitant de la consommation calorique tirée des enquêtes revenu/dépenses menées auprès des ménages ↓
- ~~Analyse tendancielle de l'ampleur de l'inégalité d'accès aux aliments et du rapport entre la consommation calorique par habitant et le revenu et les dépenses alimentaires~~
- ~~Comparaison de données anthropométriques avec les statistiques sur la sous-alimentation, conformément à la méthodologie FAO~~

220S1 - Fourniture de services au Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Produits biennaux

- Trentième et trente et unième sessions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ↓

Programme 2.2.1: Nutrition, qualité et sécurité sanitaire des aliments

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.2.1.A2	Amélioration de la nutrition pour le développement durable	2 141	(333)	(15,5%)	1 808
2.2.1.A4	Mesures communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages	1 210	(140)	(11,5%)	1 071
2.2.1.A5	Éducation, communication et formation dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition	1 552	(116)	(7,5%)	1 436
2.2.1.A6	Nutrition et sécurité alimentaire des ménages dans les situations de crise	797	(74)	(9,3%)	723
2.2.1.P1	Évaluation des besoins nutritionnels et alimentaires pour la sécurité et la qualité des aliments	1 580	(150)	(9,5%)	1 430
2.2.1.P2	Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex Alimentarius)	6 965	(109)	(1,6%)	6 857
2.2.1.P5	Contrôle de la qualité des produits alimentaires et protection des consommateurs	2 804	(129)	(4,6%)	2 675
2.2.1.P6	Évaluation de la sécurité des aliments et système d'alerte rapide	2 989	(42)	(1,4%)	2 947
2.2.1.P7	Information de l'opinion publique concernant la nutrition, la qualité et la sécurité des aliments	404	(240)	(59,3%)	164
2.2.1.P8	Qualité et sécurité des aliments dans toute la filière alimentaire	190	(7)	(3,8%)	183
2.2.1.S1	Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain	1 423	(91)	(6,4%)	1 332
Total		22 056	(1 430)	(6,5%)	20 626

69. Le Codex (221P2) et les activités connexes (221P6) bénéficient d'un degré élevé de « protection » conformément aux recommandations de la Commission du Codex Alimentarius. Les réductions devraient donc être minimales. Elles devraient porter sur le renforcement des capacités pour les systèmes de contrôle des denrées alimentaires au titre de l'entité 221P5 *Contrôle de la qualité des produits alimentaires et protection des consommateurs*. Pour l'entité 221P1, *Évaluation des besoins nutritionnels et alimentaires pour la sécurité et la qualité des aliments*, une consultation d'experts mixte FAO/OMS sur les besoins en nutriments sera supprimée. Pour ce qui est des programmes nutritionnels, les activités relatives à la nutrition en milieu urbain au titre de l'entité 221A2 *Amélioration de la nutrition pour le développement durable* seront supprimées. Celles relatives à la nutrition au niveau communautaire, à l'éducation nutritionnelle et aux liens entre la nutrition et le VIH/SIDA, qui visaient à améliorer l'accès des plus démunis à un régime alimentaire approprié, seront seulement réduites. Les publications, cours de formation et activités de renforcement des capacités prévus au titre des entités 221A4 *Mesures communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages* et 221A5 *Éducation, communication et formation dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition* seront également affectés. L'entité 221A6 *Nutrition et sécurité alimentaire des ménages dans les situations de crise* ne sera pas épargnée, au détriment des matériels normatifs et des cours de formation. Le journal « Alimentation, nutrition et agriculture » (221P7) devra cesser de paraître, les activités de communication se limitant à la publication sur le web. Des efforts seront faits pour trouver des financements extrabudgétaires supplémentaires pour les activités normatives et l'assistance technique aux Membres.

*221A2 - Amélioration de la nutrition pour le développement durable**Produits biennaux*

- Informations promotionnelles sur l'état nutritionnel comme indicateur des résultats des stratégies de lutte contre la pauvreté
- Directives sur la coordination et l'appui intersectoriels pour les stratégies de lutte contre la pauvreté fondées sur l'amélioration de l'état nutritionnel ↓
- ~~Directives pour l'identification et la coordination des besoins de soutien institutionnels pour l'amélioration de la nutrition~~
- Répertoire annoté des guides existants visant l'amélioration de la nutrition au niveau communautaire (boîte à outils)
- Matériel et appui en faveur de la réduction et de la prévention des carences en micronutriments, par le biais de la diversification alimentaire et la domestication d'aliments locaux riches en micronutriments
- Directives relatives au renforcement des mécanismes d'adaptation pour protéger la sécurité alimentaire des ménages et à la promotion d'une alimentation saine
- ~~Stratégies de diversification des choix de régimes alimentaires chez les populations urbaines~~
- Directives pour la diversification et l'amélioration des aliments vendus sur la voie publique compte tenu des besoins en micronutriments ↓
- Directives relatives à l'introduction de considérations sur la nutrition dans les programmes de gestion et de développement urbains afin de promouvoir une alimentation saine et nutritive ↓
- Indicateurs appropriés pour évaluer l'adéquation et la variété des régimes alimentaires

*221A4 - Mesures communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages**Produits biennaux*

- Notes d'information, directives et démarches visant à promouvoir la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition communautaire ↓
- Appui à la sécurité alimentaire des ménages et aux activités nutritionnelles en zone urbaine et rurale, y compris les démarches axées sur la communauté ↓
- Renforcement des capacités pour des activités sous-sectorielles choisies ↓
- Aide à l'intégration d'activités concernant la nutrition et le VIH/SIDA ↓
- Mécanismes et réseaux de collaboration pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages ↓
- Création d'un site web interactif sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages ↓

*221A5 - Éducation, communication et formation dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition**Produits biennaux*

- Matériels pédagogiques et formation pour l'enseignement en matière de nutrition dans les écoles, y compris la formulation de programmes scolaires ↓
- Appui à la nutrition et aux jardins scolaires et matériels s'y rapportant ↓
- Appui à la mise en oeuvre des programmes Nourrir les esprits, Combattre la faim ↓

- Collaboration et constitution de réseaux avec d'autres organisations travaillant auprès des écoles (UNESCO, OMS, PAM, Fresh Initiative, par exemple) ↓
- Matériels pour les enseignants et leurs formateurs en matière de nutrition ↓
- Directives alimentaires pour différents groupes de la population et autres matériels d'information, d'orientation, de communication et d'éducation en matière de nutrition et initiatives par le biais de divers médias ↓
- Appui au programme sur l'information et l'éducation en matière de nutrition et au renforcement des activités, à la création de capacités, et au développement de la collaboration et de la constitution de réseaux entre les enseignants nutritionnistes ↓
- Conseils sur les soins et l'appui nutritionnels à donner aux personnes atteintes du VIH/SIDA ↓

221A6 - Nutrition et sécurité alimentaire des ménages dans les situations de crise

Produits biennaux

- Notes d'information et directives pour incorporer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dans les activités de planification préalable et d'intervention en cas d'urgences ↓
- Formation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des ménages dans les situations d'urgence ↓
- Mécanismes et réseaux de collaboration visant à promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages dans les situations d'urgence ↓

221P1 - Évaluation des besoins nutritionnels et alimentaires pour la sécurité et la qualité des aliments

Produits biennaux

- Six numéros réguliers du périodique sur la composition et l'analyse des aliments ↓
- ~~Consultations d'experts et mises à jour concernant les graisses et huiles/glucides/minéraux et vitamines spécifiques dans la nutrition humaine~~
- Mise à jour de la publication sur la teneur en acides aminés des aliments
- ~~Bases de données sur les coûts des activités relatives à la valeur du métabolisme basal et à la dépense énergétique totale pour les futures consultations sur les besoins en éléments nutritifs~~
- Réunions d'experts sur les limites maximales de tolérance pour les vitamines et les minéraux calculées sur la base de l'évaluation des risques du Codex
- Secrétariat mondial pour INFOODS (Réseau international des systèmes de données sur l'alimentation) ↓
- Logiciels et manuels pour le rassemblement de données alimentaires (éléments nutritifs/non nutritifs/contaminants) pour les enquêtes sur la consommation alimentaire
- Mise à jour d'un manuel sur la conduite d'enquêtes relatives à la consommation alimentaire
- Ateliers techniques sur l'utilisation des systèmes de données alimentaires (Nouveau)
- Ateliers techniques sur l'évaluation des régimes alimentaires (Nouveau)
- Manuel technique sur la consommation alimentaire pour l'évaluation des risques basée sur la population

- Logiciel intégré et manuels pour les évaluations alimentaires comprenant les besoins, les limites sûres/tolérables et des données sur la composition
- Contributions techniques à la JECFA, au Codex et au GEMSFOOD

221P2 - Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex Alimentarius)

Produits biennaux

- Établissement de normes générales pour l'étiquetage des aliments et la nutrition
- Établissement de normes de sécurité sanitaire pour les aliments
- Établissement de normes pour des denrées alimentaires particulières
- Établissement de normes pour l'inspection, le contrôle et la certification des aliments
- Publication et diffusion de normes adoptées et de textes connexes ↓
- Coordination avec d'autres institutions et organismes de normalisation de l'ONU
- Communication et information sur les normes et textes du Codex
- Commission du Codex Alimentarius: gestion du programme et direction stratégique ↓
- Coordination avec les comités régionaux du Codex
- Politiques et procédures de la Commission du Codex

221P5 - Contrôle de la qualité des produits alimentaires et protection des consommateurs

Produits biennaux

- Harmonisation des règlements alimentaires nationaux avec ceux du Codex ↓
- Coordination régionale et sous-régionale sur l'application des normes du Codex et la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments
- Conseils sur l'application de systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments
- Examen des infrastructures nationales de contrôle des aliments ↓
- Échange d'informations sur les règlements concernant la qualité et la sécurité sanitaire des aliments
- Diffusion au public d'informations sur des questions de sécurité sanitaire des aliments

221P6 - Évaluation de la sécurité des aliments et système d'alerte rapide

Produits biennaux

- Évaluation de la sécurité sanitaire des additifs et des contaminants dans les aliments
- Évaluation de la sécurité sanitaire des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments
- Évaluation des risques microbiologiques dans les aliments ↓
- ~~Évaluation de la sécurité sanitaire des traitements, y compris des aliments issus des biotechnologies~~
- Méthodes d'évaluation des produits chimiques, contaminants et résidus dans les produits alimentaires
- Ingestion d'aliments contenant des produits chimiques, contaminants et résidus
- Base de données sur les spécifications relatives à l'identité et à la pureté des additifs alimentaires
- Base de données sur les limites maximales de résidus pour les médicaments vétérinaires
- Diffusion d'informations indépendantes, impartiales et scientifiquement valables sur les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments ↓

221P7 - Information de l'opinion publique concernant la nutrition, la qualité et la sécurité des aliments

Produits biennaux

- ~~— Périodique " Alimentation, nutrition et agriculture "~~
- Site web de la Division ESN

221P8 - Qualité et sécurité des aliments dans toute la filière alimentaire

Produits biennaux

- Formulation d'un cadre stratégique relatif aux facteurs et mesures clés nécessaires le long de la filière alimentaire pour la production d'aliments sans danger et nutritifs

221S1 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Appui à la mise en oeuvre d'outils normatifs pour l'amélioration de l'état nutritionnel ↓
- Appui à la mise en oeuvre de politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté axées sur l'amélioration de l'état nutritionnel ↓
- Soutien du Programme de terrain ↓
- Appui aux organes n'appartenant pas à la FAO ↓
- Conseils et appui en matière de qualité et de sécurité sanitaire des aliments ↓

Programme 2.2.2: Information en matière d'alimentation et d'agriculture

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.2.2.A2	Initiative FAO/Banque mondiale/USDA pour les statistiques agricoles en Afrique	524	(12)	(2,3%)	512
2.2.2.A3	Profils FAO de pays et système d'information cartographique	291	(1)	(0,3%)	290
2.2.2.A4	Évaluation systématique et amélioration de la qualité des données statistiques	91	(87)	(95,6%)	4
2.2.2.A5	Système mondial sur les ressources d'information agricole	2 730	(295)	(10,8%)	2 435
2.2.2.P1	Statistiques sur les ressources et les revenus agricoles	3 017	35	1,2%	3 053
2.2.2.P2	Production agricole, statistiques sur les échanges commerciaux et bilans alimentaires	5 852	(638)	(10,9%)	5 214
2.2.2.P3	Élaboration de statistiques agricoles	2 072	(297)	(14,3%)	1 775
2.2.2.P5	Programme d'amélioration de la couverture linguistique	2 013	(0)	(0,0%)	2 013
2.2.2.P6	Systèmes WAICENT de gestion et de diffusion des informations de l'Organisation	5 484	(124)	(2,3%)	5 360
2.2.2.P7	Systèmes d'archives et de publications électroniques, et activités intégrées de documentation	1 443	(110)	(7,6%)	1 332
2.2.2.P8	Élargir l'audience de WAICENT	2 559	(28)	(1,1%)	2 532
2.2.2.P9	Bibliothèque virtuelle et services d'information bibliothécaire à l'appui de WAICENT	5 900	(576)	(9,8%)	5 324
2.2.2.S1	Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain	2 096	(344)	(16,4%)	1 751
2.2.2.S2	Assistance aux pays pour le renforcement de leurs capacités en matière d'information sur l'agriculture et l'alimentation par WAICENT	2 922	(599)	(20,5%)	2 323
Total		36 994	(3 077)	(8,3%)	33 917

70. L'amputation des crédits alloués à l'une des deux principales entités statistiques, à savoir 222P2 *Production agricole, statistiques sur les échanges commerciaux et bilans alimentaires*, limitera inévitablement l'aptitude de l'Organisation à communiquer à ses Membres et à la communauté internationale des informations et des données exhaustives fondées sur des concepts, normes et définitions reconnus à des fins de comparaison internationale et permettant de dresser le bilan de la situation à l'échelle mondiale. La couverture nationale des données statistiques primaires sera moins détaillée (et de plus en plus souvent fondée sur des estimations), l'Enquête mondiale sur l'alimentation sera suspendue et les mises à jour des bulletins régionaux et mondiaux de statistiques alimentaires et agricoles seront publiées moins fréquemment. Les bilans alimentaires et les statistiques de la sous-alimentation ne seront plus publiés que tous les deux ans et le suivi des dépenses gouvernementales en faveur de l'agriculture sera sans doute plus espacé qu'il ne serait souhaitable. La publication du Bulletin de statistiques sera interrompue (les données étant disponibles en ligne). Des gains d'efficacité en matière de collecte, de traitement et de diffusion de l'information statistique devraient pouvoir être obtenus vers la fin de l'exercice quand le système FAOSTAT2 sera accessible en ligne, ce qui compensera sans doute en partie les effets négatifs. L'appui au renforcement des capacités nationales en matière de systèmes d'information

statistique au titre des entités 222P3 *Élaboration de statistiques agricoles* et 222S1 *Services de soutien technique aux États Membres et au programme de terrain* sera aussi affecté. Pour l'Afrique, ce déficit sera compensé en partie par des ressources extrabudgétaires (PARIS21, Banque mondiale) qui devraient compléter l'entité 222A2 *Initiative FAO/Banque mondiale/USDA pour les statistiques agricoles en Afrique*.

71. En ce qui concerne les entités relevant de la Division de la bibliothèque et des services documentaires (GIL), l'entité 222A5 – Système mondial sur les ressources d'information agricole bénéficiera de ressources réduites, notamment pour l'appui au projet AGORA. Pour l'entité 222P6 *Système WAICENT de gestion et de diffusion des informations de l'Organisation*, des réductions de personnel auront un impact négatif sur les services de gestion de l'information de l'Organisation destinés tant au personnel de la FAO qu'à ses Membres. Pour l'entité 222P7 *Normes et procédures pour un meilleur accès à l'information agricole*, plusieurs produits ont dû être réduits, au détriment de l'efficacité des échanges d'informations entre la FAO, ses Membres et d'autres partenaires internationaux. Les crédits budgétaires alloués aux entités 222P8 *Élargir l'audience de WAICENT* et 222S2 *Assistance aux pays pour le renforcement de leurs capacités en matière d'information sur l'agriculture et l'alimentation par WAICENT* devront absorber au moins en partie les produits de formation supprimés dans 222A5, 222P7 et 222P9. La Consultation sur la gestion de l'information agricole prévue au titre de 222S2 a dû être supprimée, mais d'autres mécanismes seront envisagés pour poursuivre le dialogue avec les pays intéressés. La réduction du personnel technique travaillant pour l'entité 222P9 *Bibliothèque virtuelle et services d'information bibliothécaire à l'appui de WAICENT* limitera la capacité de la Division à gérer la collection complète des produits d'information technique de l'Organisation. Qui plus est, l'extension des services de bibliothèque virtuelle aux bureaux dans les pays et régions sera ralentie, de même que la distribution des produits d'information de la FAO à ses Membres.

72. Enfin, l'entité 222P5 *Programme d'amélioration de la couverture linguistique* bénéficie d'une protection totale compte tenu de l'importance attachée par les organes directeurs à cet aspect du travail de la FAO.

222A2 - Initiative FAO/Banque mondiale/USDA pour les statistiques agricoles en Afrique

Produits biennaux

- Évaluation des besoins de données pour les programmes DRSP et de sécurité alimentaire, formulation du Programme régional à moyen terme et mobilisation de crédits pour sa mise en oeuvre
- Formulation des composantes rurale et agricole des plans statistiques stratégiques nationaux dans 5 pays cibles
- Outils de promotion pour renforcer les statistiques rurales et agricoles
- Bases de données sous-régionales et nationales (utilisant des outils modernes de stockage et d'accès) dans une sous-région et trois pays
- Publication sur les bonnes pratiques en matière de statistiques rurales et agricoles
- Études et recherche méthodologiques pour améliorer la qualité des données et la rentabilité des systèmes statistiques ruraux et agricoles en Afrique
- Cours de formation régionaux
- Appui aux institutions sous-régionales
- Rapports sur les missions de supervision et d'évaluation techniques pour trois pays

*222A3 - Profils FAO de pays et système d'information cartographique**Produits biennaux*

- Aperçus de pays de la FAO et Système d'information cartographique comme outils d'aide à la décision (y compris les capacités d'établissement dynamique de rapports, de production d'aperçus et de personnalisation) appuyant la diffusion d'une gamme de produits d'information dans le cadre de ce système
- Établissement d'un réseau international pour les informations nationales

*222A4 - Évaluation systématique et amélioration de la qualité des données statistiques**Produits biennaux*

- ~~Évaluation et amélioration de la qualité des données pour les statistiques des intrants agricoles~~
- Évaluation et amélioration de la qualité des données pour la production agricole ↓
- ~~Évaluation et amélioration de la qualité des données pour les enquêtes et recensements agricoles~~

*222A5 - Système mondial sur les ressources d'information agricole**Produits biennaux*

- ~~Cadre d'application pour les services ontologiques sur internet afin d'accéder aux sources d'informations agricoles ventilées~~
- Réseaux de partage et de mise en commun de données entre les fournisseurs d'informations dans les domaines thématiques de la FAO, y compris une collaboration dans le cadre du système AGORA et du GCRAI
- ~~Amélioration de l'accès aux informations sur les projets de développement par la participation aux initiatives mondiales (Zones de développement industriel, Langage de balisage pour le développement international et autres) et intégration des activités du système CARIS~~
- WEBISIS et autres logiciels libres pour la gestion de l'information
- Accords d'échanges et d'abonnements avec les organisations et institutions contribuant à la bibliothèque virtuelle de la FAO, et accès amélioré à l'information agricole par le biais de réseaux comme AGLINET et du système électronique d'acquisition d'informations du consortium du système des Nations Unies
- ~~Programme visant à faciliter l'accès des institutions nationales et publiques des pays à faible revenu et à déficit vivrier au Système AGORA de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture, pour que ces pays puissent se procurer des informations tirées de revues révisées par les pairs~~
- Aperçu de l'application AgMES (Série d'éléments de métadonnées agricoles)-AGRIS comme norme pour l'échange de métadonnées à des fins d'information scientifique et technique et création de prototypes OpenArchives avec les centres AGRIS
- Établissement d'archives AGRIS libres (archives de documents) auprès des centres et du secrétariat du système AGRIS
- Base de données AGRIS et appui technique aux centres AGRIS ↓
- Portes d'entrée thématiques AGRIS pour les informations scientifiques et techniques

222P1 - Statistiques sur les ressources et les revenus agricoles

Produits biennaux

- Mise à jour biennale des estimations et projections de la population agricole, de la main-d'oeuvre et de la population urbaine/rurale ↓
- Bases de données sur l'utilisation des terres, le machinisme agricole, les engrais et les pesticides
- ~~Base de données sur les indicateurs agroécologiques~~
- Collaboration et échange d'informations sur les statistiques des engrais avec les associations industrielles internationales de production d'engrais
- Annuaire des engrais et Utilisation d'engrais par culture (2 numéros)
- Création de métadonnées et de mesures pour estimer la qualité des données
- Contribution à la mise au point de FAOSTAT 2000
- Bases de données sur les agrégats macroéconomiques ↓
- Aide au développement et bases de données s'y rapportant ↓
- Bases de données sur les prix et l'indice des prix à la production
- ~~Publication sur les prix à la production~~
- Mise à jour annuelle du Résumé des statistiques sur l'alimentation et l'agriculture à l'échelon régional et mondial ↓
- ~~Publication d'aperçus sectoriels de l'alimentation et de l'agriculture~~
- Élaboration d'indicateurs socioéconomiques pour l'analyse du secteur agricole ↓
- Formation en matière de collecte et rassemblement de données et d'analyse d'indicateurs socioéconomiques relatifs à l'agriculture et au développement rural

222P2 - Production agricole, statistiques sur les échanges commerciaux et bilans alimentaires

Produits biennaux

- Bases de données annuelles sur la production et les indices agricoles ↓
- Évaluation et amélioration de la qualité des données statistiques de la production agricole ↓
- Annuaire de la production (2 volumes)
- ~~Bulletin de statistiques (2 numéros)~~
- ~~Élaboration de meilleures méthodes de collecte des données statistiques au niveau des pays~~
- Bases de données annuelles sur le commerce agricole international et les indices agricoles
- Bases de données annuelles sur le commerce par origine et destination
- Annuaire du commerce international (2 volumes)
- Contribution aux travaux statistiques internationaux sur la classification des biens et des services ↓
- Bases de données annuelles sur les bilans disponibilités/utilisation, les bilans des produits et les bilans alimentaires ↓
- ~~Publication des bilans alimentaires (1 volume)~~
- Élaboration de méthodes concernant les bilans disponibilités/utilisation et les bilans alimentaires ↓

- Contribution à la création d'une nouvelle base de données pour les statistiques de l'alimentation et l'agriculture (FAOSTAT 2)
- Indicateurs choisis du développement de l'alimentation et de l'agriculture pour la région Asie-Pacifique (2 volumes)
- Indicateurs choisis du développement de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (2 volumes)

222P3 - Élaboration de statistiques agricoles

Produits biennaux

- ~~Examen des publications liées au Recensement mondial de l'agriculture~~
- Rapports de consultations techniques sur le Recensement mondial de l'agriculture 2010 ↓
- Projet de programme pour le Recensement mondial de l'agriculture 2010
- Études méthodologiques sur les recensements et enquêtes agricoles, y compris les questions de parité ↓
- Base de données sur les méthodes de recensement et leurs principaux résultats
- Matériel pédagogique et cours de formation sur les méthodes appliquées d'enquêtes/recensements ↓
- Appui méthodologique aux systèmes nationaux de statistiques agricoles ↓
- Directives et études sur les systèmes intégrés de statistiques de l'alimentation et de l'agriculture ↓
- ~~Matériels pédagogiques et ateliers pour renforcer la capacité de dresser des statistiques au niveau national~~
- ~~Consultation régionale d'experts sur les statistiques agroindustrielles~~
- ~~Consultation régionale d'experts sur les statistiques de l'agriculture et de l'horticulture urbaines~~
- Consultation régionale d'experts sur l'analyse et la diffusion de données sur l'alimentation et l'agriculture
- Consultation régionale d'experts sur les statistiques de l'élevage
- Collecte et diffusion de métadonnées statistiques sur la production agricole et animale et le commerce des produits agricoles ↓

222P5 - Programme d'amélioration de la couverture linguistique

Produits biennaux

- Appui à l'environnement multilingue intégré des publications
- Appui aux activités de publication multilingue

222P6 - Systèmes WAICENT de gestion et de diffusion des informations de l'Organisation

Produits biennaux

- Collaboration ultérieure avec l'ONU et les autres organisations internationales pour améliorer le moteur de recherche de la FAO, et incorporation d'autres informations (nouveaux thèmes, projets, etc.) dans son localiseur d'information
- Directives et procédures visant à renforcer les systèmes d'information de l'organisation et le respect des normes internationales

- Mécanismes, outils et conseils pour améliorer la capacité de publication de l'Organisation et la diffusion en temps utile de l'information, en accordant une attention particulière au multilinguisme ↓
- ~~Approches multilingues pour l'amélioration des systèmes d'information de l'organisation~~
- Mise en place du Laboratoire de ressources numériques pour mettre à l'essai de nouvelles technologies d'internet
- Portails électroniques pour faciliter l'accès aux informations techniques sur le développement rural et agricole et leur diffusion

222P7 - Systèmes d'archives et de publications électroniques, et activités intégrées de documentation

Produits biennaux

- Services ontologiques agricoles pour la production de dictionnaires, thésaurus et métadonnées
- Mécanismes, procédures et réseaux pour l'entretien de systèmes de connaissances réparties
- Établissement d'un consortium pour les normes sémantiques concernant la sécurité alimentaire et le développement rural avec des partenaires internationaux
- Centre d'échange pour les normes de gestion de l'information dans le domaine agricole
- Élaboration d'ontologies multilingues pour des domaines spécifiques
- ~~Matériel pédagogique, cours et directives en ligne pour la description des sources d'information~~
- Utilisation d'ontologies dans les applications comme les serveurs de connaissances, le traitement des langages naturels (traduction automatique) et les moteurs de recherche pour les textes complets
- Procédures et normes de numérisation et diffusion des informations de la FAO sous forme électronique
- ~~Appui à la gestion de l'information concernant les normes et procédures dans les pays, pour un échange efficace de données avec la FAO et, d'une manière plus générale, à la normalisation des efforts des États membres~~

222P8 - Élargir l'audience de WAICENT

Produits biennaux

- Outils de gestion de l'information de WAICENT aptes à être diffusés aux États membres et aux organisations partenaires
- Directives sur la description et la gestion des ressources d'information et l'application de modèles conceptuels visant à développer la mise en commun d'informations et de connaissances sur le développement agricole et la sécurité alimentaire, y compris les réseaux FARMNet et VERCON ↓
- Élaboration et révision sur demande du manuel de gestion de l'information de WAICENT comprenant des modules spécifiques sur CD-ROM relatifs à la gestion des documents électroniques, des statistiques et des données géoréférencées
- Promotion de pratiques uniformisées d'utilisation du manuel de gestion de l'information de WAICENT sur internet
- Amélioration et révision des matériels de promotion et des présentations pour WAICENT

- Promotion de WAICENT, y compris l'appui aux manifestations annuelles de la Journée mondiale de l'alimentation, conférences, ateliers, rencontres avec la presse et autres activités pertinentes

222P9 - Bibliothèque virtuelle et services d'information bibliothécaire à l'appui de WAICENT

Produits biennaux

- ~~Catalogue intégré FAO des bibliothèques et formation connexe, y compris des outils et services complets de bibliothèque pour les usagers~~
- Mémoire institutionnelle de la FAO des documents et publications techniques et scientifiques à des fins de préservation des données et métadonnées
- Amélioration des interfaces d'accès aux produits d'information de la FAO, y compris les mécanismes de livraison de documents et les produits hors ligne
- Archives de métadonnées de haute qualité pour les documents d'information de la FAO à l'appui de la mémoire institutionnelle
- ~~Processus assurant l'application de normes et de mécanismes de contrôle de la qualité pour les métadonnées de la bibliothèque virtuelle~~
- ~~Analyse de l'accès aux informations du site web de la FAO et de leur utilisation~~
- Amélioration de l'accès intégré aux ressources en ligne et hors ligne de la bibliothèque y compris un ensemble intégré de téléenseignement pour permettre aux bureaux des pays d'accéder aux services de bibliothèque virtuelle
- Amélioration de la teneur, de la pertinence et de l'accessibilité des collections multimédias par le biais des ressources d'acquisition
- Accès intégré amélioré à l'aide des bases de données, catalogues des bibliothèques, informations et services
- ~~Développement de la recherche de textes sur des thèmes donnés et du service dynamique actuel de sensibilisation (livraison assistée par ordinateur)~~
- Fourniture de textes issus de documents techniques et scientifiques de la FAO et de collections mondiales
- Publication trimestrielle sur CD-ROM du Système d'archives de la FAO objet d'un développement et d'un entretien permanents, y compris la fourniture de documents et matériels n'appartenant pas à la FAO dans des langues autres que celles de la FAO

222S1 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Conseil aux pays sur les indicateurs socio-économiques et les comptes économiques ↓
- Ateliers et réunions de tables rondes concernant les bilans disponibilités/utilisation et les bilans alimentaires ↓
- Conseil/assistance aux pays en matière d'enquêtes/recensements agricoles grâce à des interventions directes ou à des projets de terrain ↓
- Vingt-septième session du Groupe d'étude FAO/CEE/CES sur les statistiques pour l'alimentation et l'agriculture en Europe
- Vingt-deuxième session du Groupe de travail (FAO-IAS/CIE-IICA) sur les statistiques pour l'agriculture et l'élevage
- Groupe consultatif d'experts en statistiques
- Vingtième session de la Commission Asie-Pacifique sur les statistiques agricoles

- Dix-neuvième session de la Commission africaine sur les statistiques agricoles

222S2 - Assistance aux pays pour le renforcement de leurs capacités en matière d'information sur l'agriculture et l'alimentation par WAICENT

Produits biennaux

- Soutien des capacités nationales en matière de gestion de l'information agricole
- Appui technique aux projets WAICENT et aux éléments de gestion de l'information dans d'autres projets de la FAO
- Fourniture de services consultatifs aux gouvernements sur le programme stratégique WAICENT
- Formations, ateliers techniques et consultations d'experts sur WAICENT à propos des besoins des États Membres et des réseaux ↓
- Appui aux politiques en matière de gestion de l'information agricole que doivent examiner les organes directeurs de l'Organisation ↓
- ~~Consultations d'experts pour la mise en oeuvre de stratégies de gestion de l'information fondées sur les recommandations de la CGIA~~
- ~~Rapports de pays sur les systèmes, les politiques et les programmes de gestion de l'information agricole~~
- ~~Site web de la CGIA~~

Programme 2.2.3: Suivi, évaluation et perspectives de l'alimentation et de l'agriculture

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.2.3.A2 Études prospectives mondiales sur l'alimentation et l'agriculture	1 531	(68)	(4,5%)	1 463
2.2.3.P2 Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture	1 366	(125)	(9,1%)	1 241
2.2.3.P3 Évaluations concernant les marchés des produits alimentaires de base et conséquences pour la sécurité alimentaire mondiale	1 786	(206)	(11,5%)	1 580
2.2.3.P4 Projections et analyses mondiales concernant les produits de base	1 248	(154)	(12,4%)	1 094
2.2.3.P5 Évaluations concernant les marchés des produits tropicaux, horticoles et des produits non transformés et analyse des effets sur la sécurité alimentaire	2 489	(211)	(8,5%)	2 278
2.2.3.P6 Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture	7 552	(874)	(11,6%)	6 678
2.2.3.S1 Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain	972	(188)	(19,3%)	784
Total	16 944	(1 826)	(10,8%)	15 119

73. En ce qui concerne le travail d'évaluation de l'offre et de la demande actuelles de denrées alimentaires, l'entité 223P6 *Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture*

devra adapter sa capacité d'alerter la communauté mondiale en cas de pénurie alimentaire imminente à un niveau de ressources réduit, alors même que l'on s'attend à ce que les Membres continuent pendant l'exercice 2004-05 à réclamer des missions SMIAR, tant pour des évaluations régulières que dans des situations d'urgence. On espère qu'en recourant aux ressources du PCT pour des missions SMIAR, la situation pourra être redressée. La fréquence des Perspectives de l'alimentation sera réduite à quatre numéros par an et celle des Cultures et pénuries alimentaires à trois par an, réductions qui seront en partie compensées par l'affichage d'informations sur le site web du SMIAR. La couverture et la teneur de la publication annuelle phare « Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture » (223P2) seront désormais plus limitées, sauf si des économies importantes sur les coûts de production peuvent être réalisées.

74. En ce qui concerne le travail prospectif sur les produits agricoles de base, la capacité de suivi et d'évaluation à moyen terme des denrées de base et des marchés des produits tropicaux, des produits horticoles et des matières premières et leur impact sur la sécurité alimentaire au titre des entités 223P3 et 223P5 sera sensiblement réduite. En contrepartie, on aura davantage recours aux technologies web et à d'autres modèles de traitement et de communication de données; le suivi des marchés perdra de son importance au profit d'analyses périodiques au titre de l'entité 223P4.

75. Les études entreprises au titre de l'entité 223A2 *Études prospectives mondiales sur l'alimentation et l'agriculture* devront être plus sélectives, tout en continuant à offrir des évaluations à long terme concernant le Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs de développement du Millénaire. La révision du cadre analytique de ces études sera reportée. Les réductions au titre de l'entité 223S1 *Services de soutien technique aux États Membres et au programme de terrain* auront un impact sur le soutien direct aux États Membres. On envisage également de réduire la durée des sessions du Comité des produits (en conjonction éventuellement avec d'autres réunions d'organes statutaires).

223A2 - Études prospectives mondiales sur l'alimentation et l'agriculture

Produits biennaux

- Cadre analytique et base de données ↓
- Documents sur certaines questions à long terme et de portée internationale ↓
- Contributions à des études à long terme non réalisées par la FAO

223P2 - Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

Produits biennaux

- Deux publications annuelles de la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture couvrant de nouveaux thèmes critiques et des indicateurs-clés pour la situation de l'alimentation et de l'agriculture aux niveaux mondial et régional
- Documents techniques destinés aux réunions des organes statutaires de la FAO ↓

223P3 - Évaluations concernant les marchés des produits alimentaires de base et conséquences pour la sécurité alimentaire mondiale

Produits biennaux

- Intégration des bases de données sur les produits alimentaires de base, les politiques générales et autres, dont FAOSTAT et d'autres applications en ligne ↓

- Outils de modélisation permettant d'analyser la situation actuelle et d'établir des prévisions à court terme pour les produits alimentaires de base, avec une importance particulière attachée à la sécurité alimentaire
- Notes relatives aux produits alimentaires de base pour les Perspectives de l'alimentation, le CSA, le Rapport sur les marchés des produits, le SOFA et d'autres publications ↓
- Rapports périodiques destinés au CSA et aux SICIAV sur les indicateurs mondiaux de sécurité alimentaire fondés sur les marchés des produits alimentaires de base
- Rapports périodiques sur les factures d'importation de produits alimentaires des pays en développement et à faible revenu et à déficit vivrier et sur les recettes d'exportation des pays en développement provenant des produits alimentaires de base
- Projections à moyen terme pour les produits alimentaires de base ↓
- Études analytiques de l'évolution des marchés internationaux et des questions touchant aux marchés des produits alimentaires de base
- Publication annuelle de la Revue des politiques relatives aux produits alimentaires de base
- ~~Publications sur les questions de commercialisation des produits alimentaires de base~~
- Réseaux d'échange d'informations (listes pour les débats par courrier électronique) et conférences électroniques sur les denrées de base

223P4 - Projections et analyses mondiales concernant les produits de base

Produits biennaux

- Publication de la Revue des marchés des produits alimentaires de base
- Publication de la Situation mondiale des marchés des produits alimentaires de base
- Améliorations du Modèle alimentaire mondial (MAM)
- ~~Projections à l'aide du Modèle alimentaire mondial (MAM)~~

223P5 - Évaluations concernant les marchés des produits tropicaux, horticoles et des produits non transformés et analyse des effets sur la sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Notes sur les produits de base, notes d'information sur les marchés et recueils de statistiques sur les marchés des matières premières et des produits horticoles et tropicaux ↓
- Examen de la situation et des perspectives des matières premières, produits horticoles et tropicaux pour les publications de la FAO ↓
- Projections à moyen terme et prévisions à court terme pour les matières premières, produits tropicaux et tropicaux ↓
- Études analytiques des matières premières, produits tropicaux et horticoles
- Analyse de la production, des échanges et de la commercialisation des produits tropicaux et horticoles biologiques dans le cadre de pratiques équitables
- Système de collecte et de diffusion électroniques d'informations relatives aux marchés des matières premières et des produits tropicaux et horticoles ↓
- Forums électroniques et discussions en ligne sur les matières premières, produits horticoles et tropicaux ↓
- Modèles quantitatifs de prévisions à court terme, d'analyse des marchés et de projections à moyen terme pour les matières premières et les produits tropicaux et horticoles

- Bilans de l'offre et de la demande et bases de données sur les marchés des matières premières et des produits tropicaux et horticoles
- Base de données sur les politiques nationales relatives aux matières premières, produits tropicaux et horticoles
- Analyses de l'incidence de l'évolution des cours internationaux de certaines matières premières et de certains produits tropicaux et horticoles sur la sécurité alimentaire des ménages et des pays

223P6 - Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture

Produits biennaux

- Alertes et rapports spéciaux sur les pénuries alimentaires ↓
- Missions d'évaluation des récoltes et de l'offre alimentaire dans les pays touchés par des catastrophes ↓
- Rapports périodiques sur les Perspectives de l'alimentation ↓
- Rapports périodiques sur les Cultures et pénuries alimentaires ↓
- Rapports sur les Conditions météorologiques et la situation des récoltes en Afrique subsaharienne ↓
- Rapports sur la Situation des récoltes et des approvisionnements alimentaires en Afrique subsaharienne
- Analyses des demandes d'aide alimentaire d'urgence provenant de gouvernements
- Création et tenue à jour d'une base de données intégrée sur l'offre et la demande de produits alimentaires ↓
- Diffusion électronique des rapports du SMIAR
- Élargissement de la couverture en matière de données du poste de travail du SMIAR, y compris au niveau sous-national

223S1 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Mise à jour annuelle de la liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)
- Fourniture d'informations et aide technique aux pays membres en matière de produits de base et d'échanges commerciaux
- Assistance technique aux pays membres pour l'élaboration de politiques relatives aux matières premières, produits tropicaux et horticoles
- Fourniture de services pour la soixante-cinquième session du CP ↓
- Fourniture de services pour la trentième session du Groupe intergouvernemental sur les céréales, de la quarante et unième session du Groupe intergouvernemental sur le riz, de la vingtième session du Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers et de la vingt-neuvième session du Groupes intergouvernemental sur les huiles, oléagineux et matières grasses ↓
- Fourniture de services pour la quinzième session du Groupe intergouvernemental sur le thé, de la quatrième session du Groupe intergouvernemental sur la banane et les fruits tropicaux, de la quinzième session du Groupe intergouvernemental sur les agrumes, de la trente-troisième session du Groupe intergouvernemental sur les fibres dures et de la trente-troisième session du Groupe intergouvernemental sur le jute ↓

Programme 2.2.4: Politiques relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au commerce

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.2.4.A2	Soutien aux pays en développement en matière de politiques de produits et de politiques commerciales pour les négociations commerciales	1 750	(68)	(3,9%)	1 681
2.2.4.P1	Ajustement agricole et réformes des politiques	1 906	(214)	(11,2%)	1 693
2.2.4.P2	Analyse des liens entre agriculture, lutte contre la pauvreté, développement rural et sécurité alimentaire	2 021	(152)	(7,5%)	1 869
2.2.4.P3	Économie des ressources naturelles et viabilité écologique	583	(8)	(1,5%)	574
2.2.4.P4	Analyse et renforcement du consensus sur les questions émergentes concernant les produits de base et le commerce international	4 749	(502)	(10,6%)	4 247
2.2.4.P5	Promotion de la diversification et de la compétitivité des produits agricoles	1 382	(149)	(10,8%)	1 233
2.2.4.S1	Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain	1 974	(247)	(12,5%)	1 727
Total		14 364	(1 341)	(9,3%)	13 024

76. La réaction de l'Organisation aux demandes de conseils et d'assistance de ses Membres en matière de politiques orientées sur les problèmes comme ses activités de plaidoyer tendant à ce que la réduction de la faim et de la pauvreté bénéficie d'une priorité accrue s'appuient sur ce programme et subiront par conséquent l'impact d'une réduction des ouvertures de crédits. Ainsi, l'analyse des causes profondes de la persistance de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, qui incluent la place des ressources naturelles et environnementales dans les politiques agricoles, sera gravement affectée. Au titre des entités 224P1 *Ajustement agricole et réformes des politiques*, 224P2 *Analyse des liens entre agriculture, lutte contre la pauvreté, développement rural et sécurité alimentaire* et 224P3 *Économie des ressources naturelles et viabilité écologique*, il faudra renoncer à certaines études de cas servant à l'analyse de l'impact sur les ménages démunis des réformes politiques et des menaces visant l'environnement. CUREMIS, la publication conjointe ESA/TCA sur les problèmes actuels et émergents en matière d'analyse économique et de recherche de politiques sur le développement alimentaire et agricole, sera interrompue.

77. Les activités relatives aux politiques commerciales ont été relativement « protégées », la priorité étant accordée au renforcement de la capacité des pays en développement à participer aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales et à formuler des politiques nationales correspondantes. Toutefois, les ressources manqueront pour l'analyse des questions commerciales au titre de l'entité 224A2 *Soutien aux pays en développement en matière de politiques de produits et de politiques commerciales pour les négociations commerciales*. La capacité d'appui direct aux Membres sera également touchée au titre de l'entité 224P5 *Promotion de la diversification et de la compétitivité des produits agricoles*. Des efforts seront faits pour obtenir des ressources extrabudgétaires et du PCT afin de conserver l'élan acquis en matière de renforcement des capacités au titre de l'entité 224P4 *Analyse et renforcement du consensus sur les questions émergentes concernant les produits de base et le commerce international*, avec la Division TCA.

224A2 - Soutien aux pays en développement en matière de politiques de produits et de politiques commerciales pour les négociations commerciales

Produits biennaux

- Analyses des questions et des modalités de négociation
- Ateliers et tables rondes sur des questions commerciales en cours de négociation
- Notes d'information et documents relatifs à des questions de négociation
- Activités de renforcement des capacités nationales en vue de l'adaptation aux nouveaux accords commerciaux ↓
- Organisation d'ateliers et de tables rondes sur la mise en oeuvre au niveau régional
- Analyse des implications des nouveaux accords sur les échanges et la sécurité alimentaire
- Aide aux pays visant à la pleine utilisation des nouvelles possibilités de commerce ↓
- Aide au renforcement de l'information sur les marchés et des capacités d'analyse au niveau national
- Ateliers nationaux et sous-régionaux de renforcement des capacités

224P1 - Ajustement agricole et réformes des politiques

Produits biennaux

- Publication de monographies nationales et régionales sur les principaux facteurs contribuant à la croissance du secteur agricole et à la sécurité alimentaire sur le long terme
- Consultations régionales en vue d'identifier les principales questions de recherche économique et politique dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural
- ~~Publication d'une analyse approfondie sur les principales questions touchant à la recherche économique et politique dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et le développement rural~~
- Documents conceptuels et analytiques sur l'incidence des changements d'orientation dans le secteur agricole servant à alimenter l'analyse de politiques générales et le travail d'assistance
- ~~Élaboration d'outils analytiques permettant d'évaluer l'incidence de la libéralisation des échanges et d'autres politiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et renforcement des capacités nécessaires à leur utilisation~~

224P2 - Analyse des liens entre agriculture, lutte contre la pauvreté, développement rural et sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Monographies nationales sur le rôle de l'agriculture dans les pays en développement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la fourniture d'externalités et de biens publics
- Publications sur le rôle de l'agriculture et des activités rurales non agricoles dans la lutte contre la pauvreté à diverses étapes de la transformation du secteur agricole
- ~~Publications d'analyses détaillées sur les sources de revenus et l'accès aux moyens de production des ménages ruraux démunis~~

- Réunion d'experts et publication d'une étude de l'impact de l'industrialisation agricole sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations rurales démunies
- Monographies nationales sur le coût économique de la faim et les aspects économiques de la mise en oeuvre progressive du droit à la nourriture
- Publications sur la conception et l'évaluation de filets de sécurité et d'autres programmes visant à accroître l'accès direct à l'alimentation
- Études spécialisées sur l'évaluation de l'incidence des projets et des programmes de développement en matière de sécurité alimentaire ↓
- Études analytiques reliant opérations d'urgence et relèvement /développement

224P3 - Économie des ressources naturelles et viabilité écologique

Produits biennaux

- Rapports et réunions sur les méthodes d'évaluation des facteurs environnementaux
- Publication de rapports sur le lien entre pauvreté et épuisement des ressources naturelles
- Études analytiques (méthodologie et monographies nationales) à l'appui de l'application des Accords multilatéraux sur l'environnement

224P4 - Analyse et renforcement du consensus sur les questions émergentes concernant les produits de base et le commerce international

Produits biennaux

- Contributions aux études relatives au commerce de certains produits et aux questions de politique touchant aux denrées de base
- Rapports périodiques sur le suivi de l'évolution de certains produits en rapport avec les politiques commerciales relatives aux denrées de base ↓
- Étude analytique du commerce et de l'environnement
- Étude analytique du commerce et de la politique de la concurrence
- Rapports périodiques sur le suivi de l'évolution de certains produits en rapport avec les politiques commerciales relatives aux matières premières, produits tropicaux et horticoles ↓
- Études analytiques, y compris méthodologies permettant d'évaluer l'impact de l'évolution des produits et des politiques commerciales, sur le flux des échanges internationaux et la sécurité alimentaire
- Études analytiques de l'incidence de l'évolution des échanges commerciaux de certains produits sur la sécurité alimentaire nationale
- Analyses des liens entre commerce et sécurité alimentaire
- Consultations d'experts et activités de mobilisation (séances d'information, ateliers, conférences) en vue de renforcer la sensibilisation ↓
- Études analytiques de l'incidence des nouvelles technologies et biotechnologies sur le commerce, l'écoétiquetage et le commerce équitable, le développement de l'agriculture biologique et la concurrence des produits agricoles ↓
- Soutien analytique aux groupements économiques régionaux sur les questions commerciales
- Soutien aux pays dans le contexte des échanges régionaux
- Collaboration avec d'autres organisations internationales s'occupant des marchés des produits agricoles
- Conférence sur les perspectives des produits agricoles

- Documents sur les échanges commerciaux destinés à la soixante- cinquième conférence du CP

224P5 - Promotion de la diversification et de la compétitivité des produits agricoles

Produits biennaux

- Aide aux stratégies de développement des produits et des échanges, y compris le renforcement des capacités institutionnelles et des mesures visant à attirer des investissements dans les secteurs du commerce des produits, aux niveaux sous-régional, interrégional et multilatéral
- Appui au développement de stratégies permettant de traiter des questions de l'offre de produits commerciaux, y compris la diversification horizontale et verticale
- Formulation de projets et préparation de programmes de développement des produits de base au nom de quatre organismes internationaux de produits désignés par le Fonds commun pour les produits de base ↓
- Supervision et évaluation de projets relatifs aux produits alimentaires de base ↓
- Formulation de projets et élaboration de programmes concernant les matières premières, produits tropicaux et horticoles ↓
- Supervision et évaluation de projets relatifs aux matières premières, produits tropicaux et horticoles ↓

224S1 - Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Examen des mesures ayant contribué dans certains pays à préserver les moyens d'existence durables des populations rurales et à garantir un accès équitable aux ressources ↓
- Suite donnée au Programme de lutte contre la faim et contributions à la mise à jour des Stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire
- ~~Contributions aux études prospectives mondiales et suite donnée au Programme de lutte contre la faim~~
- Services fournis au Groupe de travail sur la faim et autres initiatives prises dans le cadre des Objectifs du millénaire en matière de développement
- Analyse de la vulnérabilité de certains moyens d'existence et propositions de politiques en la matière
- Études analytiques sur l'approche du droit à la nourriture (études spécialisées)
- Contributions à la gestion de l'information depuis les situations de crise jusqu'au relèvement et au développement
- Échange d'informations sur les enseignements tirés de l'expérience ↓
- Soutien de programmes de protection sociale

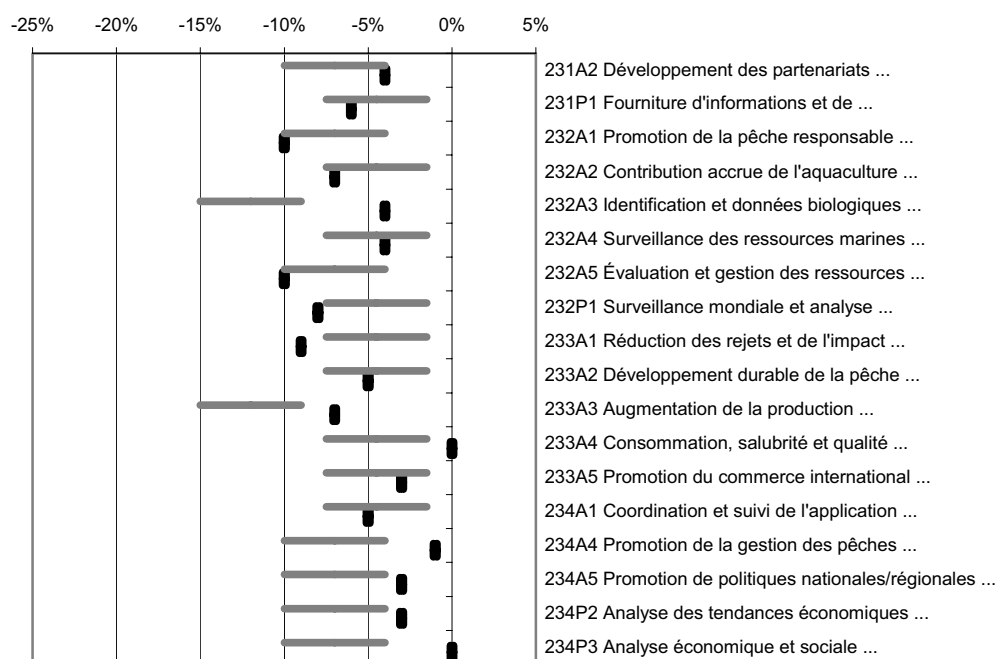
Grand Programme 2.3: Pêches

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.3.1	Information sur les pêches	8 051	(479)	(5,9%)	7 573
2.3.2	Ressources halieutiques et aquaculture	13 134	(776)	(5,9%)	12 358
2.3.3	Exploitation et utilisation des ressources halieutiques	10 645	(762)	(7,2%)	9 882
2.3.4	Politique halieutique	11 923	(517)	(4,3%)	11 406
2.3.9	Gestion du programme	6 314	(311)	(4,9%)	6 003
Total		50 067	(2 844)	(5,7%)	47 223

PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS GRAND PROGRAMME 2.3: PÊCHES

-----Réduction en pourcentage par entité de programme-----



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 2.3.1: Information sur les pêches

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.3.1.A2	Développement des partenariats pour le système de surveillance des ressources halieutiques (FIRMS) du FIGIS	1 111	(48)	(4,3%)	1 062
2.3.1.P1	Fourniture d'informations et de statistiques sur les pêches	5 641	(341)	(6,0%)	5 300
2.3.1.S1	Conseils et soutien technique aux États Membres et aux organes régionaux des pêches	1 300	(89)	(6,9%)	1 211
Total		8 051	(479)	(5,9%)	7 573

78. Les réductions se sont traduites essentiellement par des ajustements à la dotation en personnel (suppression et déclassement de postes). Ces ajustements auront un impact sur les produits initialement prévus, dont certains seront supprimés, comme les produits relatifs au soutien technique aux partenaires du système de surveillance des ressources halieutiques (FIRMS) (certaines activités, toutefois, seront financées grâce au remboursement des arriérés), l'analyse des besoins en données pour une bonne gestion fondée sur les écosystèmes et le soutien technique aux organes régionaux des pêches pour leurs programmes statistiques. D'autres produits sont revus à la baisse. Des ressources extrabudgétaires sont recherchées pour appliquer la Stratégie visant à améliorer l'information sur la situation et les tendances des pêches de capture, adoptée par le Conseil et approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2003.

231A2 - Développement des partenariats pour le système de surveillance des ressources halieutiques (FIRMS) du FIGIS

Produits biennaux

- Version intégrale du module du système statistique utilisé par FIGIS
- Version intégrale du système de tenue à jour des tables de renvois de FIGIS
- Module statistique sur les pêches intégré à FAOSTAT2, avec gestion de la qualité, estimation, vérification à rebours et traçabilité
- Gestion des tâches en vue d'un recensement plus systématique des stocks de poissons et des produits de la pêche et information sur l'état et les tendances des ressources halieutiques, y compris la préparation d'une version hors ligne de FIRMS (sous forme de Cédérom) ↓
- Gestion des tâches en vue de l'échange plus systématique de l'information provenant de bateaux en haute mer entre la FAO, les pays fournissant des données sur les bateaux et les organes régionaux des pêches
- Gestion des tâches en vue de l'apport/échange d'informations plus systématiques sur les autres bases de connaissances et bases de données de FIGIS, dont un glossaire, une base de support, des documents, des cartes et une ontologie de la pêche ↓
- Coordination des l'information fournie au FIRMS conformément aux procédures et structures approuvées
- ~~Assistance technique aux partenaires, y compris en matière de formation~~
- Une ou deux réunions du Comité directeur de FIRMS (FSC)

- Extension du Système de surveillance des ressources halieutiques à l'échelon mondial, grâce au ralliement de nouveaux partenaires nationaux et d'organes régionaux des pêches au partenariat existant
- Partenariat de FIGIS avec ASFA, GLOBEFISH, SIPAM et AAPQIS sur la base de nouveaux protocoles pour l'échange de données ↓
- Intégration d'informations sur les pêcheurs, d'un bilan des disponibilités alimentaires et de deux séries chronologiques sur les captures régionales dans FIGIS
- Inventaire des stocks mondiaux de poissons marins et des ressources halieutiques à l'aide de systèmes précis de géoréférencement ↓
- Création d'une base de données sur les pêches artisanales, y compris dans les eaux intérieures ↓
- Élargissement de la base de connaissances sur les espèces marines et élaboration d'une base de données sur les espèces d'élevage
- Base de connaissances sur les profils de pays des pêches, y compris un dossier consacré au secteur de l'aquaculture, et données géoréférencées
- Élaboration d'une base de connaissances sur les échanges commerciaux, la manutention, la qualité et la sécurité sanitaire du poisson grâce à l'échange de données provenant de fournisseurs d'informations (FII, Fishport, Globefish)
- Intégration à FIGIS des couches du SIG relatives aux frontières sous-administratives, à l'hydrologie, aux bassins versants, aux villes, à la géomorphologie et aux traits géographiques saillants ↓

231P1 - Fourniture d'informations et de statistiques sur les pêches

Produits biennaux

- Contribution des références bibliographiques de la FAO à la base de données bibliographiques de ASFA
- Coordination du réseau international des partenaires de ASFA, élargissement de la couverture géographique et thématique de ASFA et organisation des réunions de la Commission consultative de ASFA
- Organisation de cours de formation à l'intention des nouveaux partenaires de ASFA et travaux complémentaires
- Tenue à jour des logiciels de ASFA (www-ISIS-ASFA) ↓
- Mise à jour des séries de références de ASFIS (directives, listes normalisées de termes, procédures pour ASFA, saisie de données)
- Amélioration de l'accès des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) aux produits d'information de ASFA
- Formation et directives relatives aux méthodologies habituellement utilisées par ASFIS pour la gestion et l'échange de l'information dans les institutions de pêche ↓
- Soutien des bibliothèques et des réseaux d'information sur les pêches dans les pays en développement en collaboration avec IAMSLIC et autres organisations
- Diffusion de l'information sur les pêches par le biais de services de bibliothèques, de recherches documentaires, d'activités de sensibilisation et d'une diffusion ciblée ↓
- Collecte et tenue à jour d'informations globales et actuelles sur le site web du Département des pêches et sa convergence avec FIGIS
- Coordination et tenue à jour des informations présentées dans FIGIS et dans l'Atlas FI

- Ateliers régionaux sur les méthodes les mieux adaptées à la collecte des données sur les pêches artisanales et à l'amélioration des méthodes habituelles de compilation des données sur la pêche de capture et l'aquaculture ↓
- Soutien du Secrétariat au Groupe de travail de coordination des statistiques de pêches
- Appui à la mise en oeuvre de la Stratégie visant à améliorer l'information sur la situation et les tendances de la pêche
- ~~Analyse des besoins de données fondée sur les techniques de gestion écosystématique~~
- Vingtième session du Groupe de travail chargé de coordonner les statistiques des pêches de l'Atlantique et réunion intersession du Groupe
- Plans et directives sur la collecte de statistiques relatives à la production aquacole
- Mise à jour du Manuel sur les normes statistiques des pêches
- Publication de la classification des espèces aquatiques d'ASFIS
- Mise à jour des statistiques sur les pêches dans FAOSTAT
- Analyse des tendances de la pêche et de l'aquaculture dans le cadre de SOFIA 2004, SOFIA 2003 et 2005 et autres études
- Diffusion des bases de données régionales et internationales de Fishnat sur Internet et en Cédérom
- Publication de deux annuaires de statistiques sur les pêches: production de la pêche de capture
- Publication de deux annuaires de statistiques sur les pêches: production aquacole
- Publication de deux annuaires de statistiques sur les pêches: produits
- Publication du Bulletin de statistiques sur les pêches: consommation apparente de poisson
- Publication du Bulletin de statistiques sur les pêches: flottes de pêche ↓
- Publication d'une circulaire d'information sur le nombre de pêcheurs ↓
- Publication d'une circulaire d'information sur les échanges commerciaux
- Études des statistiques nationales posant problème

231S1 - Conseils et soutien technique aux États Membres et aux organes régionaux des pêches

Produits biennaux

- Conseil technique aux États Membres et appui à l'élaboration et à l'exécution de projets visant à améliorer les systèmes nationaux d'information et de statistiques sur la pêche
- Soutien des activités internationales destinées à améliorer l'information sur la situation et les tendances de la pêche en tant que composante de FISHCODE, sous réserve du financement de donateurs, et appui de projets similaires à celui portant sur le suivi de la capacité de pêche du thon
- ~~Conseil et assistance technique aux organes régionaux des pêches en vue d'établir des statistiques et des programmes d'information sur la pêche~~
- Assistance technique aux États Membres en matière de collecte de données sur la pêche artisanale, y compris la pêche continentale et la pêche de subsistance ↓

Programme 2.3.2: Ressources halieutiques et aquaculture

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.3.2.A1	Promotion de la pêche responsable dans les eaux intérieures et en aquaculture	2 085	(201)	(9,6%)	1 884
2.3.2.A2	Contribution accrue de l'aquaculture et de la pêche dans les eaux intérieures à la sécurité alimentaire	986	(70)	(7,1%)	917
2.3.2.A3	Identification et données biologiques sur les ressources halieutiques marines	1 073	(42)	(3,9%)	1 031
2.3.2.A4	Surveillance des ressources marines mondiales et de l'évolution de leurs écosystèmes et établissement de rapports à ce sujet	1 544	(60)	(3,9%)	1 484
2.3.2.A5	Évaluation et gestion des ressources halieutiques	1 391	(136)	(9,8%)	1 255
2.3.2.P1	Surveillance mondiale et analyse stratégique de la pêche dans les eaux intérieures et de l'aquaculture	2 617	(218)	(8,3%)	2 399
2.3.2.S1	Conseils sur les ressources marines et les questions d'environnement	1 549	(27)	(1,8%)	1 522
2.3.2.S2	Conseils sur le développement des pêches intérieures et de l'aquaculture	1 889	(21)	(1,1%)	1 868
Total		13 134	(776)	(5,9%)	12 358

79. Les réductions de ressources ont dû être réparties dans tout le programme de façon à conserver un équilibre raisonnable entre les activités relatives aux pêches marines et celles relatives à l'aquaculture. Dans l'ensemble, les entités s'occupant plus particulièrement des ressources marines (232A3, 232A4, 232A5, 232S1) ont subi des transferts de ressources mineurs qui ont abouti à des réductions d'activités pour presque tous les produits biennaux. Les postes, en revanche, n'ont pas été touchés. En ce qui concerne les entités relatives aux pêches continentales et à l'aquaculture (232A1, 232A2 et 232S2), les listes de produits ont été amendées de façon à tenir compte également des activités recommandées par le Sous-Comité sur l'aquaculture du Comité des pêches.

232A1 - Promotion de la pêche responsable dans les eaux intérieures et en aquaculture

Produits biennaux

- Prévention de la dégradation de l'habitat et remise en état de l'habitat des poissons dans les eaux intérieures & migration; comparaison des passes migratoires
- ~~Ateliers régionaux sur l'élaboration de matériel de vulgarisation concernant la petite aquaculture dans l'agriculture fondée sur le riz~~
- Études et analyses de l'utilisation de la biodiversité aquatique et des espèces envahissantes
- Aide à la remise en état de l'habitat des poissons dans les eaux intérieures
- Rapport du GESAMP sur la situation du milieu marin ↓
- ~~Appui à l'évaluation des risques environnementaux en aquaculture~~
- Méthodes d'évaluation des risques environnementaux pour l'aquaculture côtière
- Examen de l'incidence des barrages sur la pêche et le milieu aquatique

- Promotion de la radiotélémétrie dans les pays en développement (y compris un cours de formation)
- Directives techniques et publication sur les fourrages agricoles et la gestion de l'alimentation des animaux
- Directives spécifiques à la gestion des ressources génétiques pour l'aquaculture et pour la pêche dans les eaux intérieures
- Rapports sur la mise en oeuvre, par les États membres, des dispositions du Code de conduite pour une pêche responsable concernant l'aquaculture
- Directives sur l'utilisation responsable des espèces envahissantes
- ~~Directives sur la génétique dans la gestion des pêches et l'aquaculture (activité conjointe FAO/MRC)~~
- Directives sur le développement durable de l'aquaculture côtière
- Étude des coûts environnementaux de la production aquacole par rapport aux autres secteurs de la production alimentaire
- Méthodologie et directives techniques sur la sécurité sanitaire et la qualité des produits aquacoles (en collaboration avec le Service de la commercialisation et de l'utilisation du poisson - FIIU)
- Directives techniques sur la viabilité écologique du développement aquacole

232A2 - Contribution accrue de l'aquaculture et de la pêche dans les eaux intérieures à la sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Organisation d'un atelier et élaboration de directives sur le microcrédit et les assurances à l'appui d'une pêche de capture responsable dans les eaux intérieures en Asie (activité conjointe à 233A2)
- Cadre stratégique pour le développement commercial de l'aquaculture (en collaboration avec le Service de la planification du développement - FIPP) ↓
- Technologie génétique en aquaculture et pêche dans les eaux intérieures ↓
- Méthodes de production semencière en mariculture
- Étude de l'utilisation des populations naturelles de poissons/ressources halieutiques pour la production aquacole
- Étude sur l'utilisation du poisson pour alimenter le poisson d'aquaculture et ses répercussions sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté
- Examen de l'utilisation des systèmes d'irrigation aux fins de la production halieutique ↓
- Atelier régional sur l'élaboration de matériel de vulgarisation concernant la petite aquaculture dans l'agriculture fondée sur le riz
- Études et analyses de la pisciculture intégrée et biologique ↓

232A3 - Identification et données biologiques sur les ressources halieutiques marines

Produits biennaux

- Illustrations scientifiques et cartes sur les espèces marines revêtant une valeur commerciale
- Tenue et mise à jour d'archives regroupant des dessins, des photos et des cartes d'espèces marines revêtant une valeur commerciale
- Création d'archives électroniques et tests de fonctionnement

- ~~Élaboration de guides et de catalogues (un guide sur l'Atlantique UE, un guide de terrain et quatre volumes de catalogues sur les requins (dernier volume), les batoides (premier volume), les poissons plats et les céphalopodes (dernier volume))~~
- Bulletins électroniques sur certaines espèces
- ~~Bases de données sur les stocks et les ressources aux fins de la recherche et de l'aménagement~~
- Mise à jour des données de FIGIS et d'autres bases de données régionales et internationales

232A4 - Surveillance des ressources marines mondiales et de l'évolution de leurs écosystèmes et établissement de rapports à ce sujet

Produits biennaux

- Étude de la variabilité environnementale à long terme et impact des changements climatiques sur les pêches marines ↓
- Soutien à SMOO/COOP et autres initiatives relatives à de vastes écosystèmes marins ↓
- Le phénomène El Niño/oscillation australe et autres phénomènes environnementaux sur les pêches marines ↓
- Analyses et suivi des écosystèmes à l'appui de EAF
- Contribution à l'ATLAS des océans des Nations Unies
- Mise à jour de l'Étude des ressources mondiales sur les pêches marines
- Études régionales sur l'état des ressources des pêches marines et des ressources halieutiques
- Études régionales et internationales portant sur la pêche du thon et les espèces apparentées ainsi que sur les ressources halieutiques

232A5 - Évaluation et gestion des ressources halieutiques

Produits biennaux

- Création et utilisation d'indicateurs et de points de référence visant à évaluer et suivre la situation des pêches marines et des écosystèmes apparentés
- Directives et manuels techniques sur l'évaluation des stocks halieutiques, l'aménagement des pêches et la gestion écosystématique des pêches ↓
- Élaboration et application de la modélisation aux stocks halieutiques et à l'écosystème marin, évaluation, méthodes de suivi et techniques
- Évaluation et aménagement des ressources halieutiques en eaux profondes ↓

232P1 - Surveillance mondiale et analyse stratégique de la pêche dans les eaux intérieures et de l'aquaculture

Produits biennaux

- ~~FIGIS – Volet sur l'aquaculture~~
- Élaboration d'une Vue générale du secteur aquacole national
- Création d'un glossaire sur l'aquaculture
- Élaboration de fiches analytiques sur les espèces piscicoles
- Élaboration d'une architecture pour les systèmes d'information ayant trait à l'aquaculture et à la pêche dans les eaux intérieures

- Réseau d'information des pêches sur les ressources génétiques (FINGER)
- Base de données sur les ressources en eau disponibles pour l'aquaculture en Afrique
- Point d'accès mondial au système d'information géographique, télédétection et cartographie pour l'aquaculture et les pêches continentales
- ~~Utilisation des eaux et des terres en aquaculture~~
- ~~Étude sur les ressources de la pêche continentale dans le monde (Circulaire d'information sur la pêche 942 - Rev.2)~~
- Étude et analyse des plans nationaux de développement de l'aquaculture dans certains pays (en collaboration avec le Service de la planification du développement - FIPP)
- Bulletin de l'aquaculture de la FAO (trois numéros)
- Amélioration des rapports sur la situation et les tendances de l'aquaculture (en collaboration avec l'Unité de l'information, des données et des statistiques sur les pêches - FIDI - et le Service de la planification du développement - FIPP)
- Étude et analyse de l'utilisation des eaux et des terres en aquaculture
- Appui du Secrétariat à la session de la CECPI 23 et de ses sous-commissions, et colloque
- Assistance technique et contributions aux groupes de travail interinstitutions des Nations Unies apparentés (GESAMP, etc.)
- Secrétariat de la troisième session du sous-comité du COFI sur l'aquaculture
- Appui du Secrétariat au Comité du CGPM sur l'aquaculture
- Assistance technique aux organes régionaux
- Assistance technique au réseau du CGPM sur l'aquaculture
- Étude de faisabilité d'un accord du type Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique dans les Amériques
- Promotion de la coopération interrégionale pour le développement de l'aquaculture entre l'Asie et l'Afrique

232S1 - Conseils sur les ressources marines et les questions d'environnement

Produits biennaux

- Assistance, conseil et informations techniques en matière d'évaluation des stocks, de l'aménagement des pêches et du suivi des écosystèmes ↓
- Assistance technique aux projets et programmes de terrain ↓

232S2 - Conseils sur le développement des pêches intérieures et de l'aquaculture

Produits biennaux

- Informations, conseils et formations techniques aux pays membres ↓
- Appui technique aux projets de terrain portant sur l'aquaculture et la pêche dans les eaux intérieures (environ 70 projets par an)

Programme 2.3.3: Exploitation et utilisation des ressources halieutiques

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.3.3.A1	Réduction des rejets et de l'impact de la pêche sur l'environnement	1 572	(134)	(8,5%)	1 438
2.3.3.A2	Développement durable de la pêche artisanale	1 674	(86)	(5,2%)	1 588
2.3.3.A3	Augmentation de la production provenant de ressources aquatiques sous-utilisées et de captures de faible valeur marchande	705	(52)	(7,4%)	653
2.3.3.A4	Consommation, sécurité et qualité des produits à base de poisson	1 264	(3)	(0,2%)	1 261
2.3.3.A5	Promotion du commerce international du poisson	2 004	(58)	(2,9%)	1 946
2.3.3.S1	Soutien et conseils en matière de techniques de pêche et d'utilisation et de commercialisation du poisson	3 425	(429)	(12,5%)	2 996
Total		10 645	(762)	(7,2%)	9 882

80. Les réductions de ressources affecteront plus particulièrement l'entité 233S1 *Soutien et conseils en matière de techniques de pêche et d'utilisation et de commercialisation du poisson*, conformément à la recommandation suivant l'évaluation récente de ce programme. En outre, des projets PCT récemment approuvés permettront de répondre aux demandes des Membres dans ces domaines importants. Les produits relevant d'autres entités ont dû être revus à la baisse dans la plupart des cas, bien que dans une moindre mesure pour l'entité 233A4 *Consommation, sécurité et qualité des produits à base de poisson*, compte tenu de son importance.

233A1 - Réduction des rejets et de l'impact de la pêche sur l'environnement

Produits biennaux

- Méthode d'estimation des rejets au niveau mondial
- Publication du nombre de rejets pour certaines pêches
- Études de l'impact physique des engins de pêche sur les fonds marins
- Étude sur la pêche des crevettes au chalut dans le monde
- Directives sur l'introduction de dispositifs permettant de réduire la capture accessoire de crevettes
- Matériel de formation sur les dispositifs de réduction des prises accidentelles
- Mise à jour de directives visant à éviter la prise fortuite d'oiseaux de mer
- Réunions régionales de pays nécessitant un soutien pour l'élaboration de Plans d'action nationaux (oiseaux de mer) ↓
- Évaluation de la réglementation des pêches et cadres législatifs relatifs aux captures fortuites et aux rejets
- Études des conséquences économiques et sociales des rejets pour certaines pêches

233A2 - Développement durable de la pêche artisanale

Produits biennaux

- Études des démarches et des approches participatives utilisées par les services de vulgarisation et les instituts de formation spécialisés dans la pêche
- Études spécialisées sur l'assistance technique et la fourniture de services aux petits pêcheurs ↓
- Études spécialisées et ateliers sur la collecte et l'utilisation de données démographiques ayant trait aux communautés côtières de pêcheurs dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes
- Études spécialisées, atelier et directives sur le microcrédit et les assurances à l'appui de la pêche responsable dans les eaux intérieures en Asie
- Base de données sur les engins de pêche et les méthodes de pêche dans les eaux intérieures
- ~~• Publication sur la conception de petits palangriers~~
- Réunions régionales sur la sécurité des bâtiments de pêche
- Études de cas sur l'optimisation de l'énergie, avec référence particulière aux alternatives de recensement des stocks halieutiques
- Directives permettant d'accroître l'efficacité des systèmes de gestion après capture de la pêche artisanale
- Base de données sur les produits halieutiques mondiaux
- Directives visant à améliorer la prévention des catastrophes et l'évaluation des dégâts dans la pêche artisanale

233A3 - Augmentation de la production provenant de ressources aquatiques sous-utilisées et de captures de faible valeur marchande

Produits biennaux

- Adaptation des techniques de pêche et de l'équipement des bateaux pour la capture des poissons lanternes
- Document sur les techniques de prise et d'utilisation du krill de l'Antarctique
- Soutien à l'introduction d'un système de gestion adapté aux ressources myctophiformes
- ~~• Publication sur les moyens d'améliorer la manutention du poisson à bord de petits et moyens bâtiments de pêche~~
- Atelier régional pour l'Amérique latine sur la promotion de la consommation alimentaire directe de petits poissons pélagiques
- Diffusion de l'expérience acquise en Asie du Sud-Est en matière d'utilisation et de commercialisation des prises accidentelles et de faible valeur à des fins de consommation alimentaire

233A4 - Consommation, sécurité et qualité des produits à base de poisson

Produits biennaux

- Organisation d'ateliers à l'intention des éditeurs et des contrôleurs de Fishport
- Création et mise à jour du système Fishport
- Ateliers sur l'inspection et l'assurance de la qualité du poisson

- Assistance en vue de la consolidation du cadre législatif et organisationnel adopté pour l'inspection du poisson et l'assurance de la qualité dans certains pays membres
- Organisation du sixième Congrès international sur l'inspection et le contrôle de la qualité du poisson
- Contribution aux travaux du comité du Codex sur l'hygiène alimentaire et du comité du Codex sur le poisson et les produits halieutiques
- Contribution aux travaux de la FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques pour le poisson et les produits halieutiques
- Ateliers sur l'application du HACCP à l'industrie de la pêche, avec une attention particulière accordée à l'aquaculture
- Élaboration de directives techniques sur l'application, l'audit et le contrôle du HACCP
- Ateliers sur l'application de l'audit et du contrôle du HACCP dans l'industrie de la pêche
- Formation sur l'application des accords MPS/OTC dans l'industrie de la pêche
- Soutien technique pour l'application des accords MPS/OTC dans l'industrie de la pêche

233A5 - Promotion du commerce international du poisson

Produits biennaux

- Configuration et mise à jour du site web FIN
- Mise à jour de la banque de données Globefish
- Organisation de la réunion des directeurs de FIN
- Soutien à l'organisation des réunions du Conseil d'administration de FIN
- Publication de rapports de Globefish sur les marchés (MMR, GH, CU, EPR)
- Études des questions intéressant le commerce du poisson (traçabilité, écoétiquetage, mondialisation)
- Soutien à l'organisation de quatre conférences sur les échanges commerciaux des produits halieutiques (thon, aquaculture biologique, crevette et petits poissons pélagiques)
- Supervision de l'exécution de projets financés par le Fonds commun pour les produits de base
- Organisation de la neuvième session du sous-comité du COFI sur le commerce du poisson
- Suivi de la recommandation du neuvième sous-comité du COFI sur le commerce du poisson
- Monographies nationales relatives à l'impact du commerce du poisson sur la sécurité alimentaire
- ~~Organisation d'une consultation d'experts sur le commerce du poisson et la sécurité alimentaire~~
- Directives techniques spécifiques aux conséquences du commerce du poisson sur la sécurité alimentaire dans le cadre du Code de conduite pour une pêche responsable
- Appui au renforcement des capacités des responsables des politiques de commerce du poisson en matière de l'évaluation de ce commerce sur la sécurité alimentaire
- Études spécialisées sur les conséquences des subventions accordées pour le commerce du poisson
- Formation sur les implications des accords de l'OMC relatifs au commerce du poisson
- Aide aux pays en développement en matière des négociations multilatérales sur le commerce du poisson et des produits halieutiques

233S1 - Soutien et conseils en matière de techniques de pêche et d'utilisation et de commercialisation du poisson

Produits biennaux

- Soutien des interventions sur le terrain, conseil à d'autres organisations des Nations Unies, ONG et organisations régionales responsables de la pêche
- Base d'information sur les flottes et les engins de pêche, et évolutions technologiques en la matière
- Soutien des techniques de pêche et des instituts de formation, et actions internationales en faveur de l'industrie de la pêche ↓
- Conseil à des associations régionales de crédit agricole concernant la fourniture de crédit à des entreprises halieutiques de petite et moyenne importance
- Identification, conception/élaboration, évaluation technique, soutien technique et suivi de projets ayant trait aux techniques de pêche et à la commercialisation du poisson ↓
- Matériel de formation et soutien des services de vulgarisation pour la gestion après capture de la pêche ↓

Programme 2.3.4: Politiques halieutiques

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.3.4.A1	Coordination et suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable	1 278	(69)	(5,4%)	1 209
2.3.4.A4	Promotion de la gestion des pêches côtières	1 124	(12)	(1,0%)	1 112
2.3.4.A5	Promotion de politiques nationales/régionales appropriées pour le développement durable de l'aquaculture	1 029	(34)	(3,3%)	995
2.3.4.P2	Analyse des tendances économiques et sociales mondiales des pêches et de l'aquaculture	1 584	(54)	(3,4%)	1 530
2.3.4.P3	Analyse économique et sociale des politiques et de la gestion des pêches et de l'aquaculture	1 853	(7)	(0,4%)	1 846
2.3.4.S1	Promotion et renforcement des organismes et des arrangements régionaux sur les pêches	4 095	(249)	(6,1%)	3 846
2.3.4.S2	Soutien direct aux pays pour les politiques halieutiques et la gestion des pêches	960	(93)	(9,7%)	867
Total		11 923	(517)	(4,3%)	11 406

81. Là encore, les réductions affecteront plus particulièrement les deux entités entités plus particulièrement orientées sur la demande de ce programme, à savoir 234S1 *Promotion et renforcement des organismes et des arrangements régionaux sur les pêches* et 234S2 *Soutien direct aux pays pour les politiques halieutiques et la gestion des pêches*. L'entité 234A1 *Coordination et suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable* sera également touchée. Ces mesures s'accompagneront d'une réduction du nombre des réunions (ateliers et consultations d'experts) et des publications. Ainsi, l'un des groupes de travail du Comité consultatif de la recherche halieutique et les études prévues sur les effets du VIH/SIDA sur les artisans-pêcheurs, la production de directives sur les moyens

de subsistance durable, ainsi que certains documents techniques, seront supprimés ou redimensionnés.

234A1 - Coordination et suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable

Produits biennaux

- Rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la vingt-sixième session du Comité des pêches
- Large diffusion du Code, des directives techniques et du Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée
- Diffusion de matériels de formation sur le Code et instruments apparentés
- ~~Formulation de deux directives sur des moyens d'existence durables~~
- ~~Rapport sur les conséquences du VIH/SIDA sur les petites communautés de pêche~~

234A4 - Promotion de la gestion des pêches côtières

Produits biennaux

- Ateliers régionaux sur l'amélioration des restrictions d'accès à la pêche artisanale
- Examen à l'échelon mondial des politiques et des méthodologies à l'appui de l'accord sur les pêches du Sommet de Johannesburg (SMDD)

234A5 - Promotion de politiques nationales/régionales appropriées pour le développement durable de l'aquaculture

Produits biennaux

- Rapport sur la contribution de l'aquaculture commerciale à la sécurité alimentaire, à la lutte contre la pauvreté et à la croissance économique en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie ↓
- Rapport sur la concurrence internationale des espèces produites à l'heure actuelle ou à l'avenir par l'aquaculture en Afrique subsaharienne et en Amérique latine
- Politiques générales et stratégies d'expansion et de consolidation de l'aquaculture durable en Afrique subsaharienne

234P2 - Analyse des tendances économiques et sociales mondiales des pêches et de l'aquaculture

Produits biennaux

- Publication de la Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture en 2004
- Mise à jour de l'Atlas des pêches publié en ligne
- Publication de trois études régionales sur la pêche et l'aquaculture ↓
- Mise à jour de 60 profils de pays sur la pêche ↓

234P3 - Analyse économique et sociale des politiques et de la gestion des pêches et de l'aquaculture

Produits biennaux

- Directives techniques sur le développement de la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté
- Consultation technique sur les subventions accordées au secteur halieutique
- Consultation d'experts sur les composantes économiques et sociales des écosystèmes en vue de la gestion des ressources halieutiques
- Consultation technique sur la certification et l'étiquetage des produits halieutiques
- Consultation d'experts sur une gestion peu onéreuse des pêches, y compris le recouvrement des coûts

234S1 - Promotion et renforcement des organismes et des arrangements régionaux sur les pêches

Produits biennaux

- Rapport de la vingt-sixième session du COFI
- Rapport de neuf sessions d'organes régionaux des pêches (CGPM, COPACE, CPCA, CAPP, COPESCAL, COPACO, CORÉPÊCHES, CECPI et CTOI)
- Rapports d'études et examens
- Rapport de la cinquième session du Comité consultatif de la recherche halieutique (ACFR) ↓
- Documents techniques sur les instruments internationaux (pêche illicite, non déclarée et non réglementée, consolidation des organes régionaux des pêches) ↓
- Document technique sur le rôle des organes régionaux des pêches dans la pêche internationale
- Document technique sur la prise de décision au sein des organes régionaux de pêche
- Rapport de la quatrième session de la réunion des organes régionaux des pêches
- Documents techniques sur la mise en oeuvre effective du Code ↓
- Documents techniques relatifs au développement des capacités humaines et institutionnelles nécessaires à l'application du Code ↓

234S2 - Soutien direct aux pays pour les politiques halieutiques et la gestion des pêches

Produits biennaux

- Conseil à des pays spécifiques sur la pêche durable ↓

Grand Programme 2.4: Forêts

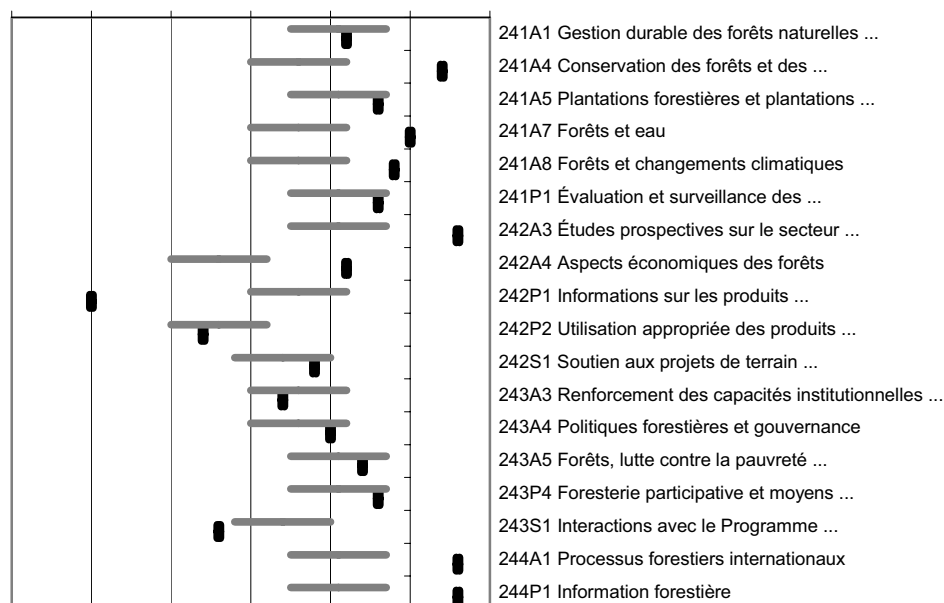
(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.4.1 Ressources forestières	9 364	(233)	(2,5%)	9 131
2.4.2 Produits forestiers et aspects économiques des forêts	10 278	(1 084)	(10,6%)	9 193
2.4.3 Politiques et institutions forestières	6 230	(443)	(7,1%)	5 788
2.4.4 Liaison et information relatives aux programmes forestiers	5 468	(41)	(0,8%)	5 427
2.4.9 Gestion du programme	6 374	(539)	(8,5%)	5 835
Total	37 714	(2 341)	(6,2%)	35 374

PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS GRAND PROGRAMME 2.4: FORÊTS

-----Réduction en pourcentage par entité de programme-----

-25% -20% -15% -10% -5% 0% 5%



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 2.4.1: Ressources forestières

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.4.1.A1	Gestion durable des forêts naturelles et des terres boisées	1 818	(81)	(4,5%)	1 737
2.4.1.A4	Conservation des forêts et des écosystèmes fragiles	1 035	17	1,7%	1 052
2.4.1.A5	Plantations forestières et plantations d'arbres hors forêt	1 215	(19)	(1,6%)	1 196
2.4.1.A7	Forêts et eau	912	(3)	(0,4%)	908
2.4.1.A8	Forêts et changements climatiques	507	(5)	(1,0%)	501
2.4.1.P1	Évaluation et surveillance des forêts et des terres boisées	1 535	(24)	(1,5%)	1 511
2.4.1.S1	Soutien technique et services consultatifs	2 342	(117)	(5,0%)	2 225
Total		9 364	(233)	(2,5%)	9 131

82. Bien que relativement modéré, l'impact des réductions budgétaires se fera sentir essentiellement sur la diffusion et l'application du travail normatif au niveau du terrain dans les pays en développement. Les domaines les plus affectés seront: les réseaux de coopération sur les forêts modèles; les conseils aux pays pour lutter contre la désertification; le soutien aux plans d'action régionaux sur les ressources génétiques forestières; les conseils aux pays sur les politiques durables d'utilisation des terres; les méthodes de gestion des bassins versants; l'élaboration d'inventaires du carbone pour les écosystèmes forestiers; et l'analyse au niveau national des ressources forestières.

241A1 - Gestion durable des forêts naturelles et des terres boisées

Produits biennaux

- Directives, études spéciales et autres produits d'information sur les meilleures pratiques à adopter pour la sylviculture et la gestion des forêts naturelles
- Réseaux régionaux et sous-régionaux de forêts modèles et de forêts d'enseignement ↓
- Analyse de la situation et des tendances de la gestion des forêts
- Directives et études spéciales sur l'utilisation de l'informatique et de logiciels pour l'aménagement des forêts
- Produits d'information et documents à l'appui de l'application effective du chapitre 11 d'Action 21 (Lutte contre le déboisement) et du Plan d'action de la FAO pour les petits États insulaires en développement
- Soutien direct aux pays en vue de promouvoir l'utilisation de méthodes mieux adaptées à l'aménagement des forêts en zones arides
- Soutien des pays et régions pour lutter contre la désertification et appliquer la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse ↓
- Soutien à la mise en réseau de pays et coopération sur les questions touchant aux forêts en zones arides
- Produits d'information et documents à l'appui de l'application effective de l'Action 21 (questions relatives aux forêts en zones arides) et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse

- Appui aux pays en matière de lutte contre les parasites et les maladies en forêt, y compris l'utilisation de techniques de protection intégrée contre les parasites forestiers, une formation adaptée et la mise en réseau
- Création et mise à jour du système mondial d'information pour l'évaluation, la conservation et l'utilisation durable des ressources génétiques forestières
- Élaboration de rapports nationaux et régionaux sur l'état de la diversité génétique des forêts
- Soutien à l'élaboration de plans d'action régionaux sur les ressources génétiques forestières ↓
- Directives et pratiques optimales en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêts aux niveaux régional, national et communautaire, y compris la formation et le renforcement de la collaboration entre pays et organisations
- Appui à neuf réseaux sous-régionaux, diffusion de l'information et élargissement des réseaux sur la lutte contre les feux de forêt ↓
- Diffusion de l'information juridique aux pays membres sur les accords internationaux

241A4 - Conservation des forêts et des écosystèmes fragiles

Produits biennaux

- Diffusion et échange d'expériences, de pratiques optimales et d'approches novatrices dans le domaine de l'aménagement intégré des bassins versants et la mise en valeur durable des montagnes
- Activités pilotes pour des essais sur le terrain, démonstration d'approches novatrices en matière d'aménagement intégré des bassins versants et mise en valeur durable des montagnes
- Publications sur des méthodes durables de gestion de la faune sauvage et de conservation de la diversité biologique dans les écosystèmes de forêts et de terres boisées
- Soutien de l'application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse grâce à l'aide fournie pour établir des Plans d'action et diffusion des pratiques optimales pour contrôler la dégradation des terres par le biais de la foresterie et de l'agroforesterie
- Rapports à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse sur le Partenariat international pour le développement durable des régions montagneuses, les mécanismes de suivi du Sommet mondial pour un développement durable et autres processus relatifs à l'Action 21
- Soutien du Partenariat international pour le développement durable des régions montagneuses, y compris l'accueil de son Secrétariat et la fourniture des services nécessaires à son fonctionnement
- Soutien institutionnel visant à développer des mécanismes nationaux de suivi des actions prises dans le cadre de l'Année internationale de la montagne
- Appui à la coopération internationale et aux échanges sur le rôle des arbres, des forêts et autres utilisations foncières dans les environnements montagneux fragiles et dans les terres arides

241A5 - Plantations forestières et plantations d'arbres hors forêt

Produits biennaux

- Soutien des réseaux sur les ressources génétiques forestières, en association à des études et des directives relatives à l'accès aux intrants et techniques de plantations d'arbres ↓
- Études et directives concernant l'accès aux intrants et techniques de plantations d'arbres
- Directives sur les techniques adaptées aux plantations et à l'exploitation forestière
- Information sur l'état et les tendances des plantations forestières, y compris les incidences économiques et écologiques
- Conseil sur la politique d'utilisation foncière, l'aménagement des terres et la plantation d'arbres hors forêts ↓
- Diffusion de techniques d'agroforesterie en vue de promouvoir la sécurité alimentaire
- Informations, politiques et conseils en planification, et mise en commun de pratiques optimales pour intégrer les arbres en milieu urbain et périurbain

241A7 - Forêts et eau

Produits biennaux

- Méthodes et transfert de technologies pour un aménagement effectif des bassins versants, y compris les pratiques forestières permettant d'utiliser les ressources en eau de manière durable
- Préparation, élaboration et diffusion de supports de communication spécifiques destinés aux décideurs sur la promotion d'approches efficaces
- Élaboration d'approches novatrices en matière de conservation et de développement durable des bassins versants d'altitude
- Diffusion d'informations sur les résultats obtenus et les enseignements tirés
- Promotion de nouvelles approches pour l'aménagement des bassins versants et méthodes de prévention des catastrophes connexes
- Promotion et test du rôle des systèmes de production fondés sur la sylviculture et des arbres hors forêts dans la conservation des ressources en eau
- Soutien du renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'application de politiques relatives à la conservation des ressources en eau
- Soutien de l'application des recommandations émises dans le cadre de l'Année internationale de la montagne (2002) et de l'Année internationale de l'eau douce (2003)

241A8 - Forêts et changements climatiques

Produits biennaux

- Collaboration avec le Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques en vue d'élaborer et de promouvoir des directives sur l'amélioration des pratiques forestières
- Développement d'un bilan du carbone pour les écosystèmes forestiers dans les pays développés et les pays en développement
- Terminologie convergente en matière d'évaluation du stock de des forêts
- Appui au renforcement des capacités nationales en vue de l'application du Protocole de Kyoto
- Assistance dans les discussions techniques sur les forêts et les changements climatiques

- Analyse des principales questions en rapport aux forêts et aux climats
- Promotion des combustibles ligneux en remplacement des combustibles fossiles

241P1 - Évaluation et surveillance des forêts et des terres boisées

Produits biennaux

- Création et transfert de nouvelles technologies destinées aux évaluations et inventaires forestiers à l'aide de projets pilotes nationaux
- Amélioration des analyses réalisées au niveau national et meilleure utilisation de l'information relative aux forêts dans les processus de politique générale des pays ↓
- Mise à jour permanente des informations fournies par les pays sur les forêts et la foresterie et diffusion sur le site web de la FAO
- Mise à jour périodique des statistiques de base sur les ressources forestières publiées dans les rapports sur la Situation des forêts du monde (SOFO)
- Mise à jour de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2000 (publication prévue en 2005)
- Formation, ateliers et publications à l'appui de l'amélioration des évaluations forestières nationales
- Soutien des efforts nationaux en vue de suivre, évaluer et communiquer les progrès réalisés en matière de gestion durable des forêts, y compris l'application effective de critères et d'indicateurs approuvés

241S1 - Soutien technique et services consultatifs

Produits biennaux

- Conseil aux pays et appui aux projets de terrain portant sur l'aménagement et la conservation des forêts, y compris des arbres hors forêts ↓

Programme 2.4.2: Produits forestiers et aspects économiques des forêts

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.4.2.A3 Études prospectives sur le secteur forestier	1 458	39	2,7%	1 497
2.4.2.A4 Aspects économiques des forêts	1 428	(55)	(3,8%)	1 373
2.4.2.P1 Informations sur les produits forestiers	3 427	(689)	(20,1%)	2 738
2.4.2.P2 Utilisation appropriée des produits forestiers	2 023	(262)	(13,0%)	1 760
2.4.2.S1 Soutien aux projets de terrain et services consultatifs	1 942	(117)	(6,0%)	1 825
Total	10 278	(1 084)	(10,6%)	9 193

83. Une réduction budgétaire conséquente a conduit à restructurer les produits biennaux prévus au titre de ce programme. Les produits ou activités supprimés sont les suivants: ateliers régionaux ou sous-régionaux sur la planification stratégique, réseaux régionaux de planificateurs forestiers, ateliers régionaux sur la fixation du prix des produits forestiers, études de cas sur des questions économiques relatives aux liens entre la forêt et l'eau, documents de synthèse sur les investissements du Mécanisme pour un développement propre (CDM), études de cas sur les

petites entreprises et notamment sur leur rôle dans la lutte contre la pauvreté, études de cas sur le commerce des biens et services environnementaux, aperçu des principales tendances de la production et de la consommation, renforcement des capacités pour l'évaluation de l'environnement et élaboration d'un système de cartographie de l'offre et de la demande de bois de feu.

242A3 - Études prospectives sur le secteur forestier

Produits biennaux

- Organisation de quatre ateliers régionaux/sous-régionaux pour aider certains pays à développer leurs capacités de planification stratégique sur le long terme
- Soutien à certains pays africains pour la mise à jour des études prospectives nationales
- Réseau régional de planificateurs forestiers pour la consolidation des capacités de planification
- Deux études internationales et quatre études thématiques consacrées à l'évaluation des tendances de certaines questions sur le long terme
- Étude prospective préliminaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LAFSOS)
- Étude prospective du secteur forestier en Europe
- Identification des thèmes/questions exigeant une évaluation approfondie et des études de suivi
- Cinq études thématiques sur les perspectives en Asie centrale et en Asie de l'Ouest
- Évaluation des tendances de production, de consommation et de commerce des produits forestiers et mises à jour des prévisions pour l'année 2002
- Version préliminaire du rapport prospectif sur la région de l'Asie du Centre et de l'Ouest
- Deux ateliers sous-régionaux sur l'examen du rapport prospectif et finalisation

242A4 - Aspects économiques des forêts

Produits biennaux

- Développement de méthodes novatrices pour mobiliser les ressources et les investissements en faveur de l'aménagement durable des forêts
- ~~Deux ateliers régionaux sur les prix des produits forestiers~~
- Conseil technique aux pays désirant améliorer/rationaliser leurs systèmes de revenus fiscaux
- Méthodes d'évaluation et d'internalisation de la valeur des biens publics dérivés des forêts, en tenant compte de questions écologiques critiques
- Études spécialisées sur les questions économiques touchant aux liens entre forêts et eau et approches pour internaliser les externalités ↓
- Documents de synthèse sur les questions économiques relatives aux investissements du mécanisme pour un développement propre dans certains pays ↓
- Cinq monographies nationales analysant les sources d'emplois et de revenus pouvant être dérivées de la forêt, avec prise en compte des changements technologiques
- Études spécialisées sur les petites entreprises et notamment sur leur rôle dans la lutte contre la pauvreté, avec prise en compte des nouvelles contraintes et possibilités
- Document de synthèse analysant les dimensions économiques de la lutte contre la pauvreté menée à travers des projets forestiers
- Rapports sur les transformations de la structure des échanges découlant des résultats économiques différentiels de pays et de régions

- Soutien des débats intergouvernementaux sur la politique de commerce des produits forestiers et sur les questions de certification des forêts
- Études de cas sur le commerce des produits et des services d'intérêt écologique, avec une attention particulière accordée à l'aménagement durable des forêts ↓

242P1 - Informations sur les produits forestiers

Produits biennaux

- Publication et distribution d'informations périodiques sur la récolte du bois, la dendroénergie et les produits forestiers non ligneux
- ~~Publication périodique et diffusion du Bulletin d'information édité par le Forum sur les plantations forestières énergétiques~~
- ~~Publication périodique et diffusion de Non Wood News et du bulletin d'information électronique "Digest"~~
- ~~Collecte d'informations qui serviront également à FORIS~~
- Publication périodique de la Récupération de statistiques en version imprimée et de l'enquête sur la capacité de production de pâte et de papier
- Publication de l'Annuaire des produits forestiers en 2004 et 2005
- ~~Production et diffusion d'une analyse succincte sur les principales tendances de la production, de la consommation et du commerce des produits forestiers~~

242P2 - Utilisation appropriée des produits forestiers

Produits biennaux

- ~~Formation sur les méthodes optimales d'exploitation forestière et de génie forestier pour l'industrie des forêts~~
- Renforcement des capacités sur la mise en oeuvre de pratiques de récoltes respectueuses de l'environnement, y compris le Code africain
- Élaboration d'un code régional sur l'exploitation forestière en Amérique latine en collaboration avec la Commission des forêts d'Amérique latine
- Promotion de la dendroénergie en tant que source d'énergie respectueuse de l'environnement et de son intégration dans les politiques nationales de développement des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de l'environnement ↓
- Promotion de meilleures pratiques de traitement et d'utilisation du bois (Nouveau)
- Élaboration de méthodes d'évaluation, de gestion et d'utilisation de produits forestiers non ligneux (PFNL)
- Aide au consensus sur les définitions et les codes relatifs aux principaux produits forestiers non ligneux
- Analyse des questions environnementales se rapportant à l'utilisation des forêts et au secteur forestier en général
- ~~Soutien du développement des capacités requises pour réaliser les études d'impact sur l'environnement~~
- ~~Élaboration de méthodes pour une Cartographie générale de l'offre et de la demande intégrées de combustibles ligneux en vue de renforcer le développement de la planification et des politiques dans ce secteur~~

*242S1 - Soutien aux projets de terrain et services consultatifs**Produits biennaux*

- Soutien de projets de terrain ↓
- Conseil aux pays membres en matière d'économie et de produits forestiers

Programme 2.4.3: Politiques et institutions forestières*(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)*

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.4.3.A3	Renforcement des capacités institutionnelles nationales	2 115	(161)	(7,6%)	1 954
2.4.3.A4	Politiques forestières et gouvernance	1 143	(61)	(5,4%)	1 081
2.4.3.A5	Forêts, lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire	683	(19)	(2,8%)	664
2.4.3.P4	Foresterie participative et moyens d'existence durables	678	(10)	(1,5%)	667
2.4.3.S1	Interactions avec les Programmes de terrain et services consultatifs	1 612	(191)	(11,8%)	1 421
Total		6 230	(443)	(7,1%)	5 788

84. Le travail normatif devra être réduit dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne les produits suivants: échange d'informations et coopération en matière d'enseignement forestier, examen de modèles visant à accroître l'impact de la recherche forestière sur le développement, publications et ateliers sur les politiques et la gouvernance forestières, analyse comparative de la privatisation et de la décentralisation, appui à l'intégration des questions forestières dans la planification du développement national, renforcement des capacités et formation aux processus participatifs, directives relatives à la création d'entreprises au niveau local. Le soutien aux projets de terrain sera également affecté.

*243A3 - Renforcement des capacités institutionnelles nationales**Produits biennaux*

- Analyse et publications des résultats des instituts forestiers et de la réforme des organisations forestières
- Soutien du développement des capacités institutionnelles et de l'information en vue de l'amélioration de l'analyse des politiques forestières et de la gouvernance
- Études, directives et publications relatives aux capacités nationales, avec une attention particulière accordée au développement et aux performances des institutions, à la gestion des connaissances et à la gouvernance
- Modèles d'opérations communes, échanges d'informations et associations de propriétaires privés de forêts
- Soutien des instituts d'enseignement forestier, notamment pour l'élaboration et l'examen des programmes d'études, l'évaluation des besoins de formation et la consolidation des dispositions institutionnelles
- Renforcement des réseaux régionaux d'enseignement forestier

- Amélioration de la coopération et des échanges internationaux dans l'enseignement forestier ↓
- Examen de modèles visant à accroître la portée et l'impact de la recherche forestière sur le développement économique et social des pays ↓
- Aide à la planification nationale et régionale des recherches sur l'environnement et les forêts
- Amélioration de l'échange d'informations et de la coopération dans le domaine de la recherche forestière, y compris le renforcement des réseaux régionaux de recherche

243A4 - Politiques forestières et gouvernance

Produits biennaux

- Soutien des pays en matière d'analyse intersectorielle, d'élaboration de politiques, d'exécution de programmes nationaux, de la recherche et du suivi des questions critiques touchant à la forêt, y compris la gouvernance, le respect des lois forestières et la décentralisation
- Publications, ateliers et séminaires sur les politiques forestières et la gouvernance
- Étude sur les conséquences intersectorielles, la privatisation et la décentralisation des autorités forestières
- Analyse comparative des principales questions touchant à l'aménagement durable des forêts, comme la privatisation et la décentralisation ↓
- Méthodes et outils utiles aux politiques forestières et à l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des programmes forestiers

243A5 - Forêts, lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Études et directives spécifiques aux politiques forestières, aux stratégies de lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire (avec une attention particulière accordée aux questions/liens intersectoriels)
- Soutien à l'intégration des questions forestières dans les processus nationaux de planification de développement, en association à des activités de sensibilisation ↓
- Manuel destiné à sensibiliser davantage les professionnels sur les moyens d'accroître la contribution des forêts à la lutte contre la pauvreté
- Étude d'approches novatrices en vue de lutter contre la pauvreté grâce à une meilleure utilisation des forêts et des arbres
- Analyse des liens entre les programmes forestiers nationaux et les documents de stratégie de lutte contre la pauvreté dans certains pays

243P4 - Foresterie participative et moyens d'existence durables

Produits biennaux

- Élaboration et application d'approches efficaces pour accroître la participation des parties concernées par la forêt dans les processus forestiers
- Soutien des communautés pour "encourager la participation des parties prenantes aux programmes forestiers nationaux"
- Soutien du développement des capacités de participation des parties prenantes

- Soutien des programmes de formation sur les méthodes participatives utilisées dans les programmes forestiers nationaux en collaboration avec les instituts de formation ↓
- Méthodes, études spécialisées et directives pratiques
- Amélioration des directives sur le développement des entreprises communautaires sur la base d'informations tirées de l'expérience ↓

243S1 - Interactions avec les Programmes de terrain et services consultatifs

Produits biennaux

- Soutien de projets de terrain ↓
- Conseil aux pays membres en matière de politique forestière, de gouvernance, de participation, de recherche, d'enseignement, de services de vulgarisation, de lutte contre la pauvreté et de moyens d'existence durables

Programme 2.4.4: Liaison et information relatives aux questions forestières

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.4.4.A1	Processus forestiers internationaux	805	25	3,1%	830
2.4.4.P1	Information forestière	2 388	71	3,0%	2 459
2.4.4.S1	Soutien aux organes statutaires et liaison avec les bureaux régionaux	2 275	(137)	(6,0%)	2 138
Total		5 468	(41)	(0,8%)	5 427

85. Les produits concernés par les réductions sont les réunions techniques des organes statutaires, notamment celles du Groupe d'experts sur les ressources génétiques forestières, de la Commission internationale du peuplier et de *Silva Mediterranea*.

244A1 - Processus forestiers internationaux

Produits biennaux

- Études et documents sur les techniques et politiques préparés pour les sessions du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF)
- Soutien du Partenariat de collaboration sur les forêts à l'aide de documents, de réunions et d'un site web
- Enrichissement de l'Annuaire du Fonds pour l'aménagement durable des forêts
- Rapport du Groupe de travail sur la rationalisation des rapports aux processus internationaux ayant trait aux forêts
- Rapports à la Commission des Nations Unies sur le développement durable et autres organisations internationales
- Soutien et coordination des contributions de la FAO aux conventions internationales sur la forêt

*244P1 - Information forestière**Produits biennaux*

- Poursuite du développement de FORIS (Système d'information sur les ressources forestières) et améliorations apportées, y compris l'accès direct des pays membres à ce Système
- Soutien des capacités nationales d'information sur les forêts
- Informations d'actualité précises sur la situation et les tendances des forêts mondiales, les politiques et institutions apparentées ainsi que sur les travaux de la FAO relatifs aux forêts, y compris la publication biennale de la Situation des forêts du monde (SOFO)
- Informations d'actualité sur les forêts mondiales, les politiques et les institutions apparentées ainsi que sur les travaux de la FAO relatifs aux forêts
- Publication trimestrielle de Unasylva, également accessible par Internet
- Diffusion d'informations ciblées, y compris de supports de mobilisation

*244S1 - Soutien aux organes statutaires et liaison avec les bureaux régionaux**Produits biennaux*

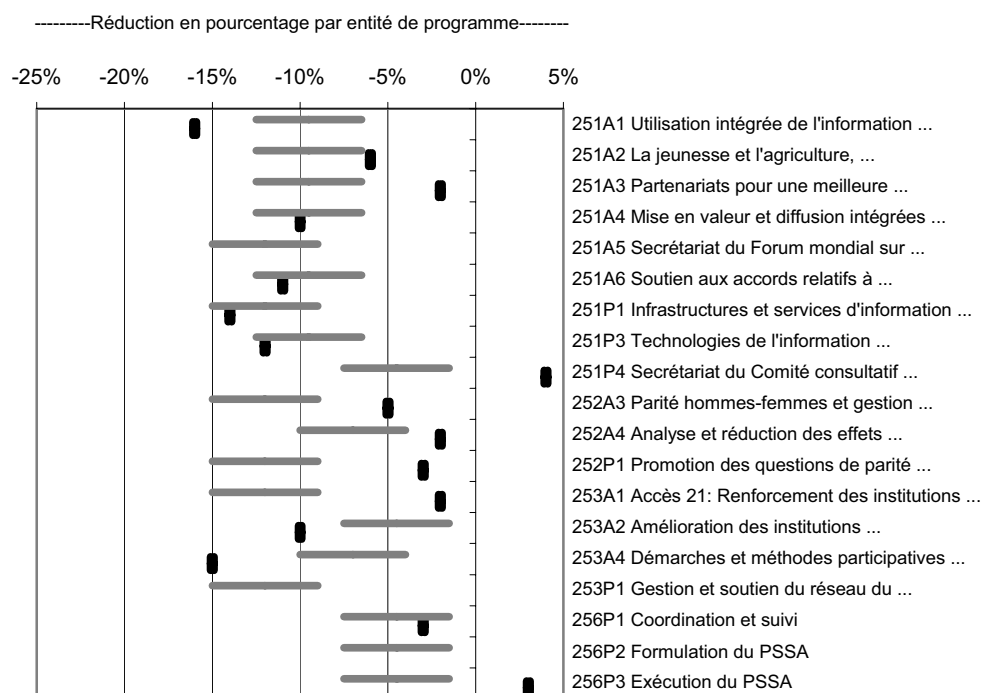
- Organisation de la septième session du Comité de la FAO sur les forêts
- Organisation de la quatorzième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique
- Organisation de la vingtième session de la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique
- Organisation de la trente-deuxième session de la Commission européenne des forêts
- Organisation de la vingt-troisième session de la Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Organisation de la vingt-deuxième session de la Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
- Organisation de la seizième session de la Commission des forêts pour le Proche-Orient
- Promotion d'une utilisation plus efficace des commissions régionales des forêts en tant que plates-formes de dialogue sur les politiques et de coordination des mesures visant à promouvoir l'aménagement durable des forêts
- Deux réunions du Comité consultatif sur le papier et les produits dérivés du bois
- Une session du Groupe d'experts sur les ressources génétiques forestières ↓
- Une réunion de la Commission internationale du peuplier (CIP) ↓
- Une réunions de Silva Mediterranea ↓
- Une réunion du Groupe de travail sur la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique
- Soutien à la coordination efficace entre le siège de la FAO et les bureaux décentralisés ↓

Grand Programme 2.5: Contributions au développement durable et programmes spéciaux

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.5.1 Recherche, gestion des ressources naturelles et transfert des technologies	23 470	(1 882)	(8,0%)	21 588
2.5.2 Questions de parité et population	6 295	(236)	(3,8%)	6 058
2.5.3 Développement rural	9 318	(738)	(7,9%)	8 580
2.5.6 Production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier	12 276	(632)	(5,1%)	11 644
2.5.9 Gestion du programme	9 006	(501)	(5,6%)	8 505
Total	60 365	(3 989)	(6,6%)	56 376

PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS GRAND PROGRAMME 2.5: CONTRIBUTIONS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PROGRAMMES SPÉCIAUX



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 2.5.1: Recherche, gestion des ressources naturelles et transfert des technologies

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.5.1.A1	Utilisation intégrée de l'information en vue du développement durable	2 828	(439)	(15,5%)	2 389
2.5.1.A2	La jeunesse et l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables	1 003	(60)	(6,0%)	943
2.5.1.A3	Partenariats pour une meilleure utilisation des biotechnologies en agriculture	893	(21)	(2,4%)	872
2.5.1.A4	Mise en valeur et diffusion intégrées des connaissances et des techniques agricoles en vue de la sécurité alimentaire et du développement durable	3 580	(367)	(10,2%)	3 213
2.5.1.A5	Secrétariat du Forum mondial sur la recherche agronomique (FMRA)	188	(93)	(49,5%)	95
2.5.1.A6	Soutien aux accords relatifs à l'environnement et promotion d'une planification et d'une gestion intégrées de l'environnement	1 762	(201)	(11,4%)	1 561
2.5.1.P1	Infrastructures et services d'information géoécologique	1 693	(241)	(14,2%)	1 452
2.5.1.P3	Technologies de l'information et de la communication à l'appui des systèmes de recherche, de vulgarisation et d'enseignement agricoles	2 515	(314)	(12,5%)	2 201
2.5.1.P4	Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI	5 281	235	4,4%	5 516
2.5.1.S1	Services de soutien technique aux États Membres, au Programme de terrain, et autres activités apparentées	3 727	(380)	(10,2%)	3 347
Total		23 470	(1 882)	(8,0%)	21 588

86. Malheureusement, le programme 2.5.1 devra subir de nouvelles réductions de ressources après celles dont il est déjà fait état au titre du scénario CRZ dans le document PTB. Ainsi, la perte de cinq postes du cadre organique, associée à une réduction des crédits pour les dépenses hors personnel, aura un impact regrettable sur la quantité et la qualité des produits et des services offerts aux pays dans ce domaine important, tels que les outils d'information pour une meilleure efficacité institutionnelle, le soutien au PSSA, les matériels pédagogiques et le renforcement des capacités en matière de recherche, vulgarisation, enseignement et communication. Le programme ne pourra pas continuer à assumer ses responsabilités en matière de coordination des activités de formation de la FAO (comme recommandé par le Comité du Programme à sa quatre-vingt-neuvième session). Qui est plus est, des ressources ont été transférées du programme 2.5.1 (251A1 et 251P3) au programme 2.5.2, du fait que la Division de la parité hommes-femmes et de la population (SDW), qui contribuait largement à ces deux entités, ne sera plus en mesure de le faire. Toutefois, les crédits alloués à l'entité 251P4 *Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI* témoignent de la priorité accordée à cette activité conjointe.

87. Un nouveau déclin des produits normatifs techniques relatifs à l'environnement et aux ressources naturelles est inévitable du fait de la suppression de postes et de ressources hors personnel. En pâtiront essentiellement l'appui à la mise en oeuvre des accords multilatéraux sur l'environnement, l'analyse des agroécosystèmes, l'agriculture biologique et l'énergie rurale. Des

rapports techniques et des documents d'orientation générale sur des questions aussi importantes que la biodiversité, le changement climatique, la désertification, l'énergie rurale, l'agriculture biologique, les systèmes d'observation de l'environnement et la gestion des agroécosystèmes ont dû être supprimés. D'autres activités comme l'agrométéorologie, les données géospatiales, les changements environnementaux et l'utilisation de la télédétection à l'appui des systèmes d'alerte rapide et des mesures d'urgence et de redressement, seront moins touchées. Compte tenu de son importance, l'évaluation de l'impact sur l'environnement est maintenu, quoiqu'à un niveau minimal.

88. La formulation et l'application de projets sur les bioénergies grâce au Mécanisme pour un développement propre et au Fonds pour l'environnement mondial, tout comme le travail sur les indicateurs du développement durable, ne seront plus possibles. Le soutien au Système mondial d'observation terrestre, notamment les activités relatives à l'observation du carbone terrestre et la participation à l'initiative intergouvernementale sur les observations terrestres, seront réduits.

251A1 - Utilisation intégrée de l'information en vue du développement durable

Produits biennaux

- ~~Création de bases de données internationales sur le suivi des écosystèmes~~
- ~~Élaboration et exécution de projets sur la bioénergie à l'aide du Mécanisme pour un développement propre et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)~~
- Soutien des réseaux concernés par les systèmes de bioénergie en milieu rural et le suivi de l'observation de l'environnement en vue de faciliter l'échange de données et d'informations
- Directives, matériels de formation accompagnés de méthodes et d'outils visant à intégrer les facteurs de parité hommes-femmes et de démographie à la collecte et à l'analyse des données statistiques ↓
- Outils d'aide à la décision pour la gestion intégrée de données et d'informations relatives à la sécurité alimentaire et aux conventions sur l'environnement
- ~~Méthodes et procédures pour l'utilisation intégrée de données et d'informations dans des domaines tels que le suivi de l'évolution du carbone terrestre et les indicateurs de changements environnementaux aux niveaux national, régional et mondial~~
- Évaluation d'impact des catastrophes naturelles pour les projets de développement et utilisation de données de suivi climatique pour l'étude des questions touchant aux changements climatiques et à l'agriculture ↓
- Méthodes et procédures pour l'établissement de bases de données sur l'occupation des terres ↓

251A2 - La jeunesse et l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables

Produits biennaux

- Documents sur les politiques et les moyens de sensibilisation entrant dans le cadre de programmes de développement destinés à la jeunesse rurale
- Base de données sur la jeunesse rurale
- Site web sur la jeunesse rurale
- ~~Matériels de formation et directives sur la jeunesse rurale~~
- Rapports techniques sur la réussite de programmes destinés à la jeunesse rurale

- Directives et documents sur de nouvelles méthodes d'enseignement et de formation pour la jeunesse rurale, y compris la radio rurale et les technologies de l'information
- ~~Notes techniques à l'intention de jeunes travailleurs et enseignants en milieu rural sur des thèmes en rapport avec les biotechnologies, la nutrition et la production maraîchère~~

251A3 - Partenariats pour une meilleure utilisation des biotechnologies en agriculture

Produits biennaux

- Matériels de formation sur la biosécurité et formation du personnel national des organismes de contrôle chargés de l'évaluation des risques des organismes génétiquement modifiés (OGM)
- Conseil aux pays sur l'établissement de cadres réglementaires nationaux fondés sur une évaluation préalable des besoins nationaux et harmonisation des règlements en matière de biosécurité au niveau régional
- Téléconférences sur les questions de politiques relatives aux biotechnologies
- Base de données sur les biotechnologies utilisées dans les pays en développement ou dans la filière (BioDeC de la FAO) et études sur le déficit, les besoins et les possibilités de recherche sur les biotechnologies dans les pays en développement
- Identification des mesures appropriées pour accroître l'application de la biotechnologie dans les pays en développement
- ~~Révision et mise à jour du glossaire des biotechnologies pour l'alimentation et l'agriculture~~

251A4 - Mise en valeur et diffusion intégrées des connaissances et des techniques agricoles en vue de la sécurité alimentaire et du développement durable

Produits biennaux

- Matériels de formation et ateliers sur la vulgarisation, l'enseignement et la communication au service du développement ↓
- Méthodes d'élaboration de stratégies et de plans nationaux en matière de vulgarisation, d'enseignement et de communication au service du développement ↓
- Documentation sur les ressources locales en matière de la vulgarisation, de l'enseignement et de la communication au service du développement
- Directives générales et documents sur la vulgarisation, l'enseignement et la communication au service du développement ↓
- Aide visant à améliorer l'accès à l'information et aux connaissances relatives aux technologies pour les programmes de sécurité alimentaire ↓
- Appui à la consolidation des capacités aux fins de la planification de la recherche et de l'établissement des priorités, de l'évaluation et du transfert de technologies
- Amélioration de bases de données et consolidation de réseaux régionaux
- Plans d'action pour l'adoption des recommandations de l'atelier sur les Systèmes de connaissance et d'information agricole pour le développement rural ↓
- Publication intitulée "Rapprocher les partenaires dans les Systèmes de connaissance et d'information agricole pour le développement rural"
- ~~Méthodes d'élaboration de plans de recherche et de vulgarisation~~
- Projets, séminaires et ateliers en vue du développement des Systèmes de connaissance et d'information agricole pour le développement rural

*251A5 - Secrétariat du Forum mondial sur la recherche agronomique (FMRA)**Produits biennaux*

- Soutien institutionnel de toutes les parties prenantes du FMRA (SNRA, forums régionaux/sous-régionaux, organisations de la société civile) ↓
- Élaboration de programmes de recherche régionaux et sous-régionaux sur la base des priorités établies avec la participation de forums apparentés et aide à l'établissement de programmes internationaux de partenariat de recherche ↓
- Exploitation des systèmes régionaux d'information agricole en tant que composantes de base du Forum électronique mondial sur la recherche agronomique

*251A6 - Soutien aux accords relatifs à l'environnement et promotion d'une planification et d'une gestion intégrées de l'environnement**Produits biennaux*

- Coordination des intrants de la FAO aux mécanismes des conventions internationales sur l'environnement, y compris les organismes consultatifs, les conférences des parties et les secrétariats, et le suivi du Sommet mondial du développement rural
- ~~Rapports techniques et documents de politique générale sur la biodiversité, les changements climatiques, la désertification, la bioénergie rurale, l'agriculture biologique, l'adéquation des systèmes d'observation de l'environnement, les méthodes et directives relatives aux approches de gestion des écosystèmes~~

*251P1 - Infrastructures et services d'information géoécologique**Produits biennaux*

- Dispositifs électroniques permettant de mieux accéder aux données et aux informations spatialement référencées de la FAO ↓
- Acquisition et gestion de données environnementales à l'appui des systèmes d'alerte rapide
- ~~Normes et directives sur la gestion et l'accès aux données spatiales (UNGIWG, par exemple)~~
- Services et outils cartographiques fournis aux autres unités techniques, y compris concernant la mise en valeur des terres et des eaux, les prévisions des maladies et des attaques de ravageurs et les bases de données sur l'environnement aux fins de la sécurité alimentaire (SICIAV, par exemple)

*251P3 - Technologies de l'information et de la communication à l'appui des systèmes de recherche, de vulgarisation et d'enseignement agricoles**Produits biennaux*

- Documents à l'appui du développement de la radio et des technologies de l'information ↓
- Matériels et directives sur des concepts et applications novatrices en matière de technologies de l'information ↓
- Matériels de formation et ateliers sur l'application des technologies de l'information
- Méthodes et directives à l'appui de l'application des technologies de l'information

- Application des technologies de l'information visant à accroître l'accès des femmes à l'éducation et à la formation, à améliorer la mise en commun d'informations et à promouvoir la connaissance de leurs droits ↓

251P4 - Secrétariat du Conseil scientifique du GCRAI

Produits biennaux

- Organisation du Comité scientifique 4-6 et des réunions de son Panel permanent, et compte-rendu des délibérations
- Rapports d'études de stratégie
- Rapports d'évaluation externe des Centres, programmes de recherche, projets spéciaux et à l'échelle du Système
- Rapports d'évaluations d'impact
- Rapports annuels du Président du Comité scientifique

251S1 - Services de soutien technique aux États Membres, au Programme de terrain, et autres activités apparentées

Produits biennaux

- Assistance continue aux pays pour le renforcement des capacités de recherche agricole et de développement technologique ↓
- Assistance continue aux pays pour l'élaboration des programmes, fourniture de conseils et collaboration dans les domaines de la vulgarisation, de l'éducation, de la communication et de la jeunesse rurale ↓
- Assistance technique aux pays membres en vue d'un développement agricole respectueux de l'environnement ↓
- Appui à l'application d'Action 21 et préparation du Sommet mondial sur le développement durable ↓

Programme 2.5.2: Questions de parité et population

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.5.2.A3	Parité hommes-femmes et gestion des ressources naturelles	1 331	(63)	(4,8%)	1 268
2.5.2.A4	Analyse et réduction des effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et le développement rural	1 213	(19)	(1,6%)	1 194
2.5.2.P1	Promotion des questions de parité et de population dans les politiques, les législations et les institutions civiles	2 446	(64)	(2,6%)	2 382
2.5.2.S1	Soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain	1 304	(89)	(6,9%)	1 215
Total		6 295	(236)	(3,8%)	6 058

89. Les réductions surviennent à un moment où ce programme, après avoir perdu un financement FNUAP important, doit répondre à des demandes croissantes liées à l'impact du

VIH/SIDA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les ressources en personnel et hors personnel pour les activités liées à la parité hommes-femmes avaient déjà été réduites dans le scénario CRZ pour cofinancer un poste de fonctionnaire principal P-5 temporaire spécialiste du VIH/SIDA. Des réductions supplémentaires de personnel auront un impact négatif sur le programme parité hommes-femmes et développement dans la région Europe et empêcheront de répondre de manière satisfaisante aux demandes des pays concernant l'organisation d'ateliers de formation et la création de réseaux visant à atténuer l'impact du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire. L'expansion thématique et géographique prévue des activités de renforcement des capacités et de formation en matière de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe, les études de cas sur la parité hommes-femmes et la gestion des ressources, ainsi que les ateliers du programme d'analyse socioéconomique et des questions de parité hommes-femmes (SEAGA) seront également affectés.

252A3 - Parité hommes-femmes et gestion des ressources naturelles

Produits biennaux

- Information, recherches et études sur la dynamique du point de vue de la parité hommes-femmes de la gestion des ressources naturelles et des ressources des ménages ↓
- Directives, matériels de formation, méthodes et outils (indicateurs sensibles à la problématique hommes-femmes, par exemple) en vue de promouvoir l'intégration des questions de parité dans la gestion des ressources naturelles et des ménages
- Aide technique visant à accroître l'analyse et la compréhension des liens entre parité hommes-femmes, environnement et utilisation durable des ressources naturelles dans les programmes, à tous les niveaux

252A4 - Analyse et réduction des effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire et le développement rural

Produits biennaux

- Outils à l'appui des politiques générales et de la prise de décision (méthodes, documents de recherche, directives, matériels de formation) sur les liens entre VIH/SIDA, dynamique des populations, parité hommes-femmes, agriculture, sécurité alimentaire et l'environnement
- Ateliers et soutien aux réseaux sur le VIH/SIDA et la sécurité alimentaire/l'agriculture en vue de développer les capacités nationales, à tous les niveaux du gouvernement et de la société civile, pour faire face aux conséquences du VIH/SIDA et venir en aide aux populations victimes ↓
- Documents de recherche et autres outils de soutien des politiques générales et d'aide à la décision sur l'interconnexion entre VIH/SIDA et occupation foncière

252P1 - Promotion des questions de parité et de population dans les politiques, les législations et les institutions civiles

Produits biennaux

- Matériels et ateliers sur la formation de formateurs aux niveaux régional et national dans le cadre du Programme d'analyse socio-économique selon les questions de parité hommes-femmes ↓

- Directives et méthodes sur le traitement des facteurs parité hommes-femmes et population dans les législations, les politiques agricoles et les programmes nationaux
- Coordination de l'application des DPAI en matière de la parité hommes-femmes et développement au sein de la FAO, notamment à l'aide du soutien à l'exécution du Plan d'action - parité hommes femmes et développement de la FAO (2002-2007), y compris les activités de suivi et l'établissement de rapports analytiques périodiques
- Directives techniques orientées par le Programme d'analyse socio-économique selon les questions de parité hommes-femmes, études relatives à l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans divers domaines techniques, en coordination avec d'autres unités techniques de la FAO, et incorporation des matériels de ce Programme dans les programmes de formation de la FAO

252S1 - Soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain

Produits biennaux

- Conseils en matière de politiques générales et assistance technique en réponse aux demandes émises par des institutions partenaires à l'appui de l'intégration de la parité hommes-femmes et du programme de terrain de la FAO ↓

Programme 2.5.3: Développement rural

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé	
2.5.3.A1	Accès 21: Renforcement des institutions concernant le régime foncier en vue de la sécurité alimentaire et du développement rural durable	1 882	(29)	(1,6%)	1 852
2.5.3.A2	Amélioration des institutions et des services ruraux en vue de promouvoir des moyens d'existence durables en milieu rural	2 553	(264)	(10,3%)	2 289
2.5.3.A4	Démarches et méthodes participatives à l'appui des moyens d'existence durables et de la sécurité alimentaire	1 283	(195)	(15,2%)	1 088
2.5.3.P1	Gestion et soutien du réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire	191	70	36,6%	261
2.5.3.S1	Services de soutien technique sur les démarches participatives, le développement des institutions et l'accès aux ressources foncières	3 409	(320)	(9,4%)	3 089
Total		9 318	(738)	(7,9%)	8 580

90. Pour conserver la capacité de répondre aux demandes des Membres concernant les régimes fonciers (entité 253A1), certaines ressources ont été transférées du programme 251 (entité 251A1). Malgré une réduction cumulative importante des effectifs liés aux organisations d'agriculteurs et aux coopératives rurales, un niveau minimal d'activités sera garanti au titre de l'entité 253A2. Les activités relatives à l'ADRD relevant de cette entité ont été relativement « protégées », compte tenu de la priorité accordée par les organes directeurs à cette question. Étant donné le rôle critique du Réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire (253P1), qui appuie l'action concertée dans les pays pour donner suite au SMA, il n'a

pas été jugé possible de maintenir les crédits à un niveau aussi bas que prévu dans le scénario CRZ. Les crédits ont donc été relevés de façon à assurer un programme d'activités viable, qui reste néanmoins minimal. Ceci ne suffira pas de toute évidence à appuyer la création et le maintien de groupes thématiques au niveau des pays et du site web prévus initialement.

91. Une réduction nette relativement importante a également été nécessaire au titre de l'entité 253S1, aux dépens du programme de terrain.

253A1 - Accès 21: Renforcement des institutions concernant le régime foncier en vue de la sécurité alimentaire et du développement rural durable

Produits biennaux

- Documents de politique générale sur la réforme agraire et amélioration de l'accès aux ressources naturelles
- Documents de politique générale, matériels de formation et formation sur le remembrement agricole
- ~~Matériels sur les stratégies de formation visant à développer les capacités en matière d'administration des terres~~
- Méthodes pour la planification participative des territoires destinés au développement rural
- Bulletin sur les réformes agraires, implantations agricoles et coopératives
- Documentation intégrée plurilingue sur la terminologie se référant à l'occupation foncière
- Kit de ressources et matériels de formation sur la décentralisation des services administratifs du foncier
- Documents visant à soutenir l'accès à la terre à l'aide de transferts partiels
- Documents de politique générale pour la consolidation institutionnelle de la propriété commune
- Manuel sur la délimitation des terres communautaires ↓
- Documents de politique générale, matériels de formation et ateliers pour la résolution des conflits sur la négociation des terres
- ~~Documents de politique générale et matériels de formation pour la rationalisation de l'occupation foncière en zones périurbaines~~

253A2 - Amélioration des institutions et des services ruraux en vue de promouvoir des moyens d'existence durables en milieu rural

Produits biennaux

- Appui aux politiques et documents normatifs sur la restructuration des institutions, la décentralisation et la constitution d'un capital social en vue de renforcer la participation des agriculteurs, des travailleurs ruraux, des organisations communautaires rurales et des groupes marginalisés au processus décisionnel
- ~~Documentation sur les ressources locales pour le transfert des services d'appui au développement agricole et rural du secteur public au secteur privé~~
- Documentation normative pour le renforcement des organisations d'agriculteurs, des coopératives et d'autres groupes de producteurs ruraux ↓
- Appui à la participation et à la collaboration de parties prenantes multiples au Développement agricole et rural durable pour accroître les moyens de subsistance en milieu rural

253A4 - Démarches et méthodes participatives à l'appui des moyens d'existence durables et de la sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Documentation normative sur les approches et les méthodes participatives visant à promouvoir le développement agricole et rural durable dans les programmes et projets de terrain de la FAO, à l'appui des moyens de subsistance ↓
- Directives spécifiques pour le renforcement des capacités institutionnelles locales en matière de préparation et de prévention des catastrophes et le développement de moyens de subsistance durables à long terme dans les zones à haut risque
- Mise à jour régulière et enrichissement du site web sur la participation ↓
- Documentation normative intersectorielle et méthodes d'enseignement institutionnel visant à promouvoir des moyens d'existence durables pour les pauvres

253P1 - Gestion et soutien du réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire

Produits biennaux

- Soutien technique et logistique du Réseau du système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire
- Mise à jour périodique du site web du Réseau du système des Nations Unies et de sa base de données

253S1 - Services de soutien technique sur les démarches participatives, le développement des institutions et l'accès aux ressources foncières

Produits biennaux

- Assistance et conseils techniques pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets relatifs au développement agricole et rural durable, en vue d'accroître les moyens de subsistance en milieu rural ↓
- Assistance et conseils techniques pour la restructuration et l'amélioration des institutions du secteur public, des organisations d'agriculteurs et des coopératives ↓
- Services de conseil direct aux États Membres et appui aux projets relatifs à l'amélioration de l'accès et de la gestion des terres et des ressources naturelles ↓
- Conseil technique pour l'amélioration de l'accès à la terre et la sécurité de jouissance ↓
- Conseil technique pour le renforcement des capacités institutionnelles en vue de soutenir les coopératives, les organisations d'agriculteurs et autres organisations à base communautaire ↓

Programme 2.5.6: Production alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
2.5.6.P1	Coordination et suivi	2 328	(71)	(3,1%)	2 257
2.5.6.P2	Formulation du PSSA	1 846	(789)	(42,8%)	1 057
2.5.6.P3	Exécution du PSSA	8 102	229	2,8%	8 331
Total		12 276	(632)	(5,1%)	11 644

92. Le PSSA dans son ensemble et plus particulièrement l'entité 256P3 qui appuie l'exécution de programmes approuvés ont été relativement épargnés. Les réductions nécessaires touchent notamment l'entité *Formulation* (256P2), limitant la capacité de réponse aux demandes de révision des programmes nationaux et aux nouvelles demandes. Ceci réduira la progression du nombre de pays bénéficiaires et ralentira l'accès des pays participants à des activités indispensables relatives à la sécurité alimentaire. La réduction des ressources disponibles obligera l'entité *Coordination et suivi* à mobiliser des ressources extrabudgétaires auprès de donateurs et d'institutions de financement.

256P1 - Coordination et suivi

Produits biennaux

- Coordination des contributions des autres unités au PSSA à l'aide de la création d'un Groupe de soutien technique
- Suivi général et établissement de rapports
- Identification des besoins financiers et aide à la mobilisation des fonds
- Appui aux structures de surveillance
- Appui aux missions de formulation des projets et processus internes d'évaluation et d'approbation des documents de projets et accords
- Appui technique aux activités de projets pour garantir la conformité aux objectifs du PSSA et de ses approches
- Diffusion de l'information relative au PSSA, y compris de directives et de documents techniques plus spécifiques
- Mise à jour du site web du PSSA
- Renforcement des capacités en vue de la gestion du programme PSSA au niveau national

256P2 - Formulation du PSSA

Produits biennaux

- Élaboration d'environ quatre programmes à la Phase I ↓
- Élaboration d'environ six programmes à la Phase I Élargissement ↓
- Élaboration d'un programme à la Phase II ↓
- Formulation de deux accords de coopération Sud-Sud ↓

256P3 - Exécution du PSSA

Produits biennaux

- Exécution d'environ six programmes PSSA nationaux supplémentaires à la Phase I
- Exécution d'environ douze programmes PSSA nationaux supplémentaires à la Phase I
Élargissement
- Exécution d'un programme PSSA national supplémentaire à la Phase II
- Exécution de quatre accords de coopération Sud-Sud supplémentaires (grâce à des ressources extrabudgétaires)

Chapitre 3: Coopération et partenariats

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

	Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.1	Assistance aux politiques	33 042	(3 389)	(10,3%)	29 653
3.2	Soutien à l'investissement	57 860	(2 731)	(4,7%)	55 128
3.3	Opérations de terrain	25 956	(1 309)	(5,0%)	24 646
3.4	Représentants de la FAO	87 430	(5 184)	(5,9%)	82 247
3.5	Coopération avec les partenaires extérieurs	12 833	(1 034)	(8,1%)	11 800
3.9	Gestion du programme	2 308	(20)	(0,9%)	2 288
Total		219 429	(13 668)	(6,2%)	205 762

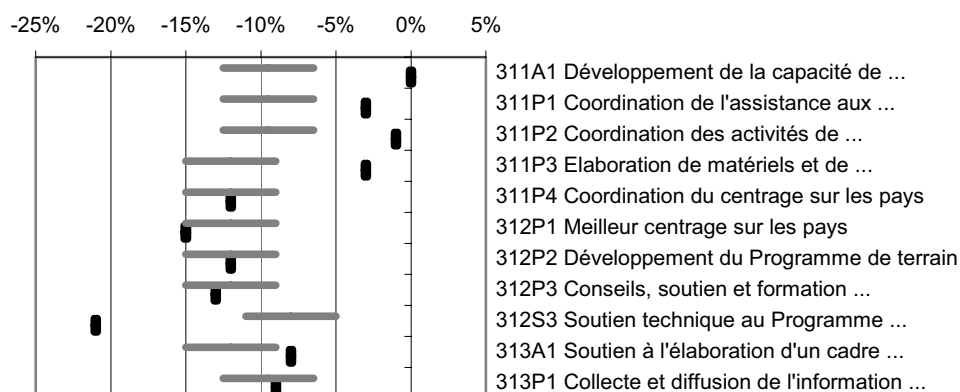
Grand Programme 3.1: Assistance aux politiques

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

	Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.1.1	Coordination de l'assistance aux politiques et élaboration du Programme de terrain	7 162	(321)	(4,5%)	6 841
3.1.2	Assistance aux politiques dans les régions	16 941	(2 429)	(14,3%)	14 511
3.1.3	Assistance juridique aux États Membres	3 976	(437)	(11,0%)	3 539
3.1.9	Gestion du programme	4 964	(201)	(4,1%)	4 762
Total		33 042	(3 389)	(10,3%)	29 653

**PRIORITÉS DES MEMBRES ET APPLICATION DES CRITÈRES RÉGISSANT LA FIXATION DES PRIORITÉS
GRAND PROGRAMME 3.1: ASSISTANCE AUX POLITIQUES**

----Réduction en pourcentage par entité de programme----



Le trait horizontal représente l'une des quatre options possibles reflétant les priorités (élevées ou moyennes) définies par les membres et les résultats de l'analyse par critères effectuée pour chaque entité - il s'agit, en fait, de l'option de réduction en pourcentage à laquelle on pourrait s'attendre en fonction de ces facteurs. Le point vignette indique la réduction effective.

Programme 3.1.1: Coordination de l'assistance aux politiques et élaboration du Programme de terrain

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.1.1.A1 Développement de la capacité de la FAO à offrir une formation en ligne sur les politiques et la planification concernant l'alimentation, l'agriculture et le développement rural	351	(1)	(0,4%)	349
3.1.1.P1 Coordination de l'assistance aux politiques	1 600	(55)	(3,5%)	1 545
3.1.1.P2 Coordination des activités de développement du Programme de terrain	1 063	(8)	(0,8%)	1 055
3.1.1.P3 Élaboration de matériels et de méthodes de formation à l'analyse des politiques alimentaires et agricoles	985	(29)	(2,9%)	957
3.1.1.P4 Coordination du centrage sur les pays	1 245	(151)	(12,1%)	1 095
3.1.1.S2 Soutien technique pour le renforcement des capacités en matière d'élaboration, de planification et d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et rurales	1 917	(77)	(4,0%)	1 840
Total	7 162	(321)	(4,5%)	6 841

93. La réduction des ressources gênera les efforts déployés par la Division TCA pour appuyer le développement du Programme de terrain et affectera les activités prévues afin d'améliorer les capacités dont disposent les pays et les partenaires régionaux, notamment les organisations économiques régionales, pour la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques sectorielles et sous-sectorielles. Un certain nombre de matériel pédagogique, ateliers et activités

de développement du Programme de terrain devront être éliminés ou réduits. Dans l'entité 311P4, la réduction est due à des gains d'efficacité et les produits ne seront donc pas affectés.

311A1 - Développement de la capacité de la FAO à offrir une formation en ligne sur les politiques et la planification concernant l'alimentation, l'agriculture et le développement rural

Produits biennaux

- Cours de formation en ligne élaborés par des institutions coopérantes
- Ressources modulaires d'enseignement informatisé sur les politiques de sécurité alimentaire
- Ressources modulaires d'enseignement informatisé (textes conceptuels et méthodologiques, études spécialisées et exercices) sur l'intégration régionale et la sécurité alimentaire, la politique agricole et la pauvreté

311P1 - Coordination de l'assistance aux politiques

Produits biennaux

- Examen et approbation technique de documents de politique, notes et rapports préparés par les Sous-Divisions PAB et PAU
- Documents méthodologiques sur l'analyse des contraintes applicables à la croissance des activités du PSSA
- Directives spécifiques à l'organisation d'un processus de formulation et d'exécution, y compris la participation des parties concernées
- Directives opérationnelles et informations relatives à la formulation de stratégies nationales et régionales pour la sécurité alimentaire et le développement agricole ↓
- Mise à jour des stratégies nationales d'environ 100 pays étudiés
- Appui aux Plans d'action du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique au niveau du continent et soutien de neuf organisations économiques régionales africaines
- Documents analytiques et méthodologiques relatives à l'impact des politiques agricoles sur la pauvreté et à l'élaboration de mécanismes de politique commune pour l'agriculture ↓
- ~~Organisation de deux ateliers sur l'élaboration de stratégies agricoles et l'intégration de politiques régionales (commerce des produits agricoles, mesures de sécurité alimentaire et soutien des efforts nationaux en matière de sécurité alimentaire) en vue d'accroître les capacités consultatives du personnel chargé des politiques~~

311P2 - Coordination des activités de développement du Programme de terrain

Produits biennaux

- Système de suivi et évaluation des stratégies d'élaboration des programmes de terrain régionaux
- Élaboration de 40 programmes nationaux et de dix programmes sous-régionaux de coopération technique sur le moyen terme ↓

311P3 - Élaboration de matériels et de méthodes de formation à l'analyse des politiques alimentaires et agricoles

Produits biennaux

- Matériel de formation sur les stratégies de développement agricole et rural, sur l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques générales et sur le cycle de ces politiques ↓
- Matériel de formation sur certains thèmes de politiques sous-sectorielles ↓
- Matériel de formation sur le développement des zones stratégiques, l'intégration régionale et les politiques de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté ↓

311P4 - Coordination du centrage sur les pays

Produits biennaux

- Kit d'outils électroniques unifiés en vue de préparer le matériel d'information aux entités nationales et régionales
- Système étendu de l'Organisation pour faciliter l'accès et l'utilisation de l'information fournie aux entités nationales et régionales
- Informations aux États Membres et entités régionales

311S2 - Soutien technique pour le renforcement des capacités en matière d'élaboration, de planification et d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et rurales

Produits biennaux

- Conseil direct de politique générale à la demande des pays membres et organisations économiques régionales ↓
- Contributions aux processus UNDAF et CAC et stratégies pour la réduction de la pauvreté dans les PVFRDV, y compris pour les questions touchant la sécurité alimentaire et le développement rural
- Soutien des initiatives régionales, notamment du suivi des programmes FAO/banques de développement ayant trait à la sécurité alimentaire ↓

Programme 3.1.2: Assistance aux politiques dans les régions

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.1.2.P1	Meilleur centrage sur les pays	2 427	(371)	(15,3%)	2 056
3.1.2.P2	Développement du Programme de terrain	6 576	(798)	(12,1%)	5 779
3.1.2.P3	Conseils, soutien et formation en matière de politiques agricoles	4 897	(627)	(12,8%)	4 271
3.1.2.S3	Soutien technique au Programme de terrain	3 040	(634)	(20,9%)	2 406
Total		16 941	(2 429)	(14,3%)	14 511

94. Comme la Division TCA a été obligée d'éliminer plusieurs postes dans ses équipes consultatives décentralisées pour les politiques, le bouleversement des activités prévues aura des effets particulièrement négatifs dans les régions, bien que tous les efforts aient été faits pour maintenir à un niveau acceptable les ressources hors personnel. Il est regrettable que ces restrictions budgétaires aient lieu alors que deviennent plus complexes les tâches confiées aux unités décentralisées: services aux équipes spéciales par pays, mise à jour de bases de données analytiques et évaluation actualisée des besoins. Les restrictions en question auront également des effets sur l'appui aux représentants de la FAO, sur l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités ainsi que sur l'assistance fournie par la Division TCA pour la mobilisation de ressources et les stratégies et programmes de réhabilitation après les situations d'urgence.

312P1 - Meilleur centrage sur les pays

Produits biennaux

- Documents thématiques par pays, base de données analytiques et évaluation à jour des besoins d'assistance technique au niveau régional ↓

312P2 - Développement du Programme de terrain

Produits biennaux

- Mise à jour des stratégies d'élaboration des programmes de terrain régionaux
- Soutien à la mobilisation des ressources nécessaires aux programmes nationaux/régionaux d'assistance technique ↓

312P3 - Conseils, soutien et formation en matière de politiques agricoles

Produits biennaux

- Consultations de politique générale aux pays membres et soutien à l'analyse et à la planification des politiques ↓
- Documents, notes et rapports de politique générale
- Appui technique à la préparation des stratégies nationales Horizon 2015 sur la sécurité alimentaire et le développement rural
- Ateliers sur le développement des capacités en vue de traiter des questions de politique générale ↓

- Soutien à la préparation de plans et stratégies pour la remise en état et le développement après les catastrophes

312S3 - Soutien technique au Programme de terrain

Produits biennaux

- Conseil direct aux pays en matière de politique générale, y compris l'analyse des obstacles ↓
- Assistance technique aux projets de terrain (formulation, exécution et appui technique compris)
- Soutien technique et organisationnel à cinq conférences régionales de la FAO

Programme 3.1.3: Assistance juridique aux États Membres

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.1.3.A1	Soutien à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'alimentation et l'agriculture	369	(31)	(8,5%)	338
3.1.3.P1	Collecte et diffusion de l'information juridique	1 380	(124)	(9,0%)	1 256
3.1.3.S1	Fourniture de conseils techniques	2 227	(282)	(12,7%)	1 945
Total		3 976	(437)	(11,0%)	3 539

95. La réduction de l'ouverture de crédits reflète notamment la perte de deux postes (un du cadre organique et un des services généraux). Les effets se feront sentir dans toutes les activités réalisées par le Service Droit et développement de la Division LEG, notamment en ce qui concerne les avis techniques fournis aux pays au titre de l'entité 313S1.

313A1 - Soutien à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour l'alimentation et l'agriculture

Produits biennaux

- Élaboration de directives, manuels, codes de conduite et plans d'action permettant de fournir une base à la législation nationale relative aux instruments juridiques dans les domaines prioritaires de l'alimentation et des pêches ↓

313P1 - Collecte et diffusion de l'information juridique

Produits biennaux

- Fusion de FAOLEX et ECOLEX et mise à jour constante de la base de données
- Diffusion d'études législatives ↓

*313S1 - Fourniture de conseils techniques**Produits biennaux*

- Conseil direct, y compris sur des projets de lois, et formation sur le terrain du personnel juridique de trente pays maximum ↓

Grand Programme 3.2: Soutien à l'investissement

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.2.1 Programme de coopération FAO/Banque mondiale	36 157	(396)	(1,1%)	35 761
3.2.2 Programme de soutien à l'investissement	21 703	(2 336)	(10,8%)	19 367
Total	57 860	(2 731)	(4,7%)	55 128

96. La Division du Centre d'investissement (TCI) joue un rôle de premier plan dans la réponse que la FAO apporte à la demande croissante qui se fait jour parmi les institutions de financement internationales (IFI) concernant la nécessité de faire une plus large part au secteur agricole dans leur portefeuille de projets si l'on veut atteindre les objectifs fixés par le SMA/SMA: caa et la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Du fait de la réduction de ces ressources, la Division TCI sera moins en mesure de mobiliser des fonds pour la promotion des investissements et ne sera pas à même de répondre de la manière requise à toutes les demandes émanant des IFI partenaires.

97. Étant donné que les demandes émanant de la Banque mondiale continuent à augmenter fortement, la Division TCI essaiera de respecter les engagements existants et de maintenir le niveau de coopération actuel avec ce partenaire fondamental. Par ailleurs, s'agissant du Programme de soutien à l'investissement intéressant d'autres institutions partenaires, il ne sera plus possible, du fait de la forte réduction de l'ouverture de crédits et, par conséquent, des suppressions de postes, de maintenir le même volume de travail que par le passé avec ces partenaires importants qui ont collaboré avec l'Organisation depuis longtemps. De plus, la Division TCI devra réduire son appui à des programmes clés au sein de l'Organisation, car seules seront réalisées les activités prioritaires pour lesquelles des ressources compensatoires pourront être fournies.

Grand Programme 3.3: Opérations de terrain

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.3.1 Opérations de terrain dans diverses régions	5 596	(539)	(9,6%)	5 056
3.3.2 Soutien central et activités spéciales	5 194	(502)	(9,7%)	4 692
3.3.3 Opérations liées à des interventions d'urgence	13 904	(153)	(1,1%)	13 750
3.3.9 Gestion du programme	1 263	(115)	(9,1%)	1 148
Total	25 956	(1 309)	(5,0%)	24 646

98. Les réductions de ressources toucheront principalement le Programme 3.3.2. L'amélioration et le développement ultérieurs du Système d'information sur la gestion du Programme de terrain (FPMIS) ne seraient plus possibles, si ce n'est avec les ressources financières qui pourraient provenir des arriérés. Les améliorations prévues de la capacité opérationnelle du personnel des bureaux des représentants de la FAO dans les pays, moyennant l'organisation d'ateliers interactifs et de consultations dans les régions, pourraient également en souffrir. De plus, le Siège ne pourra pas maintenir le même niveau de participation à ces activités, ni le même niveau de facilitation. En conséquence, les efforts de formation et d'appui technique se limiteront à la rationalisation des procédures, aux programmes de télé-enseignement avec disques compacts interactifs et au Manuel sur le Programme de terrain, consultable à partir du Web. Il y aura également moins de souplesse pour répondre à des problèmes imprévus surgissant dans les bureaux régionaux ou de pays.

Grand Programme 3.4: Représentants de la FAO

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.4.0 Représentants de la FAO	87 430	(5 184)	(5,9%)	82 247
Total	87 430	(5 184)	(5,9%)	82 247

99. La réduction nette au titre de ce Grand Programme a été effectuée moyennant la gestion des vacances de poste du personnel des représentations de la FAO et la suppression progressive d'environ 40 postes des services généraux. Au Siège, OCD réduira son personnel d'appui en éliminant deux postes des services généraux et en réduisant encore les crédits déjà limités alloués aux dépenses hors personnel. Cela réduira l'appui opérationnel et administratif du Siège au réseau des représentants de la FAO.

100. Des mesures correctives seront, dans la mesure du possible, mises en place afin de réduire les effets négatifs de ces réductions. Par exemple, les représentants de la FAO devraient avoir un accès élargi aux ressources mobilisées auparavant par l'intermédiaire du Fonds à petite échelle et du Fonds du PCT pour faciliter l'utilisation de compétences spécialisées locales dans le domaine des techniques et des politiques. On cherchera à renforcer les capacités techniques à l'aide de mesures n'ayant aucun effet sur le budget, comme le placement d'experts de la coopération Sud-Sud/PSSA dans les représentations de la FAO, et l'emploi de cadres associés et de volontaires

provenant de diverses sources. Les programmes de facturation interne et de remboursement des coûts seront réexaminés afin d'établir un meilleur lien entre les fonctions et le volume de travail des représentations de la FAO et les ressources mises à leur disposition.

101. Les réductions décrites ci-dessus, en dépit des mesures correctives évoquées, auront nécessairement des incidences négatives sur la capacité fonctionnelle et opérationnelle du réseau des représentants de la FAO et pourraient réduire la capacité de réponse des bureaux de représentants de la FAO ou l'efficacité des services qu'ils fournissent. Elles pourraient réduire le degré de participation à des activités d'équipe de pays des Nations Unies (par exemple évaluation conjointe/PNUAD), l'appui au niveau des pays à des programmes normatifs ou aux activités de plaider ou de diffusion d'informations des représentants de la FAO. Les effets que cela suppose sur la visibilité et l'efficacité du travail de la FAO varieront bien sûr d'un pays à l'autre.

Grand Programme 3.5: Coopération avec des partenaires extérieurs

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
3.5.1 Organismes multilatéraux et bilatéraux	5 006	(12)	(0,2%)	4 994
3.5.2 Sensibilisation de la société civile et partenariats	6 387	(640)	(10,0%)	5 747
3.5.3 Accords de coopération avec les États Membres et soutien à la CEPD et à la CTPD	1 440	(382)	(26,5%)	1 059
Total	12 833	(1 034)	(8,1%)	11 800

102. Dans le Programme 3.5.1, on prévoit parmi les effets négatifs, la baisse limitée de l'ouverture de crédits, et surtout la perte de postes décentralisés qui auraient dû fournir une assistance précieuse pour des activités essentielles. En conséquence, on peut prévoir des progrès plus lents dans les trois domaines prioritaires suivants:

- expansion du programme du Fonds de financement unilatéral;
- consolidation des programmes de partenariat avec les donateurs, adoption de modalités d'exécution nationales et intégration plus poussée des travaux normatifs et des activités opérationnelles;
- mobilisation de ressources décentralisée aux niveaux régional et national par de nombreux donateurs et institutions multilatérales.

103. La suppression d'un poste d'agent des services généraux à l'appui du Programme des cadres associés limitera la capacité de promouvoir et développer pleinement ce programme de la plus haute utilité.

104. Dans le Programme 3.5.2, les initiatives prévues de diffusion de l'information auprès des ONG et des partenaires du secteur privé devront être révisées à la baisse pour assurer l'accomplissement de tâches essentielles, à la lumière des ressources disponibles. Des efforts seront faits pour identifier des ressources extrabudgétaires afin de compenser en partie la réduction des ressources du Programme ordinaire.

105. Le Programme 3.5.2 comprend également les activités du Département des affaires générales et de l'information et d'autres unités chargées de la coordination, planification et exécution des activités de la Journée mondiale de l'alimentation, l'utilisation des Ambassadeurs de la FAO et la promotion des activités nationales et de la participation de la société civile, par la diffusion d'informations. Afin de poursuivre ces travaux malgré la réduction des ressources et du personnel, on assurera une plus grande intégration des campagnes d'information de la JMA et du TeleFood, y compris l'utilisation des Ambassadeurs de la FAO. L'Internet sera utilisé de façon plus intensive, lorsque cela se justifiera, et le rôle de plaidoyer assuré par les Ambassadeurs de la FAO sera appuyé uniquement à l'aide de financements extrabudgétaires. Les comités nationaux de la FAO seront davantage mis à contribution pour la réalisation d'activités de sensibilisation dans les pays respectifs.

106. Au titre du Programme 3.5.3, la suppression d'un poste du cadre organique et d'un des services généraux réduira la capacité d'OCD à promouvoir pleinement les programmes de partenariat. Dans la mesure du possible, on s'efforcera d'atténuer les effets négatifs de ces mesures par une rationalisation ultérieure des procédures.

Chapitre 4: Programme de coopération technique

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
4.1 Programme de coopération technique	98 645	0	0,0%	98 645
4.2 Unité chargée du PCT	4 403	(20)	(0,5%)	4 382
Total	103 048	(20)	(0,0%)	103 027

107. Les ouvertures de crédits du Chapitre 4 ont été pleinement protégées par rapport au scénario CRZ du PTB.

108. L'Organisation tient compte ainsi des directives des organes directeurs concernant le PCT (par exemple la Résolution 9/89 de la Conférence), des nombreuses expressions de soutien reçues des pays bénéficiaires et du rôle critique et souvent catalytique de l'assistance du PCT, comme expliqué en détail dans le document présentant le PTB.

109. Les inquiétudes exprimées par certains Membres, qui craignaient que les ressources ne soient pas pleinement utilisées, devraient trouver en partie une réponse à la lumière des résultats récents. Les statistiques ci-après révèlent en effet un net redressement de l'exécution de projets en pourcentage des ouvertures de crédits, marquant la fin des problèmes dus en grande partie à la mise en place de la décentralisation.

	1992-93	1994-95	1996-97	1998-99	2000-01	2002-03
Ouverture de crédits biennale	77,4	82,3	85,5	87,3	89,1	89,2
Moyenne des ouvertures de crédits biennales pour les deux derniers exercices		79,9	83,9	86,4	88,2	89,2
Exécution biennale		78,2	79,4	72,9	76,0	107,7
Exécution biennale, en pourcentage des ouvertures de crédits moyennes		97,9	94,6	84,4	86,2	120,8

110. De plus, il convient de noter que le rythme actuel des approbations dépasse le niveau des ouvertures de crédits. Par exemple, en 2002-03, les approbations portaient sur un montant total de 113 millions de dollars EU alors que les ouvertures de crédits n'étaient que de 89,2 millions de dollars EU. Il est évident que le niveau actuel des ouvertures de crédits est insuffisant, ce qui justifie la pleine protection du niveau des ressources allouées dans le scénario de CRZ.

Chapitre 5: Services de soutien

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

	Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
5.1	Soutien à l'information et aux publications	19 965	(1 901)	(9,5%)	18 064
5.2	Administration	50 773	(2 371)	(4,7%)	48 402
Total		70 738	(4 272)	(6,0%)	66 466

Grand Programme 5.1: Soutien à l'information et aux publications

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

	Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
5.1.1	Appui à l'information et aux publications	18 343	(1 855)	(10,1%)	16 487
5.1.9	Gestion du programme	1 622	(45)	(2,8%)	1 577
Total		19 965	(1 901)	(9,5%)	18 064

111. Du fait de la réduction importante des ressources, il ne sera pas possible d'achever la réorganisation de la Division de l'information (GII), comme prévu initialement. La perte de postes rendra nécessaire la réduction des produits et il faudra compter davantage sur les ressources fournies par les départements techniques afin d'assumer les fonctions de gestion des publications et de réaliser des campagnes de diffusion et de communication de l'information. Les ressources hors personnel seront également réduites et tomberont à un niveau critique. Du fait de la baisse des ressources, il faudra notamment réduire la traduction de titres dans des langues non officielles.

Grand Programme 5.2: Administration

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
5.2.1 Services financiers	21 928	(1 114)	(5,1%)	20 813
5.2.2 Services relatifs aux systèmes et technologies d'information	2 050	(14)	(0,7%)	2 036
5.2.3 Services pour les ressources humaines	19 800	(953)	(4,8%)	18 848
5.2.9 Gestion du programme	6 995	(291)	(4,2%)	6 704
Total	50 773	(2 371)	(4,7%)	48 402

112. Lorsqu'il a cherché à réduire les ouvertures de crédits, le Secrétariat s'est efforcé de préserver le personnel, mais compte tenu des ressources hors personnel limitées dont pouvaient disposer les divisions au titre de ce Grand Programme, les réductions ont dû inévitablement porter sur les effectifs, avec une réduction totale de 21 postes.

113. Malgré ces réductions, tous les efforts ont été faits afin de préserver les services de base, mais il pourrait être difficile de maintenir la rapidité d'action et la qualité élevée de ces services. Les principaux effets se feront sentir sur les nouvelles initiatives qui seront fortement réduites. Une évaluation plus détaillée des effets par programme est présentée ci-après.

Programme 5.2.1: Services financiers

114. Il convient de rappeler que la Division des finances (AFF) a pour principale fonction de: gérer le flux des recettes et paiements pour un montant de plus de 1 milliard de dollars EU par an, conformément aux statuts et règlements de l'Organisation et avec les contrôles internes requis, tenir à jour des systèmes pour enregistrer chaque année plus de 3 millions d'entrées dans les livres comptables de l'Organisation, faire rapport sur les résultats opérationnels et financiers et fournir en temps voulu des informations financières à l'Organisation, à tous les niveaux, ainsi qu'aux organes directeurs. La Division des finances prépare les états financiers de l'Organisation conformément aux normes internationales et aux principes comptables, pour que ceux-ci puissent être vérifiés et certifiés par le Commissaire aux comptes. La Division se charge également des placements faits par l'Organisation dans le monde entier, de la gestion des liquidités et des opérations de change nécessaires.

115. La Division AFF a très peu de ressources hors personnel utilisables à sa discrétion et le scénario initial de CRZ avait ajouté trois postes afin de porter les effectifs au niveau minimum recommandé par des consultants indépendants en gestion et répondre aux préoccupations exprimées par le Commissaire aux comptes. Or, du fait des contraintes budgétaires actuelles, il est nécessaire de supprimer cinq postes d'agents des services généraux. Il est clair que cette réduction des effectifs entraînera des retards, ainsi que l'accumulation du travail en souffrance; de plus, l'augmentation du volume de travail pour le personnel restant pourrait accroître les risques d'erreurs, affaiblir les contrôles internes et peser sur la gestion financière.

Programme 5.2.2: Services relatifs aux systèmes et technologies d'information

116. Les crédits de ce programme ne couvrent que les coûts directs de gestion de la Division des systèmes et des techniques d'information (AFI), à l'exception du Directeur et d'une secrétaire

dont le coût est couvert au titre de la gestion du programme. Le reste des coûts et des services relatifs aux technologies de l'information (TI) sont répartis entre les différents programmes utilisant l'infrastructure des technologies de l'information, le réseau et les services de communication, ainsi que les applications informatiques. Le Commissaire aux comptes et les mêmes consultants réputés en gestion ont invité à doter la Division AFI d'effectifs adéquats. Dans les circonstances actuelles, il n'est pas possible de donner suite à ces recommandations et malheureusement, il faudra supprimer certains postes. La réduction générale des crédits du Pool informatique aura des effets sur toutes les activités concernant les systèmes d'information, les communications et les technologies, étant donné que la Division AFI devra fonctionner avec des effectifs et des ressources hors personnel insuffisants pour maintenir les opérations de TI et les projets de base. Les ressources prévues dans le scénario initial de CRZ pour faire face aux menaces croissantes pour la sécurité des systèmes et améliorer le centrage sur la gouvernance devront être réduites.

117. Tout sera fait pour garantir la disponibilité des services en réseau, du courriel, de l'Internet/Intranet et des systèmes d'application informatisés, mais la réduction de l'appui technique aux utilisateurs sera inévitable et il faudra nécessairement plus de temps pour résoudre les problèmes de sorte que les interruptions de service pourraient devenir plus fréquentes et plus longues. Il faudra également réduire les contrats de maintenance avec les fournisseurs pour les équipements informatiques sur lesquels fonctionnent les systèmes de la FAO, y compris Oracle Financials et WAICENT.

118. Dans le domaine des télécommunications, les réductions de ressources auront diverses conséquences négatives: détérioration de l'accès à Internet pour les utilisateurs de la FAO et de l'accès au site Web de la FAO pour les usagers extérieurs; connectivité moindre avec les bureaux des représentants de la FAO; capacité réduite à permettre simultanément l'utilisation de services de vidéo, d'audio et d'interprétation simultanée dans les salles de réunion de la FAO.

119. En ce qui concerne le développement et l'entretien des systèmes informatiques, il y aura une forte réduction des fonds disponibles pour l'utilisation de consultants et de fournisseurs qui appuient le développement, l'amélioration et l'entretien des systèmes de la FAO, ce qui pourrait fortement réduire la capacité de la Division AFI à résoudre les problèmes au niveau des systèmes et à répondre aux demandes de changement.

Programme 5.2.3: Services de gestion des ressources humaines

120. La réduction du budget affectera les services actuellement fournis ainsi que la capacité de la Division AFH à exécuter les activités prévues dans le plan à moyen terme 2004-09. La réduction des ouvertures de crédits a été obtenue par une augmentation des recettes, par l'élimination de postes et par la réduction de ressources hors personnel. La Division AFH sera obligée de se concentrer sur ses services essentiels (conseil juridique et de politique, suivi, gestion des effectifs et des recrutements, valorisation du personnel et sécurité sociale) et il ne restera que des ressources limitées pour de nouvelles initiatives.

121. Parmi les domaines prioritaires qui pourraient être touchés, on peut citer: le nouveau programme de gestion du comportement professionnel; les activités de mise en valeur du personnel, notamment l'introduction de la gestion axée sur les compétences et l'appui à l'interdisciplinarité; la mise en œuvre du progiciel d'information de gestion Oracle Human Resources; la restructuration de la catégorie des services généraux; les études de classement par groupes d'occupation; les conseils juridiques aux gestionnaires sur le droit du travail; la participation à des réunions interinstitutions et à des groupes de travail interdépartementaux; et la sensibilisation des gestionnaires aux approches de prévention en lieu et place de procédures formelles de recours dans le cas de conflits avec le personnel.

122. Les services seront également réduits dans d'autres domaines comme la gestion du programme des volontaires, les réponses aux candidatures spontanées et la mise à jour du fichier de candidats de l'Organisation. Des réductions considérables de service pourraient se produire en ce qui concerne l'appui aux groupes de sélection du personnel, le suivi et l'établissement de rapports sur les vacances de postes ainsi que la rationalisation du Manuel administratif de la FAO. La Division AFH envisagera également de recourir davantage à une politique de tarification de ses services dans des domaines comme les missions de recrutement et la formation sur le cycle des projets auprès des bureaux décentralisés. Dans le Service médical, la réduction des ressources hors personnel exclura la possibilité de réaliser des activités de prévention ou de traitement de grande ampleur et il ne sera pas possible d'acquérir de nouveaux équipements.

Programme 5.2.9: Gestion du programme

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Entité de programme		Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
5.2.9.1	Direction du Département	4 229	(178)	(4,2%)	4 051
5.2.9.2	Direction divisionnaire	2 766	(113)	(4,1%)	2 653
Total		6 995	(291)	(4,2%)	6 704

123. L'élimination de cinq postes d'agents des services généraux et d'un poste du cadre organique est nécessaire au MSS (bien que cela n'apparaisse pas dans le tableau). Ces suppressions auront un impact sur la fourniture de services d'appui financier aux divisions. Il faudra réduire les activités d'assistance aux usagers et l'appui à la formation. L'examen et le suivi des lettres d'accord seront transférés aux départements, qui seront invités à prendre leurs propres arrangements de suivi et de contrôle.

Chapitre 6: Charges communes

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
6.0 Charges communes	55 233	(2 747)	(5,0%)	52 486
Total	55 233	(2 747)	(5,0%)	52 486

124. Le Chapitre 6 couvre les services fournis au Siège par la Division AFS, y compris l'entretien des bâtiments, le courrier et la valise diplomatique, les achats et la sécurité, ainsi que les crédits prévus pour des services similaires dans les bureaux décentralisés. La réduction des ressources se fait sentir principalement au niveau des effectifs, étant donné qu'une part importante des crédits d'AFS pour les dépenses hors personnel est destinée à couvrir des coûts fixes, comme le coût des équipements collectifs et des infrastructures ou des dépenses obligatoires destinées à satisfaire aux normes de sûreté et de sécurité imposées par la loi. Cependant, les crédits alloués aux ressources hors personnel ont également dû être révisés à la baisse, entraînant une réduction de certains services d'infrastructure, qui risque de poser des problèmes de sûreté.

125. Dans le secteur des infrastructures, le budget reflète l'élimination d'un certain nombre de postes d'artisan de niveau débutant et de postes de personnel d'appui. La réduction du personnel d'appui signifie qu'une part plus importante des services devra être externalisée et il a été proposé de reclasser plusieurs postes pour assurer le contrôle renforcé que cette situation exige. Toutefois, il existe un risque accru d'un contrôle insuffisant sur des fonctions vitales telles que l'approvisionnement en électricité et en eau. De plus, aucune flexibilité ne serait laissée aux gestionnaires dans ces secteurs. Alors que l'Organisation a pu attirer des contributions extrabudgétaires pour améliorer les locaux du Siège, elle ne disposera pas des ressources subsidiaires nécessaires pour assurer un suivi adéquat des travaux réalisés par des sociétés extérieures pour le compte de différents bailleurs de fonds.

126. S'agissant des services de planton, de courrier et de valise diplomatique, il y aura des réductions au niveau des services de portage/déménagement, du maintien de stocks de publications et de la manutention et de l'expédition de publications de la FAO. Le budget est également établi en prévision d'une restructuration de la gestion des dossiers courants et des fichiers, ainsi que d'un transfert de l'administration des listes de distribution aux usagers.

127. La réduction des crédits dans le domaine des contrats et achats aura sans nul doute un effet sur la qualité et la rapidité des services fournis. Une délégation d'autorité accrue aux Directeurs de division pour les achats locaux, destinée à réduire la pression sur le Service des contrats et achats, aura pour corollaire une diminution du contrôle central sur les achats et un traitement non homogène des achats au sein de l'Organisation. Le Service des contrats et achats sera moins à même d'améliorer sa base de données de fournisseurs et de l'exploiter pleinement, ainsi que de fournir en temps voulu des informations précises sur ses activités.

128. Dans ce Chapitre, seules des réductions minimales sont proposées pour les ressources hors personnel au titre de la gestion et des services de sécurité. Des vérifications récentes ont fait apparaître l'écart existant entre les besoins de la sécurité et de la sûreté et la situation actuelle à la FAO. Toutefois, les contraintes budgétaires ne permettront pas à la FAO de combler cet écart autant qu'elle le souhaiterait.

Chapitre 7: Imprévus

(tous les montants sont exprimés en milliers de \$ EU)

Grand Programme	Croissance réelle zéro du Programme de travail aux coûts de 2004-05	Variation de programme	Variation en pourcentage	Programme de travail révisé
7.0 Imprévus	600	0	0,0%	600
Total	600	0	0,0%	600

129. Aucun changement n'a été apporté.

Annexe I: Résolution 7/2003 de la Conférence sur les ouvertures de crédits 2004-05

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné le Programme de travail et budget présenté par le Directeur général,

1. **Approuve** une ouverture nette de crédits d'un montant total de 749 100 000 dollars EU pour l'exercice 2004-05 et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, **approuve** le Programme de travail et budget proposé par le Directeur général, comme suit :

- a) Des crédits budgétaires sont ouverts pour les objets suivants:

	\$EU
Chapitre 1 – Politique et direction générales	60 521 000
Chapitre 2 – Programmes techniques et économiques	332 762 000
Chapitre 3 – Coopération et partenariats	147 155 000
Chapitre 4 – Programme de coopération technique	101 310 000
Chapitre 5 – Services de soutien	60 465 000
Chapitre 6 – Charges communes	46 287 000
Chapitre 7 – Imprévus	600 000
Ouverture totale de crédits (chiffre net)	749 100 000
Chapitre 8 – Transfert au Fonds de péréquation des impôts	96 960 000
Ouverture totale de crédits (chiffre brut)	846 060 000

- b) Les crédits budgétaires (chiffre brut) ouverts au paragraphe a) ci-dessus, plus un montant de 14 100 000 dollars EU destiné à financer l'amortissement de l'assurance maladie après la cessation de service, seront couverts par les contributions des États Membres, sauf un montant de 9 195 000 dollars EU, qui sera financé par les Recettes accessoires, ce qui ramènera les contributions dues par les États Membres à 850 965 000 dollars EU.
- c) Pour le calcul de la contribution effectivement due par chaque État Membre, il sera déduit de sa quote-part le montant figurant à son crédit au Fonds de péréquation des impôts, à condition que le crédit d'un État Membre qui perçoit des impôts sur les traitements, émoluments et indemnités versés par la FAO aux fonctionnaires soit diminué du montant estimatif que la FAO devra rembourser à ce titre aux fonctionnaires intéressés. Un montant provisionnel de 2 800 000 dollars EU a été retenu à cette fin.
- d) Les contributions dues par les États Membres en 2004 et 2005 seront payées conformément au barème adopté par la Conférence à sa trente-deuxième session. Déduction faite des sommes portées au crédit des États Membres au Fonds de

péréquation des impôts, les montants nets payables s'élèvent au total à 756 805 000 dollars EU.

- e) Les contributions sont fixées en dollars EU et en euros et comprendront 341 601 000 dollars EU et 348 911 000 euros, soit environ 45 pour cent des contributions en dollars EU et 55 pour cent en euros.
- f) Les ouvertures de crédits ci-dessus sont calculées au taux de 1 € = 1,19 \$EU;

2. **Demande** au Directeur général de préparer des propositions pour ajuster le Programme de travail approuvé, compte tenu des priorités définies par le Conseil et la Conférence, ainsi que des critères pour la fixation des priorités initialement établis par le Conseil à sa cent dixième session et examinés par le Comité du Programme à sa quatre-vingt-neuvième session, et de les soumettre à la prochaine session du Comité du Programme et du Comité financier et à leur prochaine réunion conjointe, pour approbation;
3. **Invite** le Directeur général à soumettre au Comité financier des propositions pour la réallocation des arriérés, dont l'emploi était régi par la résolution 6/2001 de la Conférence, afin de couvrir les dépenses ponctuelles de réaffectation du personnel et de cessation de service, rendues nécessaires par cette réduction du budget.

(Adoptée le 5 décembre 2003)

Annexe II: Nouveaux postes financés au titre du Programme Ordinaire et postes supprimés

Nouveaux postes financés au titre du Programme ordinaire et postes supprimés (à l'exclusion des fonctionnaires recrutés sur le plan national et des agents des services généraux des représentations de la FAO)

Nouveaux postes		
Unité	Classe	Titre du poste
ESD	G-3	Préposé aux dossiers courants (transféré de ESN)
ESC	G-6	Adjoint à la recherche
TCD	G-6	Cartographe adjoint (transféré de TCI)
	G-3	Préposé aux dossiers courants
TCA	P-4	Chargé de programme (transféré de TCI)
GII	P-5	Fonctionnaire principal chargé de l'information
SLAC	P-5	Fonctionnaire chargé de la formation et de la vulgarisation agricoles (transféré de SDR)

Postes supprimés		
Unité	Classe	Titre du poste
ODG	G-5	Commis d'administration
	G-4	Commis (2 postes)
	G-3	Commis
SAD	P-4	Chargé de liaison
AUD	G-6	Adjoint à la vérification
LEG	P-4	Juriste
	G-4	Commis dactylographe
	G-3	Commis dactylographe
PBE	P-3	Chargé du programme et du budget
	P-2	Chargé du programme et du budget
	G-5	Secrétaire
OCD	P-3	Chargé de la coordination (CTPD/CTPT)
	G-4	Commis au personnel
	G-4	Commis au Programme
	G-2	Commis aux dossiers courants
AGA	P-4	Spécialiste de la production animale (Nutrition animale)
	P-3	Spécialiste de la production animale (Petits animaux)
	P-3	Économiste spécialiste de l'élevage
	G-4	Commis sténographe
AGE	P-5	Fonctionnaire principal (Sélection végétale et phytogénétique)
AGL	P-5	Fonctionnaire principal (Aménagement des sols)
	P-4	Fonctionnaire technique (Gestion des réseaux d'irrigation)
	P-3	Fonctionnaire technique (SIG)
	P-2	Chargé de l'appui au programme
AGP	P-5	Fonctionnaire principal (Riziculture)
	P-3	Fonctionnaire agricole (Céréales)
AGS	P-5	Fonctionnaire technique (Technologies après récolte)
	P-3	Économiste agricole (Systèmes de production)

Postes supprimés		
Unité	Classe	Titre du poste
	P-3 P-2	Économiste de la commercialisation Ingénieur agricole
ESA	P-3 P-5 P-2 G-6 G-4 G-4 G-3 G-3	Économiste (Sécurité alimentaire) Économiste principal Spécialiste des produits Adjoint à la recherche (2 postes) Commis dactylographe Commis aux statistiques (2 postes) Commis aux dossiers courants Commis aux statistiques
ESN	P-4 P-3 G-5 G-4 G-3	Nutritionniste (Nutrition, éducation et communication) Nutritionniste (Éditeur technique) Commis à l'édition Sténographe bilingue Commis aux dossiers courants (transféré à ESD)
ESS	P-4 P-2 G-4 G-4 G-3	Statisticien Statisticien (3 postes) Commis sténographe Commis aux statistiques Commis aux statistiques
FID	P-4 G-3	Spécialiste des technologies de l'information (M/T) Commis aux statistiques
FOD	P-4 G-4	Forestier Commis aux opérations
FOP	P-3 G-6 G-5	Forestier (Produits forestiers non ligneux) Adjoint à la statistique (2 postes) Commis aux statistiques
SDD	G-2	Commis/Mécanographe
SDA	P-4	Spécialiste des coopératives et organisations rurales
SDR	D-1 P-5 P-4 P-4 P-3 P-2 G-4	Chef Spécialiste de la formation et de la vulgarisation agricoles (transféré à SLAC) Spécialiste de la recherche agricole (Science et technologie) Spécialiste de la télédétection (Forêts) Spécialiste de l'éducation agricole Spécialiste de l'environnement (Changements planétaires) Dactylographe bilingue
SDW	G-3	Secrétaire
TCD	G-5 G-5 G-3	Commis Commis au programme Commis dactylographe (2 postes)
TCA	G-5	Commis aux informations sur les opérations
TCI	D-1 P-5 P-5	Chef Économiste agricole Fonctionnaire agricole
	P-5	Fonctionnaire agricole (Sécurité alimentaire et développement durable)
	P-4	Économiste

Postes supprimés		
Unité	Classe	Titre du poste
	P-4	Ingénieur (Mise en valeur des terres et des eaux)
	P-4	Économiste chargé des ressources naturelles
	P-4	Sociologue rural
	P-4	Chargé de programme (transféré à TCA)
	P-3	Économiste agricole
	P-3	Économiste
	G-6	Cartographe adjoint (transféré à TCD)
	G-5	Commis aux archives et à la documentation
	G-4	Sténographe bilingue
	G-4	Commis dactylographe
	G-3	Dactylographe bilingue
	G-3	Commis dactylographe
	G-3	Sténographe
TCO	P-4	Spécialiste de la sécurité alimentaire
	G-5	Commis aux opérations
AFD	P-4	Administrateur (Finances)
	G-7	Adjoint au personnel
	G-6	Aide comptable
	G-3	Commis (3 postes)
AFI	P-2	Analyste programmeur
	G-3	Opérateur sur ordinateur
	G-3	Technicien chargé du réseau téléphonique
	G-2	Commis à l'appui informatique
AFF	G-5	Commis à la comptabilité
	G-4	Commis à la comptabilité (3 postes)
	G-3	Commis dactylographe
AFH	P-3	Spécialiste des ressources humaines
	P-2	Administrateur du personnel
	G-4	Commis chargé du personnel
	G-3	Commis aux dossiers courants
AFS	P-2	Archiviste, administration des fichiers
	G-3	Commis
	G-3	Commis aux données (3 postes)
	G-3	Commis aux inventaires (2 postes)
	G-2	Forgeron (2 postes)
	G-2	Menuisier (2 postes)
	G-2	Électricien
	G-2	Commis au courrier et à la distribution
	G-2	Commis au courrier
	G-2	Maçon
	G-2	Plombier
GID	G-4	Commis dactylographe
GIC	P-5	Chef
	G-6	Adjoint à la correspondance
	G-3	Commis dactylographe
	G-2	Commis aux visas

Postes supprimés		
Unité	Classe	Titre du poste
GII	P-3	Chargé de la production vidéo
	P-2	Chargé de l'information (2 postes)
	P-2	Coordonnateur de la production des publications
	P-2	Chargé des opérations de publication (2 postes)
	G-5	Commis à l'information (Distribution)
	G-3	Technicien vidéo
GIL	P-4	Spécialiste de la gestion de l'information (COAIM)
	P-3	Chargé de la gestion de l'information (métadonnées/catalogage)
	P-3	Spécialiste des sources d'informations
	P-2	Spécialiste des sources d'informations
	P-2	Spécialiste de l'information technique
	G-5	Commis d'administration
	G-5	Secrétaire
	G-4	Commis à la documentation
RAF	P-4	Chargé de projets (opérations)
	P-3	Spécialiste du développement des systèmes agricoles
	P-3	Chargé des politiques
	P-3	Chargé des politiques/programmes
	P-3	Spécialiste des ressources en eau
	G-6	Adjoint administratif
	G-6	Adjoint au personnel
	G-4	Commis dactylographe
	G-4	Commis aux opérations
	G-4	Commis aux dossiers courants
	G-4	Secrétaire (2 postes)
	G-3	Commis à la comptabilité
	G-3	Commis
	G-3	Commis (voyage)
	G-3	Commis dactylographe (2 postes)
	G-3	Commis bibliothécaire
	G-2	Chef du nettoyage
	G-2	Commis/magasinier
	G-1	Agent de nettoyage
G-1	Planton	
SAFR	P-4	Chargé des politiques
RAP	P-4	Chargé des politiques
	P-2	Fonctionnaire technique (Protection végétale)
REU	P-3	Chargé de programme (Parité et développement)
SEUR	P-4	Économiste
	P-3	Chargé des politiques
RLC	P-4	Spécialiste des technologies alimentaires et des agro-industries
	P-4	Chargé d'information
	P-4	Chargé des politiques (2 postes)
	G-2	Commis dactylographe
	G-2	Opérateur chargé des télécopies et du courrier
RNE	P-4	Spécialiste de la commercialisation des produits agricoles, des finances rurales et du développement agro-industriel

Postes supprimés		
Unité	Classe	Titre du poste
	P-4	Aide bibliothécaire
	P-4	Statisticien
	P-3	Chargé des politiques
	P-2	Forestier

Annexe III: Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
1.1.1.1	Conférence					
CC	701-33	Conférence (33 ^e session)	III 1	AArCEFAI	GOV	824 000
1.1.1.1 TOTAL						824 000
1.1.1.2	Conseil					
CC	702-127	Conseil (127 ^e session)	V 1	AArCEF	GOV	264 000
CC	702-128	Conseil (128 ^e session)	V 1	AArCEF	GOV	264 000
CC	702-129	Conseil (129 ^e session)	V 1	AArCEF	GOV	125 000
CC	702-130	Conseil (130 ^e session)	V 1	AArCEF	GOV	40 000
1.1.1.2 TOTAL						693 000
1.1.1.3	Comité financier					
CC	704-105	Comité financier (105 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	704-106	Comité financier (106 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	704-107	Comité financier (107 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	704-108	Comité financier (108 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
1.1.1.3 TOTAL						259 000
1.1.1.4	Comité du programme					
CC	703-91	Comité du programme (91 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	703-92	Comité du programme (92 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	703-93	Comité du programme (93 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
CC	703-94	Comité du programme (94 ^e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	64 750
1.1.1.4 TOTAL						259 000
1.1.1.5	Comité des questions constitutionnelles et juridiques					
CC	705-76	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (76 ^e session)	V-6 1	AArEF	GOV	15 000
CC	705-77	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (77 ^e session)	V-6 1	AArEF	GOV	15 000
CC	705-78	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (78 ^e session)	V-6 1	AArEF	GOV	15 000
CC	705-79	Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (79 ^e session)	V-6 1	AArEF	GOV	15 000
1.1.1.5 TOTAL						60 000
1.1.1.7	Conférences régionales					
RAF	706-23	Conférence régionale pour l'Afrique (ARC) (23 ^e session)	VI-5 1	AArEF	GOV	187 300
RAP	708-27	Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique (27 ^e session)	VI-5 1	ACF	GOV	165 000
REU	701-33	Commission européenne d'agriculture (33 ^e session)	VI-1 1	AEF	GOV	16 800
REU	709-24	Conférence régionale pour l'Europe (24 ^e session)	VI-5 1	AEFAI	GOV	69 000
RLC	710-28	Conférence régionale pour l'Amérique latine et les	VI-5 1	AEF	GOV	176 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
RNE	711-27	Conférence régionale pour le Proche-Orient (27e session)	VI-5 1	AArF	GOV	110 000
1.1.1.7 TOTAL						724 100
2.1.0.P1 Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA)						
AGD	725-10	Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (10e session)	VI-1 1	AArCEF	GOV	140 500
AGD	802	Deuxième réunion de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, agissant en tant que Comité provisoire du Traité international sur les ressources	VI.1 1	AArCEF	GOV	140 500
2.1.0.P1 TOTAL						281 000
2.1.0.S1 Comité de l'agriculture (COAG)						
COAG	701-18	Comité de l'agriculture (COAG) (18e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	14 000
COAG	701-19	Comité de l'agriculture (COAG) (19e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	92 000
2.1.0.S1 TOTAL						106 000
2.1.1.A2 Productivité des terres et des sols						
RAP	803	Consultation d'experts sur les pratiques de conservation des terres et des eaux en agriculture non irriguée	VI-4 3	A	ISE	3 000
RAP	807	Consultation d'experts sur les systèmes de gestion des terres, des eaux et des éléments nutritifs, adaptés à divers sites, dans un système axé sur la riziculture	VI-4 3	A	ISE	3 000
RAP	808	Consultation d'experts sur le zonage agro-écologique pour une bonne efficacité de la production végétale et de l'occupation des sols	VI-4 3	A	ISE	3 000
2.1.1.A2 TOTAL						9 000
2.1.1.A3 Gestion intégrée et planification des terres, des eaux et des éléments nutritifs des plantes et formulation des politiques						
RNE	708-3	Commission de l'agriculture et de l'utilisation des terres et des eaux pour le Proche-Orient	VI-1 1	AAr	GOV	30 000
2.1.1.A3 TOTAL						30 000
2.1.2.P1 Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)						
AGP	728-4	Comité de fixation de normes (4e session)	VI-4 3	A	ISE	1 500
AGP	728-5	Comité de fixation de normes (5e session)	VI-4 3	A	ISE	1 500
AGP	729-6	Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (6e session)	VI-4 1	AArCEF	GOV	80 500
AGP	729-7	Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (7e session)	VI-4 1	AArCEF	GOV	84 100
AGP	806-17	Consultation technique des organisations régionales de protection des végétaux (17e session)	0 3	A	ISE	2 000
RAP	704-24	Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (24e session)	XIV 1	A	GOV	3 000
RAP	809	Consultation d'experts sur le renforcement des installations de quarantaine végétale aux frontières terrestres de pays d'Asie	VI-4 3	A	ISE	3 000
2.1.2.P1 TOTAL						175 600

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
2.1.2.P2 Gestion des pesticides						
AGP	716-29	Réunion conjointe sur les résidus de pesticides du Groupe d'experts FAO des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement et du Groupe OMS d'évaluation toxicologique de base (29e session)	VI-4 3	A	ISE	1 400
AGP	716-30	Réunion conjointe sur les résidus de pesticides du Groupe d'experts FAO des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement et du Groupe OMS d'évaluation toxicologique de base (30e session)	VI-4 3	A	ISE	0
AGP	717-10	Réunion conjointe FAO/OMS pour les spécifications des pesticides (10e session)	VI-4 3	A	ISE	0
AGP	717-11	Réunion conjointe FAO/OMS pour les spécifications des pesticides (11e session)	VI-4 3	A	ISE	0
AGP	718-1	Groupe d'experts FAO de la gestion des pesticides (1re session)	VI-4 3	A	ISE	1 400
AGP	718-2	Groupe d'experts FAO de la gestion des pesticides (2e session)	VI-4 3	A	ISE	1 400
AGP	806-16	Consultation technique des organisations régionales de protection des végétaux (16e session)	0 3	A	ISE	2 000
AGP	811-11	Comité de négociation intergouvernemental - Première Conférence des parties -Convention de Rotterdam (11e session)	VI-5 2	AArCEFR	GOV	0
AGP	811-12	Conférence des parties (2e session) - Convention de Rotterdam	VI-5 2	AArCEFR	GOV	90 000
AGP	815-5	Comité provisoire d'étude des produits chimiques (5e session)	VI-5 2	A	GOV	0
AGP	815-6	Comité d'étude des produits chimiques (1re session)	VI-5 2	A	GOV	3 500
RAP	901	Atelier sur l'harmonisation des règlements concernant les pesticides pour sept pays d'Asie	4	A	GDE	3 000
2.1.2.P2 TOTAL						102 700
2.1.2.P3 Lutte raisonnée contre les migrants nuisibles						
RAP	804	Consultation d'experts sur le renforcement des capacités pour le contrôle des insectes migrants envahissants et autres animaux nuisibles et la lutte contre ceux-ci	VI-4 3	A	ISE	3 000
2.1.2.P3 TOTAL						3 000
2.1.2.P4 Soutien technique au Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture						
AGP	813-3	Groupe de travail intergouvernemental sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (3e session)	VI-5 2	AArCEF	GOV	40 000
2.1.2.P4 TOTAL						40 000
2.1.3.A3 Contribution de l'élevage à la lutte contre la pauvreté						
AGA	812	Consultation d'experts sur la contribution de l'élevage à l'atténuation des effets du VIH/Sida dans les communautés affectées	VI-4 3	A	ISE	2 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
2.1.3.A3 TOTAL						2 000
2.1.3.A5	Élaboration de la Stratégie mondiale pour la gestion des ressources génétiques des animaux d'élevage					
AGA	712-4	Groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (4e session)	VI-1 2	AArCEFR	GOV	58 000
2.1.3.A5 TOTAL						58 000
2.1.3.A6	Gestion de la santé publique vétérinaire et sécurité des produits d'alimentation humaine et animale					
AGA	814	Consultation d'experts sur le renforcement des capacités nationales et régionales pour la surveillance, le diagnostic et la maîtrise des zoonoses	VI-4 3	A	ISE	0
2.1.3.A6 TOTAL						0
2.1.3.A7	EMPRES - Élevage					
AGA	701-36	Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (36e session)	XIV 1	AF	GOV	0
AGA	705	Groupe de recherche du Comité technique permanent de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse	XIV 3	A	ISE	0
AGA	705	Groupe de recherche du Comité technique permanent de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse	XIV 3	A	ISE	0
AGA	803	Consultation d'experts sur le Programme EMPRES	VI-4 3	A	ISE	0
AGA	803	Consultation d'experts sur le Programme EMPRES	VI-4 3	A	ISE	1 000
AGA	807-70	Comité exécutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (70e session)	XIV 1	A	GOV	0
AGA	807-71	Comité exécutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (71e session)	XIV 1	A	GOV	0
AGA	807-72	Comité exécutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (72e session)	XIV 1	A	GOV	0
AGA	809	Consultation technique sur le Programme mondial d'éradication de la peste bovine	VI-5 2	F	GOV	1 000
2.1.3.A7 TOTAL						2 000
2.1.3.A8	Technologies et systèmes d'utilisation efficace des ressources naturelles pour les productions animales					
AGA	813	Consultation d'experts sur les bonnes pratiques assurant le bien-être des animaux	VI-4 3	A	ISE	0
2.1.3.A8 TOTAL						0
2.1.3.A9	Maîtrise écologique des maladies transmises par des insectes					
AGA	709	Groupe de coordonnateurs du Groupe consultatif du PLTA	VI-4 3	A	ISE	4 000
AGA	709	Groupe de coordonnateurs du Groupe consultatif du PLTA	VI-4 3	A	ISE	4 000
AGA	804	Comité du Programme de lutte contre la trypanosomose	VI-4 3	A	ISE	2 500
AGA	804	Comité du Programme de lutte contre la trypanosomose	VI-4 3	A	ISE	2 500
RAF	805	Réunion des chargés de liaison de la FAO sur la trypanosomose africaine en Afrique centrale et occidentale	VI-5 2	AF	GOV	20 200

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
2.1.3.A9 TOTAL						33 200
2.1.3.B1	Analyse et élaboration de stratégies pour le secteur de l'élevage					
AGA	811	Consultation d'experts sur les pauvres et la révolution de l'élevage - menace ou opportunité	VI-4 3	A	ISE	0
2.1.3.B1 TOTAL						0
2.1.3.P1	Système mondial d'information sur l'élevage et cadre pour les connaissances					
RAP	702-28	Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique (28e session)	XIV 1	A	GOV	3 000
RAP	702-29	Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique (29e session)	XIV 1	A	GOV	3 000
2.1.3.P1 TOTAL						6 000
2.1.3.S1	Conseils aux États membres et soutien du Programme de terrain					
RLC	703-9	Commission du développement de l'élevage en	VI-1 1	AE	GOV	33 000
2.1.3.S1 TOTAL						33 000
2.2.0.S1	Fourniture de services au Comité de la sécurité alimentaire mondiale					
ESA	728-30	Comité de la sécurité alimentaire mondiale (30e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	93 500
ESA	728-31	Comité de la sécurité alimentaire mondiale (31e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	93 500
2.2.0.S1 TOTAL						187 000
2.2.1.A4	Mesures communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages					
RAP	801	Consultation régionale d'experts du Réseau Asie-Pacifique pour l'alimentation et la nutrition concernant les aliments fonctionnels et leurs apports journaliers	VI-4 3	A	ISE	2 500
2.2.1.A4 TOTAL						2 500
2.2.1.P1	Évaluation des besoins nutritionnels et alimentaires pour la sécurité et la qualité des aliments					
ESN	901-1	Atelier technique sur la mise à jour des besoins en matière de macro et micronutriments	4	A	GDE	1 900
ESN	901-2	Atelier technique sur la mise à jour des besoins en matière de macro et micronutriments	3	A	ISE	1 900
2.2.1.P1 TOTAL						1 900
2.2.1.P2	Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (Codex Alimentarius)					
CX	701-27	Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius (27e session)	VI 1	AArCEF	GOV	134 000
CX	701-28	Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius (28e session)	VI 1	AArCEF	GOV	134 000
CX	702-53	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (53e session)	VI 1	AArEF	GOV	23 700
CX	702-54	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (54e session)	VI 1	AArEF	GOV	23 700
CX	702-55	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (55e session)	VI 1	AArEF	GOV	23 700

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
CX	702-56	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (56e session)	VI 1	AArEF	GOV	23 700
CX	702-57	Comité Exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (57e session)	VI 1	AArEF	GOV	23 700
CX	703-6	Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers (6e session)	VI 1	AEF	GOV	0
CX	706-24	Comité de coordination du Codex pour l'Europe (24e session)	VI-1 1	AEF	GOV	22 500
CX	707-16	Comité de coordination du Codex pour l'Afrique (16e session)	VI-1 1	AArF	GOV	34 500
CX	709-19	Comité du Codex sur les graisses et les huiles (19e session)	VI 1	AEF	GOV	0
CX	711-36	Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (36e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	711-37	Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (37e Session)	VI 1	AEF	GOV	0
CX	712-36	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (36e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	712-37	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (37e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	713-22	Comité du codex sur les fruits et légumes traités (22e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	714-32	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (32e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	714-33	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (33e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	715-25	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (25e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	715-26	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (26e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	716-20	Comité du Codex sur les principes généraux (20e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	716-21	Comité du Codex sur les principes généraux (21e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	716-22	Comité du Codex sur les principes généraux (22e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	718-36	Comité du Codex sur les résidus de pesticides (36e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	718-37	Comité du Codex sur les résidus de pesticides (37e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	720-26	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (26e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	720-27	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (27e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	722-27	Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (27e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	723-10	Comité du Codex sur l'hygiène de la viande et de la volaille (10e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	723-11	Comité du Codex sur l'hygiène de la viande et de la volaille (11e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
CX	725-14	Comité de coordination régional FAO/OMS pour	VI-1 1	AE	GOV	19 700
CX	727-14	Comité de coordination régional FAO/OMS pour l'Asie (14e session)	VI-1 1	ACF	GOV	27 500
CX	730-15	Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (15e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	731-12	Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (12e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	732-8	Comité de coordination régional FAO/OMS pour l'Amérique du Nord et le Sud-Ouest du Pacifique (8e session)	VI-1 1	AEF	GOV	19 000
CX	733-13	Comité du Codex sur les systèmes de certification et d'inspection des importations et des exportations alimentaires (13e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	733-14	Comité du Codex sur les systèmes de certification et d'inspection des importations et des exportations alimentaires (14e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
CX	734-3	Comité de coordination régional FAO/OMS pour le Proche-Orient (3e session)	VI-1 1	AArF	GOV	26 600
CX	801-4	Groupe de travail intergouvernemental spécial du Codex sur les jus de fruits et légumes (4e session)	VI-1 1	AEF	GOV	0
2.2.1.P2 TOTAL						536 300
2.2.1.P5 Contrôle de la qualité des produits alimentaires et protection des consommateurs						
ESN	801	Conférence régionale FAO/OMS sur la sécurité sanitaire des aliments pour l'Asie et le Pacifique	VI-5 2	AC	GOV	29 350
ESN	802-2	Forum mondial FAO/OMS des responsables de la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments (2e session)	VI-5 2	AEF	GOV	33 600
ESN	803	Conférence régionale FAO/OMS sur la sécurité sanitaire des aliments pour le Proche-Orient	VI-5 2	AAr	GOV	21 000
ESN	806	Consultation d'experts sur l'approche de la sécurité sanitaire des aliments axée sur la filière alimentaire	VI-5 2	A	GOV	1 500
2.2.1.P5 TOTAL						85 450
2.2.1.P6 Évaluation de la sécurité des aliments et système d'alerte rapide						
ESN	705-62	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (résidus de produits vétérinaires) (62e session)	VI-2 3	A	ISE	2 300
ESN	705-63	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (63e session)	VI-2 3	A	ISE	400
ESN	705-64	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (64e session)	VI-2 3	A	ISE	2 300
ESN	705-65	Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (65e session)	VI-2 3	A	ISE	400
ESN	804	Consultation d'experts FAO sur les nouveaux aliments	VI-4 3	A	ISE	1 500
ESN	805-1	Consultation mixte FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques (1re session)	VI-4 3	A	ISE	2 300

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
ESN	805-2	Consultation mixte FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques (2e session)	VI-4 3	A	ISE	2 300
ESN	805-3	Consultation mixte FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques (3e session)	VI-4 3	A	ISE	2 300
ESN	805-4	Consultation mixte FAO/OMS d'experts de l'évaluation des risques microbiologiques (4e session)	VI-4 3	A	ISE	2 300
2.2.1.P6 TOTAL						16 100
2.2.1.S1 Services de soutien technique aux États Membres et au Programme de terrain						
RAP	811	Consultation régionale d'experts du Réseau Asie-Pacifique pour l'alimentation et la nutrition sur les initiatives du SICIIV dans la région Asie et Pacifique	VI-4 3	E	ISE	2 500
2.2.1.S1 TOTAL						2 500
2.2.2.P3 Élaboration de statistiques agricoles						
RAF	701-19	Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique (19e session)	VI-1 1	AF	GOV	35 000
RAF	803	Consultation d'experts sur les statistiques concernant les agro-industries	VI-4 3	A	ISE	3 100
RAP	806	Consultation régionale d'experts sur l'analyse et la diffusion des données concernant les secteurs alimentaire et agricole	VI-4 3	A	ISE	3 000
RLC	801	Consultation d'experts sur les statistiques de l'élevage	VI-2 3	E	ISE	3 000
2.2.2.P3 TOTAL						41 000
2.2.2.S1 Services de soutien technique aux États membres et au Programme de terrain						
ESS	704-27	Groupe d'étude des statistiques alimentaires et agricoles en Europe de la FAO/CEE/CSE (27e session)	VI-1 1	AFR	GOV	0
ESS	705-23	Groupe de travail FAO-OEA-CIE/IICA sur les statistiques de l'agriculture et de l'élevage en	VI-2 3	AE	ISE	15 000
ESS	706	Groupe consultatif d'experts en statistiques	VI-2 3	A	ISE	3 000
RAF	804	Consultation d'experts sur les statistiques relatives à l'agriculture et à l'horticulture urbaines	VI-4 3	A	ISE	2 940
RAP	703-20	Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique (20e session)	VI-1 1	AF	GOV	24 000
2.2.2.S1 TOTAL						44 940
2.2.2.S2 Assistance aux pays pour le renforcement de leurs capacités en matière d'information sur l'agriculture et l'alimentation par WAICENT						
GIL	804-3	3e Consultation sur la gestion de l'information agricole	VI 5 2	AArCEF	GOV	47 000
2.2.2.S2 TOTAL						47 000
2.2.3.S1 Services de soutien technique aux États membres et au Programme de terrain						
ESC	701-65	Comité des produits (65e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	53 680
ESC	706-9	Sous-groupe des cuirs et peaux (9e session)	V-6 1	AArEF	GOV	33 600

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
ESC	709-30	Session conjointe du Groupe intergouvernemental sur les céréales (30e session) et du Groupe intergouvernemental sur le riz (41e session)	V-6 1	AArEF	GOV	33 600
ESC	710-14	Groupe intergouvernemental sur les agrumes (14e session)	V-6 1	AEF	GOV	21 060
ESC	712-35	Groupe intergouvernemental sur le jute, le kénaf et les fibres apparentées (35e session)	V-6 1	AEF	GOV	32 750
ESC	714-30	Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses (30e session)	V-6 1	AArEF	GOV	33 600
ESC	716-4	Groupe intergouvernemental sur la banane et sur les fruits tropicaux (4e session)	V-6 1	AEF	GOV	21 060
ESC	720-33	Groupe intergouvernemental sur les fibres dures (33e session) - Sous-groupe des pays producteurs de sisal et de henequen (14e session)	V-6 1	AArEF	GOV	31 050
ESC	722-16	Groupe intergouvernemental sur le thé (16e session)	V-6 1	AEF	GOV	21 060
ESC	727-20	Groupe intergouvernemental sur la viande (20e session)	V-6 1	AEF	GOV	10 000
			2.2.3.S1	TOTAL		291 460
2.3.1.P1 Fourniture d'informations et de statistiques sur les pêches						
FI	751-21	Groupe de travail chargé de coordonner les statistiques des pêches (21e session)	VI-2 1	A	GOV	1 000
			2.3.1.P1	TOTAL		1 000
2.3.2.A1 Promotion de la pêche responsable dans les eaux intérieures et en aquaculture						
FI	817	Consultation d'experts sur la gestion des ressources génétiques et de la santé en aquaculture	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	836-1	GESAMP GT31: Évaluation et communication des risques environnementaux en aquaculture côtière (1re session)	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	836-2	GESAMP GT31: Évaluation et communication des risques environnementaux en aquaculture côtière (2e session)	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	837-1	GESAMP GT33: Modèles d'exposition de l'environnement pour l'application de l'analyse des risques liés aux produits de la mer (1re session)	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	837-2	2e GESAMP GT33: Modèles d'exposition de l'environnement pour l'application de l'analyse des risques liés aux produits de la mer (2e session)	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	904	Atelier sur la remise en état des habitats aquatiques pour la pêche dans les eaux intérieures	4	A	GDE	3 000
FI	905	Atelier sur l'évaluation et la gestion éco-régionale/éco-systémique pour une production durable des pêches dans les eaux intérieures (pêche et aquaculture)	4	A	GDE	500
FI	908	Atelier sur la gestion des ressources génétiques pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures	4	A	GDE	3 000
			2.3.2.A1	TOTAL		11 500
2.3.2.A2 Contribution accrue de l'aquaculture et de la pêche dans les eaux intérieures à la sécurité alimentaire						

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
FI	814	Consultation d'experts sur l'intégration de l'irrigation et de l'aquaculture	VI-4 3	A	ISE	1 000
2.3.2.A2 TOTAL						1 000
2.3.2.P1 Surveillance mondiale et analyse stratégique de la pêche dans les eaux intérieures et de l'aquaculture						
FI	702-3	Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches (3e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	80 000
FI	727-23	Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI) (23e session)	VI-1 1	AF	GOV	17 100
FI	801	Comité exécutif de la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures	VI-1 1	A	GOV	500
FI	829	Consultation d'experts sur la coopération interrégionale pour le développement de l'aquaculture	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	909	Atelier sur la possibilité de mettre en place des arrangements du type RCAAP sur le continent américain	4	AE	GDE	27 400
FI	910	Atelier régional sur la situation et les tendances du développement de l'aquaculture en Afrique	4	AF	GDE	19 000
2.3.2.P1 TOTAL						145 000
2.3.3.A1 Réduction des rejets et de l'impact de la pêche sur l'environnement						
FI	822	Consultation d'experts sur les oiseaux de mer	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	823	Consultation d'experts sur les rejets	VI-4 3	A	ISE	1 000
2.3.3.A1 TOTAL						2 000
2.3.3.A2 Développement durable de la pêche artisanale						
FI	906-1	Atelier sur la sécurité des pêcheurs	4	A	GDE	1 000
FI	906-2	Atelier sur la sécurité des pêcheurs	4	A	GDE	1 000
2.3.3.A2 TOTAL						2 000
2.3.3.A3 Augmentation de la production provenant de ressources aquatiques sous-utilisées et de captures de faible valeur marchande						
FI	805	Consultation d'experts sur les progrès accomplis en matière de sécurité sanitaire du poisson	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	818	Consultation d'experts sur l'utilisation du poisson en Afrique	VI-4 3	AF	ISE	3 000
FI	819	Consultation d'experts sur l'utilisation du poisson	VI-4 3	E	ISE	1 000
2.3.3.A3 TOTAL						5 000
2.3.3.A4 Consommation, sécurité et qualité des produits à base de poisson						
FI	834	Consultation d'experts sur la sécurité sanitaire du poisson dans l'industrie halieutique	VI-4 3	A	ISE	1 000
2.3.3.A4 TOTAL						1 000
2.3.3.A5 Promotion du commerce international du poisson						
FI	709-9	Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches (9e session)	V-6 1	AArEF	GOV	33 000
FI	820	Consultation d'experts sur l'harmonisation des programmes de certification des captures	VI-4 3	A	ISE	1 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
FI	821	Consultation d'experts sur la normalisation des modes de présentation et des procédures pour le suivi, le contrôle et la surveillance	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	830	Consultation d'experts sur le commerce et la commercialisation du poisson	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	831	Consultation d'experts sur le commerce du poisson et la sécurité alimentaire	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	835	Consultation d'experts sur l'optimisation énergétique du secteur d'exploitation halieutique	VI-4 3	A	ISE	1 000
2.3.3.A5 TOTAL						38 000
2.3.3.S1	Soutien et conseils en matière de techniques de pêche et d'utilisation et de commercialisation du poisson					
FI	902	Atelier sur la capacité des flottilles composées de grands navires de pêche	4	A	GDE	1 000
FI	907-1	Atelier sur les systèmes de surveillance des navires	4	A	GDE	1 000
FI	907-2	Atelier sur les systèmes de surveillance des navires	4	A	GDE	1 000
FI	907-3	Atelier sur les systèmes de surveillance des navires	4	A	GDE	1 000
2.3.3.S1 TOTAL						4 000
2.3.4.A1	Coordination et suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable					
FI	810	Consultation technique sur les questions de fond liées au rôle joué par l'État du port en vue de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	VI-5 2	AArCEF	GOV	140 000
FI	901-1	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	AF	GDE	15 000
FI	901-2	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	A	GDE	1 000
FI	901-3	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	A	GDE	1 000
FI	901-4	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	A	GDE	1 000
FI	901-5	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	E	GDE	1 000
FI	901-6	Atelier régional sur l'élaboration de plans d'action nationaux visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	4	A	GDE	1 000
FI	912	Atelier sur la mise en application du Code de conduite FAO pour une pêche responsable (1995) dans les petits États insulaires en développement	4	AF	GDE	14 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
2.3.4.A1 TOTAL						174 000
2.3.4.P3	Analyse économique et sociale des politiques et de la gestion des pêches et de l'aquaculture					
FI	811	Consultation technique sur l'étiquetage écologique	VI-5 2	AArCEF	GOV	80 000
FI	812	Consultation d'experts sur les questions de politique et les questions économiques posées par la transition vers une pêche responsable dans certains pays d'Asie	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	824	Consultation d'experts sur l'augmentation de la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire	VI-4 3	A	ISE	1 000
FI	826	Consultation technique sur l'étiquetage écologique	VI-5 2	AArCEF	GOV	38 400
FI	832	Consultation d'experts sur les stratégies de gestion des pêches: récupération des coûts et coûts modiques	VI-4 3	A	ISE	0
FI	833	Consultation d'experts sur les dimensions économiques et sociales de la gestion des pêches axée sur les écosystèmes	VI-4 3	A	ISE	1 000
2.3.4.P3 TOTAL						121 400
2.3.4.S1	Promotion et renforcement des organismes et des arrangements régionaux sur les pêches					
FI	701-26	Comité des pêches (COFI) (26e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	96 200
FI	713-5	Comité consultatif de la recherche halieutique (ACFR) (5e session)	VI-2 3	A	ISE	1 000
FI	714-a	Groupe de travail du Comité consultatif de la recherche halieutique sur la pêche artisanale	VI-2 3	A	ISE	1 000
FI	714-b	Groupe de travail du Comité consultatif de la recherche halieutique sur le renforcement des capacités humaines dans le secteur des pêches	VI-2 3	A	ISE	1 000
FI	714-c	Groupe de travail du Comité consultatif de la recherche halieutique sur les programmes de recherche dans les petites pêcheries	VI-2 3	A	ISE	1 000
FI	716-29	Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) (29e session)	XIV 1	AArEF	GOV	39 800
FI	716-30	Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) (30e session)	XIV 1	AArEF	GOV	39 800
FI	719-4	Comité de l'aquaculture (GFCM) (4e session)	XIV 1	AArEF	GOV	60 000
FI	720-7	Comité scientifique consultatif de la CGPM (7e session)	XIV 1	AArEF	GOV	39 000
FI	720-8	Comité scientifique consultatif de la CGPM (8e session)	XIV 1	AArEF	GOV	39 000
RAF	710-4	Sous-Comité scientifique du COPACE sur l'évaluation des ressources (4e session)	VI-2 1	AEF	GOV	19 500
RAF	710-5	Sous-Comité scientifique du COPACE sur l'évaluation des ressources (5e session)	VI-2 1	AEF	GOV	19 500
RAF	740-17	Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) (17e session)	VI-2 1	AEF	GOV	41 000
RAF	745-13	Comité des pêches continentales pour l'Afrique (CPCA) (13e session)	VI-2 1	AF	GOV	40 000
RAP	711-28	Commission Asie-Pacifique des pêches (28e session)	XIV 1	A	GOV	10 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
RLC	758-10	Commission des pêches continentales pour l'Amérique latine (10e session)	VI-1 1	AE	GOV	34 500
RNE	739-3	Commission régionale des pêches (CORÉPÊCHES) (3e session)	XIV 1	AAr	GOV	17 000
RNE	739-4	Commission régionale des pêches (CORÉPÊCHES) (4e session)	XIV 1	AAr	GOV	17 000
2.3.4.S1 TOTAL						516 300
2.4.1.P1	Évaluation et surveillance des forêts et des terres boisées					
FO	802	Consultation d'experts sur les critères et indicateurs de la gestion durable des forêts	VI-5 2	AEF	GOV	33 500
2.4.1.P1 TOTAL						33 500
2.4.2.S1	Soutien aux projets de terrain et services consultatifs					
FO	734-45	Comité consultatif papier et des produits dérivés du bois (45e session)	VI-2 1	A	GOV	3 320
FO	734-46	Comité consultatif du papier et des produits dérivés du bois (46e session)	VI-2 1	A	GOV	3 320
2.4.2.S1 TOTAL						6 640
2.4.3.A3	Renforcement des capacités institutionnelles nationales					
FO	801	Consultation d'experts sur la vulgarisation forestière	VI-4 3	AEF	ISE	5 900
2.4.3.A3 TOTAL						5 900
2.4.4.S1	Soutien aux organes statutaires et liaison avec les bureaux régionaux					
FO	701-17	Comité des forêts (COFO) (17e session)	V-6 1	AArCEF	GOV	87 000
FO	702-22	Commission internationale du peuplier (CIP) (22e session)	XIV 1	AEF	GOV	21 500
FO	709-15	Groupe de travail de l'aménagement de la faune et des parcs nationaux (15e session)	VI-1 1	AF	GOV	30 000
FO	720-22	Commission des forêts pour l'Amérique du Nord (22e session)	VI-1 1	AEF	GOV	31 000
FO	726-32	Commission européenne des forêts (CEF) (32e session)	VI-1 1	AEF	GOV	44 500
FO	728-24	Groupe de travail sur l'aménagement des bassins versants de montagne (24e session)	VI-1-1	AEF	GOV	32 000
FO	731-19	Comité CFFSA/CEF/CFPO des questions forestières méditerranéennes "Silva Mediterranea" (19e session)	VI-1-1	AArEF	GOV	45 500
FO	736-14	Groupe d'experts des ressources génétiques forestières (14e session)	VI-4-3	AEF	ISE	16 900
RAF	707-14	Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (AFWC) (14e session)	VI-I 1	AF	GOV	28 000
RAP	710-20	Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique (20e session)	VI-I 1	AF	GOV	19 000
RLC	713-23	Commission des forêts pour l'Amérique latine et les	VI-1 1	AEF	GOV	47 400
RNE	718-16	Commission des forêts pour le Proche-Orient (CFPO) (16e session)	VI-I 1	AAr	GOV	27 000

Liste révisée des sessions prévues pour 2004-05						
Division	Session	Titre	Art. de l'Acte constitutif (Catégorie)	Langues	Participants	Coûts directs estimatifs \$ EU
RNE	901	Atelier régional sur la mise en oeuvre des propositions GIF/FIF pour la gestion durable des forêts au Proche-Orient	4	AAr	GDE	43 000
2.4.4.S1 TOTAL						335 400
2.5.1.A4 Mise en valeur et diffusion intégrées des connaissances et des techniques agricoles en vue de la sécurité alimentaire et du développement durable						
SDR	801	Consultation technique sur les systèmes de connaissances et d'informations agricoles pour le développement rural : politiques et stratégies	VI-5-2	A	GOV	0
2.5.1.A4 TOTAL						0
2.5.1.P3 Technologies de l'information et de la communication à l'appui des systèmes de recherche, de vulgarisation et d'enseignement agricoles						
RAP	802	Consultation d'experts sur la gestion de l'information concernant les femmes rurales dans l'ère de l'information	VI-4-3	A	ISE	1 000
2.5.1.P3 TOTAL						1 000
2.5.2.A3 Parité hommes-femmes et gestion des ressources naturelles						
RAP	805	Consultation d'experts sur la recherche et l'enseignements agricoles sensibles aux questions de parité hommes-femmes	VI-4-3	A	ISE	1 000
2.5.2.A3 TOTAL						1 000
2.5.2.P1 Promotion des questions de parité et de population dans les politiques, les législations et les institutions civiles						
REU	704-12	Groupe de travail de la CEA sur la femme et la famille dans le développement rural (12e session)	VI-1-1	A	GOV	0
2.5.2.P1 TOTAL						0
Nombre de sessions 231			Total général			6 359 390

Stratégies visant à répondre aux besoins des Membres

A. Contribuer à l'éradication de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté rurale

- A.1 Moyens d'existence durables dans les zones rurales et accès plus équitable aux ressources
- A.2 Accès des groupes vulnérables et défavorisés à une alimentation suffisante, saine et nutritive
- A.3 Plans d'intervention et action efficace et durable en cas de crises alimentaires ou agricoles

B. Promouvoir, élaborer et renforcer les politiques et cadres réglementaires pour l'alimentation, l'agriculture, les pêches et les forêts

- B.1 Instruments internationaux concernant l'alimentation, l'agriculture, les pêches et les forêts, ainsi que la production, l'utilisation sans danger et les échanges commerciaux équitables de produits agricoles, halieutiques et forestiers
- B.2 Politiques nationales, instruments juridiques et mécanismes d'appui conformes aux exigences nationales et compatibles avec les politiques internationales et cadres réglementaires

C. Augmenter durablement l'offre et la disponibilité d'aliments et d'autres produits des secteurs agricole, halieutique et forestier

- C.1 Politiques et mesures institutionnelles propres à améliorer l'efficacité et l'adaptabilité des systèmes de production, de transformation et de commercialisation et à faire face à l'évolution des besoins des producteurs et des consommateurs
- C.2 Adoption de technologies appropriées pour intensifier durablement les systèmes de production et assurer une offre suffisante de produits alimentaires et de biens et services agricoles, halieutiques et forestiers

D. Appuyer la conservation, l'amélioration et l'utilisation durable des ressources naturelles pour l'alimentation et l'agriculture

- D.1 Gestion intégrée des terres, des eaux, des forêts, des pêches et des ressources génétiques
- D.2 Conservation, remise en état et mise en valeur des environnements les plus menacés

E. Améliorer la prise de décisions par la fourniture d'informations et d'évaluations et encourager la gestion des connaissances en matière d'alimentation et d'agriculture

- E.1 Une base de données intégrée, contenant des statistiques, des informations et des connaissances actuelles, pertinentes et fiables, accessibles à tous les clients de la FAO
- E.2 Évaluations régulières, analyses et études prospectives dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture
- E.3 La sécurité alimentaire au centre des préoccupations internationales